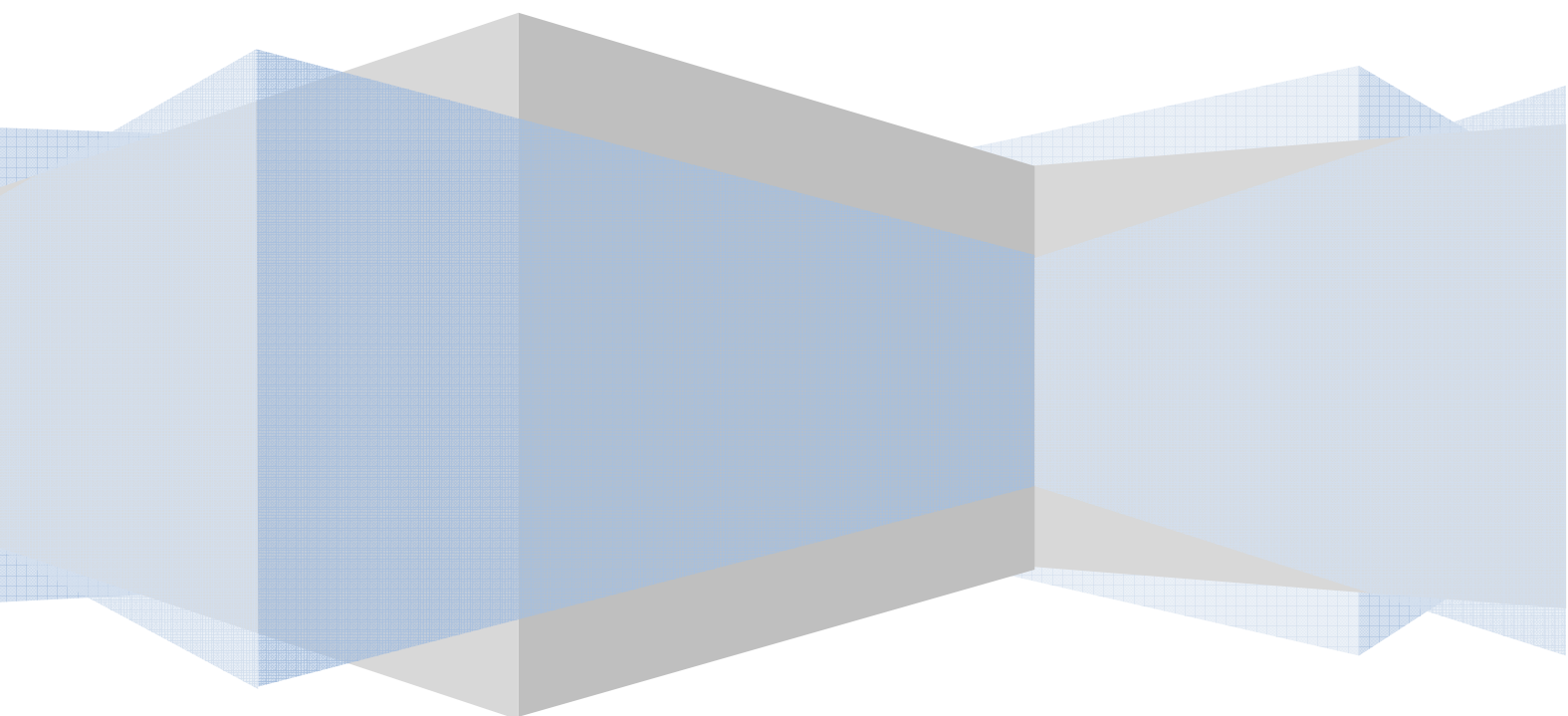


CAISSE NATIONALE DE RETRAITE & DE PREVOYANCE SOCIALE

MANUEL DE LIQUIDATION DES PENSIONS & ACCESSOIRES



FEUILLE DE DIFFUSION ET DE VALIDATION

Référence : *Manuel de liquidation des pensions & accessoires.docx*

Date de dernière mise à jour : 19/12/2013

Indice de révision du document :

Etat : En cours

Objet : manuel de liquidation des pensions & accessoires.

Elaboré Par :

**Fauzi Ben Henda
OM**

**Sadok Bhar
DTI**

**Laroussi Tebrizi
DPA**

CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE.....	5
LE REGIME GENERAL DES PENSIONS DE RETRAITE	13
1 /Affiliation au régime des pensions de retraite	13
2/Conditions de mise à la retraite.....	18
3/Constitution du dossier de liquidation d'une pension :.....	18
4/ Les motifs de mise à la retraite.....	18
4-1 La mise à la retraite pour limite d'âge :	19
4-2 La mise à la retraite avant l'âge légal.....	24
5/ Les Services	53
6/ La Bonification	64
7/ Détermination du taux de la pension	69
LES REGIMES SPECIAUX.....	70
1/REGIME DES MEMBRES DE GOUVERNEMENT.....	70
2/ REGIME DES GOUVERNEURS	72
3/ REGIME DES DEPUTES.....	74
4/ EXTENSION DU REGIME DE RETRAITE DES DEPUTES AUX MEMBRES DE LA CHAMBRE DES CONSEILLERS.....	76
LA COORDINATION DES REGIMES	78
1/La coordination des régimes dans le cadre de la loi n°84 de l'année 1988 :.....	78
2/La coordination des régimes dans le cadre de la loi n°8 du 21 janvier 2003 :.....	80
LA REMUNERATION SERVANT DE BASE POUR LA LIQUIDATION DE LA PENSION.....	83
LA RENTE D'INVALIDITE.....	87
1/La loi n°59-18	87
2/ La loi n°94-28(secteur privé).....	88
3/ La loi n°95-56(secteur public)	88
LES ACCESSOIRES DE PENSIONS.....	90
A / LES INDEMNITES FAMILIALES	90
B/ L'INDEMNITE DE REVENU UNIQUE.....	93
LE CAPITAL-DECES	96
1/ CADRE JURIDIQUE	96
2/ REGLES DE GESTION.....	96
3/ SPECIFICITES DES REGIMES DE CAPITAL DECES.....	97
4/ LES AFFILIES AU REGIME DU CAPITAL DECES	98
5/ LES BENEFICIAIRES DU CAPITAL DECES.....	99
6/ CONDITIONS DE JOUISSANCE	99
7/ MODALITES DE CALCUL DU CAPITAL DECES	100

8/ LES OPPOSITIONS SUR LE CAPITAL DECES	107
9/ LE PARTAGE DU CAPITAL DECES ENTRE LES AYANTS DROIT	108
10/ REVISION DU CAPITAL DECES	108
11/ L'AVANCE SUR CAPITAL DECES	109
12/ MODALITES DE PAIEMENT.....	109
13/ CONSTITUTION DU DOSSIER.....	109
REGLES DES RETENUES ET OPPOSITIONS SUR PENSIONS	112
1/ INTRODUCTION.....	112
2/ PRESTATIONS ASSUJETTIES AUX RETENUES ET OPPOSITIONS :	112
3/ PRESTATIONS NON ASSUJETTIES AUX RETENUES ET OPPOSITIONS :.....	112
4/ CLASSIFICATION DES OPPOSITIONS ET RETENUES A LA SOURCE :	113
4.1 RETENUES POUR CHARGES SOCIALES :	113
4-2 RETENUE POUR CHARGES FISCALES.....	118
4-3 LES OPPOSITIONS SUR PENSIONS (Ro)	134
REVISION ET PEREQUATION DES PENSIONS	139
SUSPENSION DES PENSIONS	141
LES PENSIONS DE L'EX-CREGT	142
LES REGLES DE GESTION DE LA LIQUIDATION DE PENSION DANS LE CADRE DE LA Loi 59/18	146

CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

TEXTES A CARACTERES INSTITUTIONNELS

- ✚ Décret N° 76-3 du 5 janvier 1976, portant organisation administrative et financière de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ;
- ✚ Décret n° 2009-3386 du 9 novembre 2009, fixant l'organigramme de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale.

TEXTES DE BASE

- ✚ Loi n°59-18 du 5 février 1959, fixant le régime des pensions civiles et militaires de retraite (dispositions non abrogées par la loi n°85-12 du 5 mars 1985 relatives à l'invalidité.)
- ✚ Loi n°85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, ainsi que tous les textes qui l'ont complété et modifié ; notamment :
 - La loi n°87-8 du 06 mars 1987, instituant des dispositions relatives au travail des retraités ;
 - La loi n°88-71 du 27 juin 1988, modifiant et complétant la loi n° 85-12 du 5 mars 1985 ;
 - La loi n°90-6 du 12 février 1990, modifiant la loi n° 85-12 du 5 mars 1985 ;
 - La loi n°94-71 du 27 juin 1994, relative à la révision des taux de la contribution aux régimes de retraite dans le secteur public ;
 - La loi n°95-105 du 14 décembre 1995 ;
 - La loi n°96-67 du 22 juillet 1996, relative à la modification de la loi n°85-12 du 5 mars 1985 ;
 - La loi n°97-74 du 18 novembre 1997, amendant la loi n°85-12 du 5 mars 1985 ;
 - La loi n°2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances 2002 ;

-La loi n°2002-61 du 9 juillet 2002, portant dispositions relatives à la protection sociale au profit de certains agents des entreprises et des établissements publics à caractère non administratif ;

-La loi n°2007- 43 du 25 juin 2007, modifiant et complétant les lois régissant les pensions servies au titre des régimes de retraite, d'invalidité et des survivants dans les secteurs public et privé et des régimes spéciaux ;

-La loi n° 2009-20 du 13 avril 2009, portant dispositions exceptionnelles relatives à la retraite des professeurs de l'enseignement supérieur.

AFFILIATION

- ✚ Décret n°85-1025 du 29 août 1985, fixant la liste des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et Sociétés Nationales dont les personnels sont affiliés à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ;
- ✚ Loi n°98-37 du 25 mai 1998, portant transfert de la caisse de prévoyance sociale du personnel des services publics de l'électricité du gaz et des transports à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ;
- ✚ Décret n°98-1981 du 12 octobre 1998, relatif au transfert des agents en activité relevant de la caisse de retraite et de la caisse de prévoyance sociale des services publics de l'électricité, du gaz et du transport à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ;
- ✚ Décret n°72-257 du 12 août 1972 portant réorganisation de l'Ecole Normale Supérieure ;
- ✚ Décret n°76-612 du 14 juillet 1976 portant réorganisation de l'institut nationale des sports ;
- ✚ Décret n°81-481 du 20 avril 1981 fixant la situation administrative des élèves de l'Ecole Nationale d'Administration ;
- ✚ Décret n°85 -841 du 17 juin 1985 fixant le statut particulier des personnels enseignants exerçants dans les écoles normales d'instituteurs, les écoles d'application et les écoles primaires ;
- ✚ Loi n°92-27 du 30 mars 1992 portant création d'un commissariat général au sport.

VALIDATION & REGULARISATION DES SERVICES

- ✚ Loi n°95-105 du 14 décembre 1995, portant institution d'un système unique de validation des services au titre des régimes légaux de vieillesse, d'invalidité et de survivants ;
- ✚ Décret n°96-1015 du 27 mai 1996, fixant les modalités de la validation des services au titre des régimes de retraite, d'invalidité et de survivants ;
- ✚ Loi n°85-75 du 20 juillet 1985, relative au régime applicable aux personnels de la coopération technique ;
- ✚ Loi n°88-8 du 23 février 1988, relative à la contribution au titre de la retraite des agents détachés auprès de l'agence tunisienne de coopération technique ;
- ✚ Décret n°2007-1879 du 23 juillet 2007, relatif à la couverture sociale des agents publics mis-en position de détachement pour exercer dans le cadre de la coopération technique ;
- ✚ Décret n° 2012-2654 du 6 novembre 2012, portant dispositions exceptionnelles pour la régularisation des périodes de détachement exercées dans le cadre de la coopération technique au titre des régimes de sécurité sociale dans le secteur public et privé ;
- ✚ Loi n° 2003-16 du 24 février 2003, portant régularisation des périodes de mise en disponibilité spéciale au regard des régimes de sécurité sociale ;
- ✚ Décret n°2003-1543 du 2 juillet 2003, fixant les modalités et les procédures de régularisation des périodes de mise en disponibilité spéciale au regard des régimes de sécurité sociale.

COORDINATION DES DROITS DES ASSURES COUVERTS PAR PLUSIEURS REGIMES DE SECURITE SOCIALE.

- ✚ Loi n°2003-8 du 21 janvier 2003, portant liquidation des droits des personnes bénéficiant de la couverture de plusieurs régimes légaux d'assurance vieillesse, invalidité et décès ;
- ✚ Décret n° 2003-1128 du 19 mai 2003, fixant les modalités de liquidation des droits des personnes bénéficiant de la couverture de plusieurs régimes légaux d'assurances vieillesse, invalidité et décès.

AGE DE RETRAITE

- ✚ Décret n°67-282 du 26 août 1967, classant certains emplois du Secrétariat d'Etat à l'intérieur dans la partie active ;
- ✚ Décret n°69-167 du 8 mai 1969, déterminant les grades et les emplois de la S.N.C.F.T compris dans la partie active ;
- ✚ Décret n°81-1600 du 24 novembre 1981, classant certains emplois du Ministère du Plan et des finances dans la partie active ;
- ✚ Décret n° 84-748 du 30 Avril 1984, portant statut particulier des Cadres et Agents de la Sureté Nationale et de la Police Nationale ;
- ✚ Décret n° 84-750 du 30 Avril 1984, fixant le statut particulier des agents de la Garde Nationale ;
- ✚ Décret n° 84-753 du 30 Avril 1984, portant statut particulier des Cadres et Agents des Cadres et Agents des prisons et de la Rééducation ;
- ✚ Décret n° 84-755 du 30 Avril 1984, fixant le statut particulier des agents de la Protection civile ;
- ✚ Décret n°85-1178 du 24 septembre 1985, fixant la liste des agents exerçant des fonctions astreignantes ;
- ✚ Décret n°85-1177 du 24 septembre 1985 fixant la liste des catégories d'ouvriers accomplissant des tâches pénibles et insalubres ;
- ✚ Décret n° 88-2131 du 21 Décembre 1988, Cadres et agents de la sécurité du chef de l'Etat ;
- ✚ Loi n° 2009-20 du 13 avril 2009, portant dispositions exceptionnelles relatives à la retraite des professeurs de l'enseignement supérieur
- ✚ Loi n° 2009-39 du 8 juillet 2009, portant mise à la retraite avant l'âge légal ;
- ✚ Décret n°2009-2085 du 8 juillet 2009, fixant les procédures et les modalités d'application des dispositions relatives à la mise à la retraite avant l'âge légal.

DISPOSITIONS PARTICULIERES DE MISE A LA RETRAITE

- ✚ Loi n°87-7 du 6 mars 1987, instituant un système de retraite anticipée volontaire ;

- ✚ Décret n°87-337 du 6 mars 1987, fixant les critères de priorité pour le bénéfice du système de retraite anticipée volontaire et déterminant les conditions de présentation des programmes de remplacement du personnel mis à la retraite ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre du 3 avril 1987 ;
- ✚ Loi n°2002-61 du 9 juillet 2002, portant dispositions relatives à la protection sociale au profit de certains agents des entreprises et des établissements publics à caractère non administratif, affiliés à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale ;
- ✚ Décret 2003-1656 du 4 août 2003, fixant les modalités de prise en charge des prestations prévues par la loi n°2002-61 du 9 juillet 2002, portant dispositions relatives à la protection sociale au profit de certains agents relevant des entreprises et des établissements publics à caractère non administratif affiliés à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale ;
- ✚ Loi n° 2009-39 du 8 juillet 2009, portant mise à la retraite avant l'âge légal ;
- ✚ Décret n° 2009-2085 du 8 juillet 2009, fixant les procédures et les modalités d'application des dispositions relatives à la mise à la retraite avant l'âge légal.

ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS

- ✚ Décret n°85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, soumis à retenue pour la retraite ;
- ✚ Décret n°85-1176 du 24 septembre 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés nationales affiliés à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale.

REGIMES SPECIAUX DE RETRAITE

- ✚ Décret loi n° 22 du 2 novembre 1974. et la loi n° 57 du 3 août 1977 portant affiliation des députés à la caisse nationale de retraite.
- ✚ Loi n° 83-31 du 17 mars 1983, fixant le régime de retraite des membres du gouvernement ;
- ✚ Loi n°85-16 du 8 mars 1985, fixant le régime de retraite des députés ;

- ✚ Décret loi n° 74-22 du 2 novembre 1974 et la loi n° 57-77 du 3 août 1977 ancien régime de retraite des députés ;
- ✚ Loi n° 88-101 du 18 août 1988, relative à la retraite des membres de la Chambre des Députés ;
- ✚ Loi n° 2005-54 du 18 juillet 2005, étendant les régimes spéciaux applicables aux membres de la chambre des députés, aux membres de la chambre des conseillers ;
- ✚ Loi n° 88-16 du 17 mars 1988, fixant le régime de retraite des gouverneurs ;
- ✚ Loi n° 88-145 du 31 décembre 1988, portant loi de finances pour la gestion 1989 (articles 72-74).

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

- ✚ Circulaire du Premier ministre n° 42 du 25 octobre 1996.

LES DISPOSITIONS FISCALES

- ✚ Code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989 (articles 25-44) ;
- ✚ Loi n° 89-114 du 30 décembre 1989, portant promulgation du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés ;
- ✚ Loi n° 79-66 du 31 décembre 1979, portant loi de finances pour la gestion 1980 ;
- ✚ Loi n° 81-100 du 31 décembre 1981, portant loi de finances pour la gestion 1982 ;
- ✚ Loi n° 85-109 du 31 décembre 1985, portant loi des finances pour la gestion 1986 ;
- ✚ Circulaire du directeur général des impôts du 15 août 1984, relative à la déduction des cotisations afférentes aux pensions de retraite des députés ;
- ✚ Arrêté du ministre du plan et des finances du 6 janvier 1990, fixant les conditions de prise en charge par les employeurs et les caisses de sécurité sociale de la charge fiscale additionnelle ;
- ✚ Loi n° 91-98 du 31 décembre 1991, portant loi de finances pour la gestion 1992.

CAPITAL DECES

- ✚ Décret n° 93-308 du premier février 1993, relatif au régime du capital décès ;

- ✚ La lettre du ministre des affaires sociales en date du 23 mai 1998.

AUTRES DISPOSITIONS LEGALES

- ✚ Loi n°87-8 du 6 mars 1987, instituant des dispositions relatives au travail des retraités ;
- ✚ Décret n°87-338 du 6 mars 1987, fixant les travaux occasionnels pouvant être exercés par les retraités dans le secteur public ;
- ✚ Loi n°92-54 du 9 juin 1992, fixant les droits, avantages et primes accordés aux militaires et aux agents des forces de sécurité intérieure envoyés en mission, dans le cadre des unités de maintien de la paix à l'étranger ;
- ✚ Loi n°95-56 du 28 juin 1995, portant régime particulier de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles dans le secteur public ;
- ✚ Décret n°95-2487 du 18 décembre 1995, fixant la liste des entreprises publiques soumises aux dispositions de la loi n°95-56 du 28 juin 1995, portant régime particulier de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

CIRCULAIRES

- ✚ Circulaire du Premier ministre n°06 du 15 mars 2011, relative à la révision des procédures d'affiliation à CNRPS et au suivi de la carrière des affiliés et la tenue de leur compte individuel ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°51 du 7 octobre 1985, relative à l'application de la loi 85/12 ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n° 59 du 17 décembre 1985, relative au maintien en activité par contrat ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°40 du 4 janvier 1986, portant application de la loi n°85-12 du 5 mars 1985 fixant le régime des pensions civiles et militaires de retraite
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°7 du 21 janvier 1986, relative à la retenue de la cotisation et liquidation de la pension concernant les fonctionnaires détachés auprès des offices et entreprises publiques et dont le grade dans le cadre d'origine donne vocation à une nomination à un emploi fonctionnel;

- ✚ Circulaire du Premier ministre n°70 du 2 septembre 1988, portant application des dispositions de la loi n°88-71 ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°12 du 15 février 1993, relative à l'application du décret n°93-308 ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°25 du 22 avril 1993, relative à l'application du décret n°93-308 ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°41 du 25 juin 1993, relative au suivi de carrière des affiliés de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ;
- ✚ Circulaire du Premier ministre n°69 du 1^{er} octobre 1993 ; relative à la mise à la retraite sur demande de l'agent et accord de l'employeur avant l'âge légal de retraite.

LE REGIME GENERAL DES PENSIONS DE RETRAITE

1 /Affiliation au régime des pensions de retraite

L'article premier de la loi 85-12 stipule que le régime des pensions de retraite s'applique à tous les agents du secteur public quels que soient leur situation administrative, les modalités de paiement de leur rémunération, leur sexe, leur nationalité et qui sont employés par :

- a) l'Etat et les collectivités publiques locales et les établissements publics à caractère administratif.
- b) Les établissements publics à caractère industriel et commercial (désignés par le décret n°2002-2198 du 07 Octobre 2002 comme établissements publics à caractère non administratif) et les sociétés nationales dont la liste est fixée par le décret 85-1025 ainsi que tous les textes qui l'ont modifiés et complétés.

Les dispositions de cette loi s'appliquent également aux militaires.

1-1/Les agents affiliés au régime des pensions de retraite :

Les affiliés au régime de retraite sont répartis en agents civils et militaires.

Le corps des agents civils et militaires du secteur public est constitué essentiellement par :

a- Les civils :

✓ Les fonctionnaires

Ce corps groupe:

- Les agents de la fonction publique répartis en quatre catégories désignées dans l'ordre décroissant par les lettres A, B, C et D.
- Les fonctionnaires soumis aux statuts particuliers ;

✓ les ouvriers :

- Le personnel ouvrier de la fonction publique est classé en unités, catégories et niveaux.
- Ce corps groupe aussi, les ouvriers soumis aux statuts particuliers tels que les ouvriers occasionnels et les ouvriers accomplissant des tâches pénibles et insalubres.

b- les militaires :

Constitués d'agents appartenant aux corps des armées.

1-2/Les positions administratives :

Tout agent doit être placé dans une des positions régulières suivantes :

a) l'activité : c'est la position du fonctionnaire qui, régulièrement titulaire d'un grade, exerce effectivement les fonctions de l'un des emplois correspondants et conserve la même situation pendant toute la durée d'un congé de quelque nature que ce soit, accordé à plein ou à demi-traitement.

Les congés administratifs comprennent

- les congés de repos ;
- les congés exceptionnels ;
- les congés pour raisons de santé répartis en congés de maladie de longue durée et congés de maladie ordinaire ;
- les congés de maternité ;
- les congés post-nataux ;
- les congés pour formation continue ;
- les congés pour la création d'une entreprise qui permet au fonctionnaire de bénéficier de la couverture sociale et de procéder au paiement de sa cotisation au titre du régime de retraite, de prévoyance sociale et du capital décès alors que l'administration se charge de payer les contributions mises à la charge de l'employeur.

b) le détachement : est la position de l'agent placé hors de son corps d'origine mais continuant à bénéficier dans ce corps, de ses droits à l'avancement, à la promotion et à la retraite.

Le détachement ne peut avoir lieu : qu'auprès d'une administration, d'une collectivité publique locale, d'un établissement public, d'une société nationale ou d'une société d'économie mixte, d'une organisation nationale, ou de l'Agence Tunisienne de Coopération technique.

En outre ; le fonctionnaire peut être mis dans cette position pour exercer la fonction de membre du Gouvernement ou une fonction élective autre que celle de député.

Ainsi; le fonctionnaire peut être mis en position de détachement :

- soit auprès d'un établissement dont le personnel est affilié à la caisse, comme le stipule le décret n°85-1025 du 29 août 1985 et les textes qui l'ont modifié et complété ;
- et continue de ce fait de subir les retenues légales pour les régimes de sécurité sociale sur la base de sa rémunération de détachement ou sur la base de sa situation dans son établissement d'origine ;
- soit auprès d'un établissement non affilié à la CNRPS. Dans ce cas, les cotisations sociales sont calculées sur la base de la rémunération dans l'établissement d'origine ou sur la base d'une rémunération définie dans un tableau de concordance émis par le Premier Ministère ;

- soit auprès de l'Agence Tunisienne de Coopération Technique pour les fonctionnaires appelés à exercer une activité auprès de gouvernements étrangers ou d'organismes internationaux. Cette position donne lieu au paiement de l'ensemble des cotisations aux régimes de pension de retraite et d'invalidité ;
- La contribution mise à la charge de l'agent est dans tous les cas supportée par l'agent détaché.

La part de la cotisation normalement mise à la charge de l'employeur est supportée par le budget de l'Etat si la rémunération de l'agent détaché est inférieure au double de la rémunération qu'il percevait avant son détachement et par l'agent lui-même si cette rémunération est égale ou supérieure au seuil précité.

Dans tous les cas ; le fonctionnaire détaché subit les retenues légales pour la retraite. Le détachement peut être accordé pour une période maximale de cinq ans renouvelable.

c) la disponibilité : est la position du fonctionnaire qui, placé hors de l'administration dont il relève, continue d'appartenir à son corps d'origine, mais cesse d'y bénéficier d'une rémunération, de ses droits à l'avancement, à la promotion et à la retraite.

- **la disponibilité d'office** est prononcée pour raisons de santé lorsque le fonctionnaire ne peut reprendre son service à l'expiration d'un congé de maladie ordinaire ou d'un congé de maladie de longue durée. La durée de la disponibilité prononcée d'office ne peut excéder une année. Elle peut être renouvelée, à deux reprises, pour la même période. Durant les périodes de disponibilité d'office, le fonctionnaire continue à bénéficier de la couverture sociale par la prise en charge de l'employeur de toutes les cotisations sociales.

- **la disponibilité spéciale** est prononcée par arrêté du Premier ministre pour le fonctionnaire, dans les conditions suivantes :

- ✓ pour une période d'une année, renouvelable autant de fois que nécessaire, pour tout fonctionnaire dont le conjoint fonctionnaire a été soit muté à l'intérieur du territoire de la République, soit appelé à exercer à l'étranger. Durant cette position ; l'employeur continue de verser régulièrement et dans les délais les cotisations mises à sa charge au titre du régime de sécurité sociale auquel l'agent est assujetti. L'agent supporte –quant à lui– les cotisations mises à sa charge et les verse soit d'une manière régulière et dans les délais ou par anticipation et de manière périodique;
- ✓ pour une période de 5 ans, renouvelable autant de fois que nécessaire, au profit du fonctionnaire élu à la chambre des députés. Dans cette position, l'agent a le choix de bénéficier des dispositions de la loi n°85-16 du 8 mars 1985, fixant le régime de retraite des députés ; soit de continuer d'être assujetti au régime de retraite de sa situation d'origine.

d) sous les drapeaux: l'agent incorporé dans une formation militaire pour accomplir son temps de service actif, tel que prévu par la loi sur le recrutement est placé dans une position spéciale dite "sous les drapeaux".

Dans cette position, il perd les émoluments qu'il percevait, mais conserve ses droits à l'avancement, à la promotion et à la retraite.

1-3/ Cotisations au titre du régime général des pensions :

Le régime des pensions de retraite et des pensions de survivants est financé par une contribution à la charge de l'agent et de l'organisme employeur.

L'employeur est chargé de prélever mensuellement une contribution au titre du régime général de retraite fixée -actuellement - à **8,2%** de la rémunération de l'agent et de la verser sans délai à la caisse.

La contribution est calculée sur la base des différents éléments permanents de la rémunération de l'agent qu'ils soient en espèces ou en nature.

L'avantage en nature est évalué par référence à son équivalent en espèces en vertu des règlements administratifs.

En ce qui concerne la contribution au titre des éléments permanents de la rémunération des agents en exercice à l'étranger, elle est calculée sur la base des montants attribués à leurs homologues en Tunisie.

La liste des éléments permanents de la rémunération est fixée par le décret n°85-980 du 11 août 1985 et le décret n°85-1176 du 24 septembre 1985 ; ainsi que tous les textes qui l'ont complétés ou modifiés.

Dans le cas où il n'est versé à l'agent qu'une partie de sa rémunération, la contribution est calculée sur la base de la rémunération entière.

Par ailleurs ; l'employeur paie également à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale une contribution fixée actuellement à **12,5%** de la même rémunération sur la base de laquelle a été retenue la contribution de l'agent.

EVOLUTION DES TAUX DE COTISATIONS

Date d'effet - du - au	Retraite		Prévoyance Sociale		Capital Décès	OBSERVATIONS
	Affilié	Employeur	Affilié	Employeur	Affilié	
31/12/1974	7	10	1	1	-	
1/1/1975 - 31/5/1975	5	7	1	1	-	
1/6/1975 - 30/6/1994	5	7	1	1	1	
1/7/1994 - 30/6/1995	6	7	1	1	1	
1/7/1995 - 30/6/2002	6	8,2	1	1	1	
1/7/2002 - 30/6/2003	6,5	8,7	1	1	1	
1/7/2003 - 30/6/2004	6,75	8,95	1	1	1	
1/7/2004 - 30/6/2005	7	9,2	1	1	1	
1/7/2005 - 30/6/2006	7	9,45	1	1	1	
1/7/2006 - 31/12/2006	7	9,7	1	1	1	
1/1/2007 - 30/6/2007	7	10,3	1	1	1	
1/7/2007 - 31/12/2007	7,4	10,3	1	2	1	
1/1/2008 - 30/6/2008	7 ;4	10,9	1	2	1	
1/7/2008 - 31/12/2008	7,8	10,9	1,88 (1)	3	1	(1) 2% pour les pensionnés.
1/1/2009 - 30/6/2009	7,8	11,5	1,88	3	1	
1/7/2009 - 30/6/2010	8,2	11,5	2,75(2)	3	1	(2) 3% pour les pensionnés.
1/7/2010 - 30/6/2011	8,2	11,5	2,75(3)	4	1	(3) 4% pour les pensionnés
01/7/2011	8,2	12,5	2,75	4	1	

1-4/ La Cessation des fonctions :

La cessation des fonctions de l'agent est constatée:

- ✓ à l'atteinte de l'âge légal de mise à la retraite ;
- ✓ avant l'atteinte de l'âge légal de mise à la retraite et ce suite à :
 - la mise à la retraite sur demande (sous conditions) ;
 - la démission régulièrement acceptée ;
 - la révocation ;
 - la mise à la retraite dans le cadre de mesures exceptionnelles (RAV, CAREP, LOI -39-2009);
 - la mise à la retraite d'office ;
 - l'invalidité physique.

Cette cessation peut être provisoire comme elle peut être définitive.

Le décès de l'agent est considéré comme une cessation définitive de fonctions.

2/Conditions de mise à la retraite

A l'âge légal de mise à la retraite et pour prétendre à une pension de retraite l'agent doit justifier d'une période d'années de services minimale égale à 15 ans. Cette période est ramenée à 10 ans pour les ouvriers occasionnels. Toutefois et au cas où cette période n'est pas accomplie l'agent mis à la retraite peut bénéficier d'une allocation de vieillesse s'il totalise une période d'activité égale ou supérieure à 5 années.

3/Constitution du dossier de liquidation d'une pension :

Le dossier de pension est composé de deux sous dossiers :

- Sous dossier affiliation ;
- Sous dossier de mise à la retraite .

Sous dossier affiliation comportant :

- Décision de recrutement ;
- un extrait de naissance à la date de recrutement.

Sous dossier de mise à la retraite comportant essentiellement :

- un arrêté ou décision de mise à la retraite dûment signé ;
- un relevé de service revêtu du cachet de l'organisme et de l'identité personnelle du signataire;
- un extrait de naissance.

4/ Les motifs de mise à la retraite

Le départ à la retraite est prononcé :

- ✓ Lors de l'atteinte de l'âge légal de mise à retraite ;
- ✓ Avant l'atteinte de cet âge:
 - a/ en cas d'invalidité physique ;
 - b/ sur demande ;
 - c/ en cas de démission ;
 - d/ à l'initiative de l'employeur pour insuffisance professionnelle de l'agent ;
 - e/ en cas de révocation ;
 - f/ sur demande pour les mères de trois enfants;
 - g/ d'office.

4-1 La mise à la retraite pour limite d'âge :

4-1-1/ Conditions de mise à la retraite pour limite d'âge

L'âge légal de la mise à la retraite, est fixé comme suit :

1- Pour les civils :

- ✓ 60 ans pour les fonctionnaires et ouvriers de l'état exerçant dans le cadre commun ;
- ✓ 65 ans pour :
 - les professeurs de l'enseignement supérieur et les maîtres de conférences de l'enseignement supérieur aux établissements universitaires et aux établissements de recherche scientifique civils et militaires,
 - les professeurs hospitalo-universitaires et les maîtres de conférences agrégés hospitalo-universitaires (annexes n).
- ✓ 55 ans pour :
 - les ouvriers exerçant dans le cadre commun des tâches pénibles et insalubres soumis aux conditions prévues par le décret n° 1177 du 24 septembre 1985...(annexe) ;
 - les cadres actifs des forces de sécurité intérieure et de la garde nationale (annexe) ;.
 - les cadres actifs exerçant dans :
 - les sociétés de transport (annexe) ;,
 - la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens(annexe) ;
 - la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (annexe) ;.

2- Pour les Militaires et agents de douane

- ✓ 50 ans pour :
 - les hommes de troupe (soldats, caporal, caporal chef (annexe) ;
 - les quartiers maître et matelots (annexe) ;.
- ✓ 55 ans pour :

Les cadres militaires et les agents de la douane (les sous-officiers et les officiers marinières) (annexe) ;.
- ✓ 58 ans pour :

Cadres militaires et les agents de la douane (les officiers subalternes) (annexe) ;
- ✓ 60 ans pour :

Les officiers supérieurs et les généraux militaires et de la douane (annexe).

4-1-2/Les modalités de mise à la retraite pour limite d'âge :

L'article 6 de la loi 85-12 prévoit que la mise à la retraite pour limite d'âge est déclenchée par l'envoi par le chef de l'administration ou de l'organisme auquel appartient l'agent à la CNRPS du dossier de pension et ce 6 mois avant- l'atteinte par l'intéressé – de l'âge de la mise à la retraite.

Par ailleurs, l'article 7 mentionne que cette mise à la retraite commence à partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'affilié a atteint l'âge légal. Ainsi un agent né le premier du mois, la date de sa mise à la retraite correspond au premier jour du même mois.

Toutefois cette modalité de la mise à la retraite est affectée d'exceptions notamment en ce qui concerne :

- ✓ Le corps enseignant (instituteurs, maîtres d'application, professeurs...) relevant de tous les départements ministériels (Education nationale Agriculture, Santé publique, Jeunesse et enfance, Affaires sociales) dont la date de mise à la retraite est prorogée au cours de l'année scolaire ils sont maintenus en activité jusqu'au début de l'année scolaire suivante soit le 1^{er} octobre de chaque année (circulaire n° 51 du 7 octobre 1985) ;
- ✓ Les magistrats ne peuvent être admis à la retraite qu'à la fin de l'année judiciaire au cours de laquelle ils auraient atteint l'âge légal de mise à la retraite (loi n° 85-79 du 11 août 1985) ; soit le 1^{er} septembre de chaque année.

4-1-3/Procédure de mise à la retraite pour limite d'âge :

Au cours du mois de juillet de chaque année, un état des affiliés susceptibles d'être mis à la retraite pour limite d'âge dans deux ans est édité en double exemplaires et par organisme employeur. Cet état, comporte:

- l'identifiant unique de l'affilié ;
- le nom et prénom ;
- la date de naissance ;
- le grade .

Cet état est édité dans le but de vérifier la fiabilité des données existantes au niveau du système d'information. Pour se faire la structure chargée du suivi de carrière transmet une copie de cet état à la direction des archives pour la numérisation des dossiers d'affiliation.

Un rapprochement est effectué au niveau du nom et prénom de l'affilié, sa date de naissance ainsi que son grade. Toute anomalie détectée fait l'objet d'une mise à jour du système d'information.

Les dossiers manquants de pièces ainsi que ceux déclarés inexistantes dans les archives sont établis sur une liste et communiqués aux établissements correspondants concernés afin d'être complétés.

Après complément des pièces et constitution des dossiers d'affiliation, un état prévisionnel des agents proposés à la retraite est édité en trois exemplaires :

- Une copie est adressée à l'organisme employeur et ce au courant de la première semaine du mois de janvier ,accompagnée d'une note rappelant les termes de la circulaire qui stipule que les organismes employeurs sont tenus d'apporter les corrections éventuelles de ces états et de les faire retourner à la CNRPS avant la fin du mois de février ;
- Une deuxième copie est adressée aux centres régionaux pour suivi ;
- La troisième copie est classée au sein de la structure de suivi de carrière.

Après le retour de l'état portant les corrections éventuelles en provenance des organismes employeurs le centre régional procède :

- à la mise à jour de système d'information conformément aux différentes corrections enregistrées ;
- au classement des pièces justificatives dans les dossiers des affiliés concernés.

Un état définitif des agents qui seront mis à la retraite au cours de l'année prochaine est édité par centre régional en quatre exemplaires :

- Une copie est adressée à l'organisme employeur accompagnée par une note l'invitant à la préparation des dossiers de pension et leur transmission à la CNRPS 6 mois avant la date de la mise à la retraite ;
- Une copie est adressée à chaque centre régional ;
- Une copie est classée au sein de la structure de suivi de carrière.

4-1-4/ Le maintien en activité :

Le maintien en activité au-delà de l'âge légal de mise à la retraite est régi par :

- L'article 24 de la loi 85-12 modifié par la loi n° 88 -71 du 27/ 6/ 1988 ;
- Les articles 62 et 63 de la loi n° 85- 12 du 5 mars 1985 ;
- La lettre circulaire du premier ministre n° 70 du 2 septembre 1988 ;

- L'article 29 de la loi 85-12- du 5mars 1985 ;
- L'article 3 de la loi 87 -7 du 7 mars 1987 ;
- Loi n°87-8 du 6 mars 1987 ;
- La loi n° 2009-20 du 13 avril 2009, portant dispositions exceptionnelles relatives à la retraite des professeurs de l'enseignement supérieur.

Le maintien en activité est décidé par arrêté du Premier Ministre pour les personnels des cadres actifs, et par décret pour les autres catégories d'affiliés. Cette décision valable pour une année à partir de la limite d'âge de chaque catégorie d'agent peut être prorogée pendant une période maximale de quatre ans.

Les officiers généraux et les officiers supérieurs à partir du grade de commandant peuvent être maintenus en activité pendant une période d'un an renouvelable jusqu'à l'âge de 65 ans.

Les sous officiers de carrière, les officiers marins et les officiers subalternes peuvent être maintenus en activité pour une période d'un an renouvelable jusqu'à l'âge de 60 ans Les professeurs de l'enseignement supérieur et les maîtres de conférences de l'enseignement supérieur aux établissements universitaires et aux établissements de recherche scientifique civils et militaires les professeurs hospitalo-universitaires et les maîtres de conférences agrégés hospitalo-universitaires peuvent être maintenus en activité jusqu'à l'âge de 70 ans.

Sur proposition de l'organisme employeur, le Premier Ministre (Direction Générale de la fonction Publique) établit un décret ou un arrêté de maintien pour certains affiliés et le transmet à l'organisme en question.

Dès réception de ce document le centre régional procède à la régularisation de la situation de l'agent maintenu en activité.

A cet effet, deux cas peuvent se présenter :

- le décret ou l'arrêté de maintien parvient avant la liquidation de la pension.

A la réception du décret ou de l'arrêté de maintien, le centre régional procède à la mise à jour de la situation de suivi de la carrière.

- le décret ou l'arrêté de maintien parvient après la liquidation de la pension.

Le centre régional procède à :

- la suspension de la pension ;
- mise à jour de la situation d'affiliation ;

- l'établissement d'une lettre de recouvrement qui sera adressé à l'affilié concerné portant sur le montant des pensions indûment perçues.

4-1-5/ L'allocation de vieillesse :

a / Cadre juridique : la loi 85-12 du 5 mars 1985 –article 42-

b / Les bénéficiaires :

L'allocation de vieillesse est instituée au profit des agents atteignant l'âge légal de mise à la retraite sans avoir accompli la période de stage (15 ans pour les fonctionnaires ou 10 ans pour les ouvriers occasionnels).

Il s'agit particulièrement des agents soumis au régime général des pensions à l'exclusion, donc de ceux tributaires des régimes spéciaux.

c / Conditions d'octroi :

L'allocation de vieillesse est attribuée lorsque :

- l'agent a atteint l'âge légal de mise à la retraite,
- la durée des services effectués est supérieure ou égale à 5 ans et strictement inférieure à 15 ans pour les fonctionnaires ou 10 ans pour les ouvriers occasionnels.

d/ Jouissance :

La jouissance est fixée à partir du premier jour du mois suivant lequel l'agent a atteint l'âge légal de mise à la retraite.

e/ Taux de rendement :

L'allocation de vieillesse est égale à 50% du SMIG rapporté à une durée d'occupation de 2400 heures par an.

f/ Procédure de gestion :

L'affilié prétendant à une allocation de vieillesse et qui n'a pas bénéficié du remboursement de ses contributions, est tenu de présenter à la caisse une demande écrite accompagnée du dossier nécessaire pour le bénéfice de cette prestation.

4-2 La mise à la retraite avant l'âge légal

4-2-1/ La mise à la retraite pour invalidité physique :

L'invalidité physique est la situation dans laquelle le fonctionnaire ou assimilé est mis dans l'impossibilité de continuer d'exercer ses fonctions par suite d'infirmité.

Cette invalidité physique peut être imputable ou non imputable aux services.

A. L'invalidité physique imputable aux services :

- L'invalidité physique imputable aux services concerne les agents civils et militaires et ceux de la force de sécurité intérieure exception faite des ouvriers temporaires et occasionnels et contractuels et des agents des EPIC (**annexes selon type EPIC 59-18,85-12, 2002**) et dont le taux d'invalidité est supérieur ou égal à 66,66 % ;régie par les dispositions non abrogées de la loi n 59-18 du 5/02/1959-article 26-.

- L'article 33 de la loi 85-12 du 5 mars 1985 concerne :

- Les agents de la douane , les militaires et les agents des forces de sécurité intérieure victimes de blessures contractées en service les rendant définitivement incapables d'exercer leurs activités.
- Les agents atteints d'une invalidité d'au moins 80% contractée en service et résultant de blessures reçues au cours ou à l'occasion d'opérations de défense ou de sécurité de la patrie ou de secours en cas de calamités naturelles.

- L'accident de travail et les maladies professionnelles régies par la loi 95-56 du 1 janvier 1996

NB : les agents de la douane sont devenus assimilés aux militaires à compter du premier décembre 1996 et de ce fait ils sont assujettis à la loi 59-18 et la loi 85-12 en matière d'invalidité physique.

B. L'invalidité physique non imputable aux services :

Régie par les dispositions non abrogées de la loi n 59-18 du 5/02/1959 article 27; l'invalidité physique non imputable aux services concerne les agents civils et militaires.

4.2.1.1- L'invalidité physique imputable aux services:

a- régie par la loi 59-18 du 5 février 1959

Bénéficiaires

Le droit à la retraite pour invalidité physique imputable au service est reconnu à tous les affiliés de la CNRPS (agents civils et militaires) dont le taux d'invalidité est supérieur ou égal à 66.66 % ; à l'exclusion des ouvriers temporaires et occasionnels et les agents contractuels de l'Etat, ainsi qu'aux agents des EPIC.

Conditions de mise à la retraite

L'invalidité physique constitue l'un des motifs d'admission à la retraite de l'affilié, sans condition d'âge ni de durée de services sous, réserve que l'agent :

- soit dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer son service ;
- soit en position d'activité au moment où l'infirmité a été contractée ;
- -que son dossier soit examiné par la commission médicale concernée.

Droits octroyés

Tous les agents admis à la retraite pour invalidité physique ont le droit à la jouissance immédiate de la pension.

Outre le bénéfice de la pension, les affiliés de la CNRPS admis à la retraite pour invalidité physique imputable au service ouvrent le droit à une rente viagère dont le montant est égal à la rémunération perçue à la date de l'accident multiplié par le taux de l'invalidité physique et ce, sans que la somme du brut pension et la rente viagère dépasse les 100 % de la rémunération de l'intéressé.

Les charges découlant de ce régime sont supportées par la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale.

Procédure de gestion

L'invalidité physique est prononcée pour :

- les civils, par la commission médicale centrale instituée au premier ministère;
- les militaires et les agents des forces de sécurité intérieure par une commission qui leur est propre et siégeant respectivement au Ministère de l'intérieur ou au Ministère de la défense nationale.

b- régie par la loi 85-12 du 5 mars 1985 et notamment l'article 33 –

Les bénéficiaires

Les militaires, les agents de douane et les agents des forces de sécurité intérieure atteints d'une invalidité physique contractée suite à un accident de travail les rendant infirmes et dans l'impossibilité d'exercer leur fonction.

Les agents civils atteints d'une invalidité physique dont le taux est égal au moins à 80% contractée suite à la défense de la patrie ou à la participation à des actions de secours ou des calamités naturelles.

Conditions de mise à la retraite

L'invalidité physique constitue l'un des motifs d'admission à la retraite de l'affilié, sans condition d'âge ni de durée de services sous, réserve que l'agent :

- soit dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer son service ;
- soit en position d'activité au moment où l'infirmité a été contractée .

Droits octroyés

Tous les agents admis à la retraite pour invalidité physique ont le droit à la jouissance immédiate de la pension.

Outre le bénéfice de la pension, les affiliés de la CNRPS admis à la retraite pour invalidité physique imputable aux services dans ce cadre ont droit :

- à une bonification égale à la période restante pour atteindre l'âge de 60ans pour les militaires et les agents des forces de sécurité intérieure et les cadres actifs de la douane ;
- à une bonification égale à la période restante pour atteindre l'âge de 60ans pour les agents civils à condition que le taux d'invalidité soit supérieur ou égale à 80%.

Procédure de gestion

L'invalidité physique est prononcée pour :

- les civils, par la commission médicale centrale instituée au premier ministre;
- les militaires et les agents des forces de sécurité intérieure par une commission qui leur est propre et siégeant respectivement au Ministère de l'intérieur ou au Ministère de la défense nationale.

c-Régie par la loi 95-56 du 28 juin 1995 :

Les bénéficiaires

Le droit à la retraite pour invalidité physique imputable au service est reconnu -à compter du 1er janvier 1996, date d'entrée en vigueur de la loi n°95-56 du 28 juin 1995 ; aux agents civils de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, affiliés à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale ; ainsi qu'aux agents des entreprises publiques et des établissements publics dont la liste est portée en annexe n°1.

Conditions de mise à la retraite

L'invalidité physique constitue l'un des motifs d'admission à la retraite de l'affilié, sans condition d'âge ni de durée de services sous, réserve que l'agent soit en position d'activité au moment où l'infirmité a été contractée .

Droits octroyés

Tous les agents admis à la retraite pour invalidité physique ont le droit à la jouissance immédiate de la pension.

Outre le bénéfice de la pension, les agents admis à la retraite pour ce motif ont droit à une rente compensatrice d'invalidité Les charges découlant de ce régime sont supportées par l'employeur, lequel restitue les montants des rentes servis par la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale aux différents bénéficiaires.

La pension de retraite est révisée lorsque l'agent atteint l'âge légal de mise à la retraite, cette révision consiste à intégrer la période allant de la date de cessation d'activité jusqu' à la date à laquelle l'affilié a atteint l'âge légal de retraite dans son ancienneté qui a servi de base pour la liquidation de sa pension. Cette période est considérée comme si elle était une période d'activité.

Procédure de gestion

La commission médicale centrale instituée au premier ministère statue uniquement sur les causes à effet des accidents de travail et des maladies professionnelles des agents civils.

4.2.1.2- L'invalidité physique non imputable aux services :

Les bénéficiaires :

Le droit à la retraite pour invalidité physique non imputable au service est reconnu à tous les affiliés de la CNRPS à l'exclusion des agents temporaires de l'Etat, des établissements publics à caractère administratif et les collectivités publiques locales ainsi que les employés des sociétés nationales et des établissements publics à caractère industriel et commercial.

Conditions de mise à la retraite

L'invalidité physique constitue l'un des motifs d'admission à la retraite de l'affilié, sans condition d'âge ni de durée de services sous réserve que l'agent ait épuisé ses droits statutaires aux congés de maladies ordinaire ou de longue durée ; et que son dossier soit approuvé par la commission de réforme .

Droits octroyés

Les agents admis à la retraite pour invalidité physique ont le droit à la jouissance immédiate de la pension.

Procédure de gestion

a/-Personnel civil

Après avis favorable de la commission de réforme pour la mise à la retraite de l'affilié, une décision portant accord de la dite commission est transmise à l'organisme employeur l'invitant à constituer le dossier de pension de l'intéressé une copie est adressée au centre régional.

Suite à la décision favorable de la commission concernée, l'employeur établit une décision de mise à la retraite qui doit être visée par le premier ministre et prépare le dossier de pension à adresser à la CNRPS.

A la réception du dossier de pension, le centre régional liquide la pension de retraite en appliquant la procédure décrite dans le cas d'une mise à la retraite normale.

b/-Personnel militaire et celui des forces de sécurité intérieure

Le Ministère de la défense Nationale et le Ministère de l'Intérieur transmettent à la CNRPS le dossier de pension de l'affilié admis à la retraite pour invalidité physique.

A la réception du dossier de pension, la procédure à appliquer par le centre régional est identique à celle d'une mise à la retraite normale.

4-2.2-La retraite d'office

La retraite d'office concerne les agents civils, militaires ainsi que ceux des forces de sécurité intérieure.

Cadre juridique

- ✚ article 5 et 6 nouveau loi 85-12 pour les agents civils,(ainsi modifiée par la loi n°88-71 du 27/ 6 /1988 et dont la date d effet est fixée le 1 er janvier 1989) ;
- ✚ article 61 nouveau de la loi 85-12 pour les militaires,(ainsi modifiée par la loi n°88-71 du 27 /6/1988 et dont la date d effet est fixée le 1 er janvier 1989) ;
- ✚ article 41 et 68 de la loi 85-12 du 5 mars 1985.

Les conditions de mise à la retraite d'office

- ✓ -Sans conditions d'âge, avec un minimum de 15 ans de services effectifs civils ou militaires ;
- ✓ -La jouissance de la pension est immédiate et elle commence le premier jour de la date de mise à la retraite.

Procédure de gestion :

A. Personnel civil

La retraite d'office est décidée par décret sur la base d'un rapport émanant de l'employeur et comportant les observations de l'affilié concerné.

Le décret est notifié à l'agent et à la Caisse Nationale de Retraite et de prévoyance sociale deux mois avant la date de mise à la retraite.

B. Les militaires et les agents de la force de sécurité intérieure :







La retraite d'office pour cette catégorie est prononcée par arrêté du ministre et visé par le premier ministre.

Dès réception du dossier de pension le centre régional applique la même procédure décrite dans le cas d'une retraite normale.

4-2.3-La mise à la retraite sur demande:

4-2-3-1/ La mise à la retraite sur demande et après accord de l'employeur :

Cadre juridique :

-  Article 5 (nouveau) de la loi 85-12 du 5-3-85 pour le personnel civil ;
-  Article 61 (nouveau) de la loi 85- 12 du 5-3-85 pour les militaires;
-  Article 28 de la loi 85-12 pour les agents exerçant des fonctions astreignantes ;
-  Article 30(nouveau).-(Abrogé et remplacé par la loi n°2007- 43 du 25 juin 2007 ;
-  Article 64 de la loi 85-12 du 5-3-85 pour les cadres militaires (officiers généraux et les officiers supérieurs) ;
-  Circulaire n° 69 du 1er octobre 1993.

Pour les civils

Il s'agit des affiliés qui ont rempli la condition de stage (15 ans de services) et qui ont formulé une demande de mise à la retraite à leur employeur avant l'âge légal.

Ainsi les catégories motifs de mise la retraite dans ce cadre sont :

- La retraite sur demande après 15 ans de services ;
- La retraite sur demande pour les agents exerçant des fonctions astreignantes après 35 ans de services et 55 ans d'âge (**annexe**) ;
- La retraite sur demande pour les cadres communs après 35 ans de services et 55 ans d'âge(ce motif est régi par l'article 30 de la loi 85-12 et ce pour la population mise à la retraite avant la parution de la loi 43-2007 du 25 juin 2007);
- La retraite sur demande pour les cadres communs après 37 ans de services et 57 ans d'âge (ce motif est régi par l'article 30 nouveau de la loi 85-12 modifié par la loi n° 43-2007 du 25 juin 2007).

Pour les militaires et agents de douane

Pour les militaires la mise à la retraite sur demande est décidée après avoir accompli une ancienneté civile et militaire égale à :

- 30 ans de services pour les officiers ;
- 25 ans de services pour les sous officiers;
- 20 ans de services effectifs pour les hommes de troupe.

A/-La mise à la retraite sur demande pour les civils

a -retraite sur demande pour les astreignants après 35 ans de services et 55 ans d'âge :

Bénéficiaires

les agents accomplissant des fonctions astreignantes prévu par la liste fixée par le décret n°1178 du 24 septembre 1985 (date d'effet 1/7/1986) et complète par le décret 1262 du 9/6/2003 **annexe..**

Conditions de mise à la retraite

- Avoir l'âge supérieur ou égal à 55 ans ;
- Avoir accomplis au moins 35 ans de services exercés dans le secteur public et privé.

Droits octroyés

L'agent mis à la retraite pour ce motif bénéficie :

- D'une Pension de retraite ;
- D'une bonification jusqu'à l'âge de 60 ans sans dépasser 5 ans.

Procédure de gestion

La demande déposée par l'intéressé auprès de son organisme employeur est transmise avec un relevé de services ,un extrait de naissance et une fiche de concordance à la CNRPS pour valider les 35 ans de services 55 ans d'âge.

Une fois validées par la DGAFF les années de services sont portées sur une fiche de concordance mentionnant la date de mise à la retraite et envoyée à l'établissement pour préparer le dossier de retraite.

Dés réception du dossier de pension le centre régional applique la même procédure décrite dans le cas d'une retraite normale.

b- retraite sur demande dans le cadre des articles 30 (avant son remplacement par la loi n°2007- 43 du 25 juin 2007)

Bénéficiaires

Tous les agents quelle que soit leurs fonctions.

Conditions de mise à la retraite

- Avoir l'âge supérieur ou égal à 55 ans ;
- Avoir accomplis au moins 35 ans de services exercés dans le secteur public et privé.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite immédiatement à la date de mise à la retraite.

Procédure de gestion

La demande déposée par l'intéressé auprès de son organisme employeur est transmise avec un relevé de services et un extrait de naissance à la CNRPS pour valider les 35 ans de services 55 ans d'âge.

Une fois validées par la DGAF les années de services sont portées sur une fiche de concordance mentionnant la date de mise à la retraite et envoyée à l'établissement pour préparer le dossier de retraite. Dès réception du dossier de pension le centre régional applique la même procédure décrite dans le cas d'une retraite normale.

c/retraite sur demande dans le cadre de l'article 30 (nouveau) de la loi 43-2007

Bénéficiaires

Cette disposition concerne tous les agents civils et militaires.

Conditions de mise à la retraite

- Avoir l'âge supérieur ou égale à 57 ans ;
- Avoir accomplis au moins 37 ans de services exercés dans le secteur public et privé.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension immédiatement à la date de mise à la retraite.

Procédure de gestion

La demande déposée par l'intéressé auprès de son organisme employeur est transmise avec un relevé de services, une fiche de concordance et un extrait de naissance à la CNRPS pour valider les 37 ans de services 57 ans d'âge.

Une fois validées par la DGAFF les années de services sont portées sur une fiche de concordance mentionnant la date de mise à la retraite et envoyée à l'établissement pour préparer le dossier de retraite.

Dès réception du dossier de pension le centre régional applique la même procédure décrite dans le cas d'une retraite normale.

B/-La mise à la retraite sur demande pour les militaires et agents de douanes

Bénéficiaires

- les officiers **Annexes** ;
- les sous officiers **Annexes** ;
- les hommes de troupe **Annexes**.

Conditions de mise à la retraite (retraite à l'ancienneté)

- les officiers ayants accompli 30 ans de services civils et militaires ;
- les sous officiers après 25 ans de services civils et militaires ;
- les hommes de troupe après 20 ans de services civils et militaires effectifs.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite immédiatement à la date de mise à la retraite.

Procédure de gestion

Dès réception du dossier de pension le centre régional applique la même procédure décrite dans le cas d'une retraite normale.

Par ailleurs les officiers généraux et les officiers supérieurs ont le droit d'être mis à la retraite après avoir accompli trente cinq ans (35) de services et atteint l'âge de cinquante cinq (55) ans (article 64 de la loi 85-12).

4-2-3-2/ La mise à la retraite pour les mères de trois enfants âgés de moins de 15 ans.

Régie par l'article 5 de la loi n° 85 – 12 du 5 mars 1985, tel que modifié par l'article 5 nouveau la loi n° 88 – 71 du 27 Juin 1988.

a- retraite des mères de trois enfants régie par l'article 5 de la loi n° 85 – 12 du 5 mars 1985

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les mères de trois enfants.

Conditions de mise à la retraite

- Un minimum de 15 ans de services effectifs dans le secteur public ;
- Avoir trois enfants ne dépassant pas l'âge de 15 ans.

Droits octroyés

Les intéressées mises à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension à l'âge de 50 ans.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

b- retraite des mères de trois enfants régie par l'article 5 (nouveau) de la loi n° 88 – 71 du 27 Juin 1988.

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les mères de trois enfants.

Conditions de mise à la retraite

- Un minimum de 15 ans de services effectifs dans le secteur public ;
- Avoir trois enfants ne dépassant pas l'âge de 20 ans ou un enfant atteint d'un handicap profond.

Droits octroyés

Les intéressées mises à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension à l'âge de 50 ans.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

4-2-3-3/ La mise à la retraite sur demande dans le cadre de la loi 87-7 du 6/3/1987-RAV-

Selon la condition d'âge

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les agents civils et militaires.

Conditions de mise à la retraite

- Un minimum de 15 ans de services effectifs civils et militaires dans le secteur public ;
- L'âge doit être inférieur à l'âge légal de 5ans ;
- La date d'effet est du 1^{er} janvier 1987 au 31/12/1987.

Droits octroyés

Les intéressés mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension avec jouissance immédiate et une bonification égale à la période qui reste à accomplir pour atteindre l'âge légale sans dépasser 5 ans.

La pension servie est à la charge de la CNRPS à partir de l'atteinte de l'intéressé de l'âge légale de mise à la retraite ou à partir de la date de décès.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

Selon la condition d'ancienneté

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les agents civils et militaires.

Conditions de mise à la retraite

- Un minimum de 30 ans de services effectifs civils et militaires dans le secteur public ;
- Sans condition d'âge ;
- La date d'effet est du 1/10/1987 au 31/12/1987.

Droits octroyés

Les intéressés mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension avec jouissance immédiate et une bonification égale à la période qui reste à accomplir pour atteindre l'âge légale sans dépasser 5 ans.

Outre la bonification accordée dans le cadre de cette loi ; ce motif de mise à la retraite ouvre droit à une bonification selon la loi 85/12 .

La pension servie est à la charge de la CNRPS à partir de l'atteinte de l'intéressé de l'âge légal de mise à la retraite ou à partir de la date de décès.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

4-2-3-4/ La mise à la retraite sur demande dans le cadre de la loi 39-2009 :

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les agents civils de la fonction publique, les militaires, les agents de la douane et des forces de sécurité intérieure.

Conditions de mise à la retraite

- Un minimum de 15 ans de services effectifs civils et militaires dans le secteur public ;
- L'âge légal de mise à la retraite doit être compris entre le 1/1/2010 et 31/12/2012.

Droits octroyés

Les intéressés mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension avec jouissance immédiate et une bonification égale à la période qui reste à accomplir pour atteindre l'âge légale sans dépasser 3 ans.

Outre la bonification accordée par la loi 39-2009 (considérée comme des années de service pour le calcul de la bonification), ce motif de mise à la retraite ouvre droit à une bonification selon la loi 85/12.

La pension servie est à la charge de la CNRPS à partir de l'atteinte de l'intéressé de l'âge légale de mise à la retraite ou à partir de la date de décès.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale et compte tenu d'un arrêté portant l'accord du premier ministre.

4.2.4- La mise à la retraite suite à la démission

Régie par l'article 5 de la loi n° 85 – 12 du 5 mars 1985 modifié par la loi n° 88 – 71 du 27 Juin 1988.

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les agents civils et militaires

Conditions de mise à la retraite

Un minimum de 15 ans de services effectifs dans le secteur public pour les agents civils et militaires.

Droits octroyés

Les agents démissionnaires jouissent de leur droit à la pension de retraite à partir du premier jour du mois qui suit l'atteinte de l'âge légal de mise à la retraite.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite suite à la démission est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale, après vérification de non affiliation à la CNSS, le cas échéant, ses droit sont étudiés dans le cadre de la coordination.

4.2.5 – Autres formes de mise à la retraite :

Civils

- ✓ La révocation ;
- ✓ Dégagement des cadres (abrogé par la loi 85-12) ;
- ✓ Licenciement pour suppression d'emploi (abrogé par la loi n°88-71 du 27 juin 988) ;
- ✓ Insuffisance professionnelle ;
- ✓ Mise à la retraite dans le cadre de la CAREP.

Militaires

- ✓ Reforme par mesure disciplinaire après l'accomplissement de 15 ans de services ;
- ✓ Reforme par mesure disciplinaire avant l'accomplissement de 15 ans de services (solde de réforme).

a- Civils

a-1 /La révocation

Bénéficiaires

Les agents civils.

Conditions de mise à la retraite

Sans conditions d'âge ni d'ancienneté.

Droits octroyés

Les agents révoqués jouissent de leur droit à la pension de retraite à partir du premier jour du mois qui suit l'atteinte de l'âge légal de mise à la retraite ;et selon les mêmes conditions que la mise à la retraite pour limite d'âge.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite suite à la révocation est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale, après vérification de non affiliation à la CNSS, le cas échéant, ses droits sont étudiés dans le cadre de la coordination, s'il a atteint l'âge légal auprès des deux caisses.

a-2/ Insuffisance professionnelle

Bénéficiaires

Les agents civils.

Conditions de mise à la retraite

- ✓ 15 ans de services ;
- ✓ 10 ans de services pour les ouvriers occasionnels ;
- ✓ Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

Les agents et les ouvriers occasionnels admis à la retraite pour Insuffisance professionnelle jouissent de leur droit à la pension de retraite à partir du premier jour du mois qui suit l'atteinte de l'âge de 50ans.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite suite à ce motif est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale, après vérification de non affiliation à la CNSS ,le cas échéant , ses droit sont étudiés dans le cadre de la coordination , s'il a atteint l'âge légal auprès des deux caisses.

a-3/ Dégagement des cadres(abrogé par la loi 85/12)

Bénéficiaires

Les agents civils et militaires.

Conditions de mise à la retraite

- 15 ans de services y compris la période de bonification pour préjudice de carrière ;
- Date d'effet allant de 19 /11/1973 jusqu'à 1^{er} 10 /1985;
- Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite avec jouissance immédiate et d'une bonification égale à la période qui lui reste à accomplir jusqu'à l'âge légale de mise à la retraite.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite pour ce motif est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

a-4/ Licenciement pour suppression d'emploi (abrogé par la loi n 61-2002 du9 juillet 2002)

Bénéficiaires

Les agents civils.

Conditions de mise à la retraite

- 15 ans de services et 10 ans de services pour les ouvriers occasionnels ;
- jouissance immédiate ;
- Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite et d'une bonification égale à la période qui lui reste à accomplir jusqu'à l'âge légale de mise à la retraite.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite pour ce motif est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

a-5/ La mise à la retraite dans le cadre de la CAREP

Bénéficiaires

Ce motif de mise à la retraite concerne les agents civils exerçants dans les établissements publics et les sociétés nationales.

Conditions de mise à la retraite

Un minimum de 15 ans de services effectifs civils et militaires.

Droits octroyés

Les intéressés mis à la retraite sur demande pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite à partir de l'âge de 50ans.

La pension servie est à la charge de la CNRPS à partir de l'atteinte de l'intéressé de l'âge légal de mise à la retraite ou à partir de la date de décès.

Avant cet âge (L'âge de MAR) les charges des pensions incombent à L'employeur ou l'organisme défini par la loi

L'agent mis à la retraite à un âge inférieur à 50 ans bénéficie, durant la période qui lui reste à atteindre l'âge de 50ans et ce dans la limite d'une année :

- ✓ de l'indemnité familiale et de l'IRU ;
- ✓ De l'assurance maladie ;
- ✓ Du capital décès pour ses ayants droit.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale et compte tenu d'un arrêté portant l'accord du premier ministre.

b/Militaires :

b-1/ Reforme par mesure disciplinaire après l'accomplissement de 15 ans de services :

Bénéficiaires

Les militaires .

Conditions de mise à la retraite

- 15 ans de services ;
- jouissance immédiate.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite pour ce motif bénéficient d'une pension de retraite.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite pour ce motif est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

b-2 /Reforme par mesure disciplinaire avant l'accomplissement de 15 ans de services (solde de reforme) :

Bénéficiaires :

Les militaires.

Conditions :

Le droit à une solde de reforme est acquis au profit des :

- Officiers ayant accomplis au moins un an et moins de 15 ans de services civils et militaires et qui ont été reformés par mesure disciplinaire ;
- Militaires non officiers reformés par mesure disciplinaire et qui ont accomplis 5 ans de services militaires au moins au delà de la durée légale du service militaire obligatoire.

Droits octroyés

Les agents mis à la retraite pour ce motif bénéficient d'une solde de réforme sur une période égale à la période des services militaires effectivement accomplis par le bénéficiaire.

✓ Pour les Officiers

La solde de réforme des Officiers est fixée au quart (25 %) de la rémunération d'activité définie à l'article 36 de la loi n°85-12 du 5 mars 1985.

$$\text{SR} = (\text{Rx}25 \%)$$

SR= solde de réforme

✓ Pour les sous officiers

La solde de réforme des militaires sous officiers est fixée à 30% de la rémunération d'activité définie à l'article 30 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985.

$$\text{SR} = (\text{Rx}30 \%)$$

SR= solde de réforme

R = Rémunération telle que définie ci-dessus et perçue par le militaire avant la sanction disciplinaire.

De même, la solde de Réforme d'un sous-officier ne peut en aucun cas être, inférieure à la valeur de la pension minimum garanti.

$$\text{MG} \leq \text{SR} \leq 30\% * \text{R}$$

✓ Pour les hommes de troupe

Pour les hommes de troupe en l'occurrence, les caporaux chefs, les caporaux et les soldats, la liquidation de leur Solde de Réforme passe généralement par deux niveaux.

En effet celle –ci est d'abord, calculée à raison de 30 % de la rémunération d'activité telle que définie à l'article 36 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985 soit :

$$\text{SR} = (\text{Rx}30 \%)$$

SR= solde de réforme

R = Rémunération telle que définie ci-dessus et perçue par le militaire avant la sanction disciplinaire.

Ensuite, le montant ainsi obtenu, déterminé sur la base de la rémunération effective des hommes de troupe, ne doit pas être inférieur aux seuils suivants :

- 85 % de la rémunération d'un sergent comptant le même nombre d'années de services pour le corporal chefs ;
- 80 % de la rémunération d'un sergent comptant le même nombre d'années de services pour le caporal ;
- 75 % de la rémunération d'un sergent comportant le même nombre d'années de services pour le soldat.

L'application de cette procédure de liquidation implique par conséquent, la nécessité de disposer à la fois de l'assiette de liquidation afférente au grade concerné et celle afférente au grade de sergent et ce, pour pouvoir déterminer le montant le plus favorable auquel peut prétendre l'intéressé. Dans les deux cas de liquidation, le montant de la solde de réforme des hommes de troupe ne doit pas être inférieur à la valeur de la pension minimum garanti.

Règles Particulières

✓ La jouissance

La jouissance de la Solde de Réforme est immédiate mais, elle est servie pendant une durée égale aux services militaires effectivement accomplis par les intéressés. Par conséquent, les services civils pris en considération pour la détermination de l'ancienneté réelle des officiers doivent être retranchés de la durée effective de jouissance de la solde de réforme.

✓ Les accessoires de pension

Les bénéficiaires de la solde de réforme ne bénéficient pas des indemnités familiales et de l'indemnité de revenu unique.

✓ Réversion au profit de conjoint survivant

La solde de réforme peut être reversée en cas de décès au profit des conjoints survivants et des orphelins dans les mêmes conditions de la pension de réversion au proratas de la période restantes.

Procédure de gestion

L'étude des dossiers d'une mise à la retraite pour ce motif est effectuée selon la procédure décrite dans le cas d'une mise retraite normale.

Toute fois le bénéfice de la solde de réforme n'interdit pas l'affiliation de l'intéressé à la CNRPS au titre d'une nouvelle activité dans un autre établissement. Dans ce cas il peut renoncer au bénéfice de la solde de réforme et les années de services afférentes s'ajoutent à sa carrière ; à condition qu'il restitue à la CNRPS les montants déjà encaissés au titre de la solde de réforme.

4.2.6 – LE DECES

Le décès d'un affilié peut survenir soit :

- En activité ;
- A la retraite ;
- En position de non cotisant.

Les droits octroyés suite au décès sont :

- Pensions de conjoint survivant ;
- Pensions temporaires d'orphelins ;
- Capital décès pour les cotisants.

4.2.6.1- Décès en activité :

Le décès d'un affilié peut être :

- naturel ;
- suite à un accident de circulation ;
- suite à un accident de travail ;
- pour défense de la patrie.

a- décès naturel et décès suite à un accident de circulation

Bénéficiaires

Le conjoint survivant

Les orphelins tels que indiqués ci-dessous.

Conditions d'octroi

- Sans conditions de stage ;
- Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

- Pension de réversion pour le conjoint survivant ;
- Pensions temporaires d'orphelins.

La date de jouissance : le premier jour du mois qui suit la date de décès.

Procédures

Les pensions de réversion pour décès naturel ou suite à un accident de circulation sont liquidées sur la base d'un dossier composé :

- ✓ Du dossier d'affiliation classé à la CNRPS ;
- ✓ Du dossier administratif comportant un relèvement de service ;
- ✓ Du dossier du conjoint survivant ;
- ✓ Dossier des enfants à charge.

b- décès suite à un accident de travail

Bénéficiaires

Le conjoint survivant

Les orphelins tels que indiqués ci-dessous.

Conditions d'octroi

- Sans conditions de stage ;
- Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

- Pension de réversion pour le conjoint survivant ;
- Pensions temporaires d'orphelins ;
- Une rente pour invalidité physique est servie au profit du conjoint survivant et aux orphelins.

Cette rente est à la charge de :

- ✓ L'employeur si le décès est survenu après le 1^{er} janvier 1996 ;
- ✓ La CNRPS si le décès est survenu avant le 1^{er} janvier 1996.

Date de jouissance : le premier jour du mois qui suit la date de décès.

Procédures

Les pensions de réversion suite à un accident de travail sont liquidées sur la base d'un dossier composé :

- ✓ Du dossier d'affiliation classé à la CNRPS ;
- ✓ Du dossier administratif comportant :
 - Un relève de service ;
 - Décision indiquant que le décès est survenu suite à un accident de travail.
- ✓ Du dossier du conjoint survivant ;
- ✓ Dossier des enfants à charge.

c- décès pour défense de la patrie :

Bénéficiaires

Le conjoint survivant

Les orphelins tels que indiqués ci-dessous.

Conditions d'octroi

- Sans conditions de stage ;
- Sans conditions d'âge.

Droits octroyés

- Pension de réversion pour le conjoint survivant ;
- Pensions temporaires d'orphelins ;
- Une bonification égale à la période qui reste à accomplir jusqu'à l'âge de 60ans de l'agent décédé (selon l'article 33 de la loi n°85-12).

La jouissance est immédiate au profit du conjoint survivant : le premier jour du mois qui suit la date de décès.

Procédures

Les pensions de réversion suite au décès pour défense de la patrie sont liquidées sur la base d'un dossier composé :

- ✓ Du dossier d'affiliation classé à la CNRPS ;
- ✓ Du dossier administratif comportant

- Un relève de service ;
- Décision indiquant que le décès est survenu suite à la défense de la patrie.
- ✓ Du dossier du conjoint survivant ;
- ✓ Dossier des enfants à charge.

4.2.6.2 – Décès d'un affilié non cotisant CNRPS et CNSS

Sont considérés comme non cotisants à la CNRPS les agents :

- Révoqués ;
- Démissionnaires ;
- En congé sans solde ;
- Admis à la retraite dans le cadre du CAREP depuis plus d'une année et avant d'atteindre l'âge de 50 ans.

Bénéficiaires

Le conjoint survivant

Les orphelins tels que indiqués ci-dessous.

Conditions d'octroi

Les mêmes règles et conditions fixées pour la mise à la retraite pour limite d'âge.

Droits octroyés

- Pension de réversion pour le conjoint survivant ;
- Pensions temporaires d'orphelins.

La date de jouissance : telle qu'elle a été définie au paragraphe ci-dessous

Procédures

Les pensions de réversion pour décès d'un affilié non cotisant sont liquidées sur la base d'un dossier composé :

- ✓ Du dossier d'affiliation classé à la CNRPS ;
- ✓ Du dossier administratif comportant
 - Un relève de service ;
 - Décision de cessation d'activité du décédé.
- ✓ Du dossier du conjoint survivant ;

- ✓ Dossier des enfants à charge.

Pensions du conjoint survivant :

Bénéficiaires

Le conjoint survivant bénéficie à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date du décès de l'affilié, d'une pension de réversion.

Conditions d'octroi

Le conjoint survivant non divorcé à la date du décès. Toutefois le paiement de la pension du conjoint est suspendu lorsque l'intéressé se remarie après le décès de son conjoint et sans avoir atteint l'âge de 55 ans.

En cas de décès du nouveau conjoint ou dissolution du mariage, le service de la pension est rétabli et revalorisée, le cas échéant, compte tenu des différentes modifications intervenues au cours de la période de suspension.

Le conjoint survivant a le droit de cumuler sa pension personnelle avec sa pension de conjoint survivant mais il ne peut pas cumuler plusieurs pensions de conjoints survivants provenant d'auteurs différents dans ce cas le conjoint peut postuler (via une demande écrite) à la pension la plus avantageuse.

Droits octroyés

Le conjoint survivant bénéficie d'une pension égale à soixante quinze pour cent (75%) de la pension de retraite dont l'agent avait bénéficié avant son décès ou dont il aurait pu bénéficier à la date de son décès.

Toutefois, la pension du conjoint survivant est réduite de :

- 5% au titre du 3eme enfant bénéficiaire des PTO ;
- 10% au titre du 4eme enfant bénéficiaire des PTO ;
- 10 % au titre du 5éme enfant bénéficiaire des PTO, et plus, dans ce cas le montant des PTO est partagé à part égale entre les enfants.

Et ce sans que le montant de la pension du conjoint survivant ne soit inférieur à cinquante pour cent (50%) de la pension dont l'agent avait bénéficié ou dont il aurait pu bénéficier à la date de son décès.

En cas de décès du nouveau conjoint ou dissolution du mariage, le service de la pension est rétabli à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de décès ou la date de dissolution du mariage.

Procédures

Les pensions de réversion sont liquidées sur la base d'un dossier composé :

- ✓ Du dossier de pension de retraite ;
- ✓ Du dossier d'hérédité comportant :

- un acte de décès,
- fiche de renseignements établie et signée par le conjoint ,
- extrait de naissance du conjoint,
- copie de la CIN du conjoint

Pensions temporaires d'orphelin

Bénéficiaires

Les enfants peuvent bénéficier d'une pension temporaire d'orphelin après le décès du pensionné, et ce pour :

- les enfants dont l'âge est inférieur à 21 ans ;
- les enfants handicapés ;
- les filles célibataires démunies de ressources après l'âge de 21 ans ;
- les étudiants non boursiers jusqu' à l'âge de 25 ans.

Aussi et au cas où le décédé bénéficiait d'une rente, cette dernière est reversée au profit des enfants avec les mêmes conditions d'octroi et de droit acquit.

Conditions d'octroi

- ✓ les enfants dont l'âge est inférieur à 21 ans n'accomplissant pas d'activité rémunérée ;
- ✓ les orphelins à la date du décès de l'agent atteint d'une maladie incurable ou d'une invalidité permanente les rendant incapables d'exercer une activité rémunérée et ce, sans tenir compte de la condition de vingt et un (21) ans. La maladie ou l'invalidité sus citées sont appréciées par la commission de réforme visée à l'article 29 de la loi n°59-18 du 5 février 1959 ;
- ✓ les orphelins justifiant la poursuite de leurs études de l'enseignement supérieur jusqu'à l'âge de vingt et cinq (25) ans à condition qu'ils ne soient pas bénéficiaires d'une bourse universitaire. Le droit est apprécié à partir du 1^{er} octobre de chaque année ;
- ✓ La fille, âgée de plus de 21 ans, qui à la date de décès de l'agent ne dispose de ressources ou dont l'obligation alimentaire n'incombe à son époux ; toutefois, le paiement de la pension qui lui est attribuée est définitivement suspendu au cas où l'une de ces deux conditions fait défaut.(régie par la loi n°59-97 et la loi n°43-2007).

1. Dans le cadre de la loi n°59-97

- Fille célibataire âgée de plus que 21 ans ;
- Célibataire ou divorcée sans pension alimentaire ou veuve non bénéficiaire de pension, et ce quelque soit la date de l'événement (du divorce ou de décès) avant ou après la date de décès de l'auteur de la pension.

Cette pension temporaire est suspendue en cas de mariage ou de travail de la fille célibataire et peut être rétablie lors de divorce ou de décès du conjoint.

2. Dans le cadre de la loi n°43-2007

La fille, célibataire âgée de plus que 21 ans, qui à la date de décès de l'agent ne dispose de ressources ou dont l'obligation alimentaire n'incombe à son époux ; toutefois, le paiement de la pension qui lui est attribuée est définitivement suspendu au cas où l'une de ces deux conditions fait défaut.

Droits octroyés.

L'orphelin bénéficie d'une pension temporaire d'orphelin égale à dix pour cent (10%) de la pension de retraite dont l'agent avait bénéficié ou dont il aurait pu bénéficier à la date de son décès.

Le total des pensions d'orphelins et la pension du conjoint survivant ne doit pas dépasser le montant de la pension de l'agent. Dans le cas où ce total dépasse le montant de la pension de l'agent, il est procédé à la réduction de la pension du conjoint survivant tel que définie précédemment.

Si le nombre des orphelins est égal ou supérieur à cinq (5), le conjoint survivant bénéficie de 50% de la pension dont l'agent avait bénéficié ou dont il aurait pu bénéficier à la date de son décès. Les cinquante pour cent (50%) restants sont répartis à parts égales entre les orphelins.

Les bénéficiaires des PTO ne peuvent pas cumuler plusieurs pensions provenant de chef d'affiliés différents quel que soit le régime de retraite appliqué. Dans ce cas l'orphelin peut postuler (via une demande écrite) à la pension la plus avantageuse.

En cas de non-attribution de la pension du conjoint pour n'importe quel motif légal, cette pension est répartie à parts égales entre les orphelins en sus de leurs pensions.

Toutefois, la somme des pensions des filles célibataires démunies de ressources ne doit dépasser les 50% de la pension dont l'agent avait bénéficié ou dont il aurait pu bénéficier à la date de son décès et ce pour les pensions servies dans le cadre de la loi n°43-2007.

Les enfants orphelins ont le droit de bénéficier d'une pension à partir :

- du 1^{er} jour du mois qui suit la date de décès pour les enfants âgés de moins de 21ans ; et pour l'enfant posthume, la date de jouissance est fixée au 1^{er} jour du mois qui suit la naissance ;
- de la date de jouissance de la pension de réversion ou l'année universitaire au cours de laquelle a été présenté les pièces justifiant l'inscription pour les étudiants âgés de 21 à 25 ans ;
- de la date fixée par la commission de réforme pour les orphelins âgés de plus de 21 ans atteints d'une maladie incurable ou d'une invalidité permanente les rendant incapables d'exercer une activité rémunérée ;
- du 1^{er} jour du mois qui suit la date de la demande pour les filles célibataires bénéficiaires de pensions servies dans le cadre de la loi n°43-2007 ;
- de La date d'effet de la loi n°59-97 pour les filles célibataires bénéficiaires de pension servie dans le cadre de cette loi.

Procédures

pour les enfants mineurs

En sus

- extrait de naissance.

pour les enfants handicapés

En sus

- extrait de naissance ;
- dossier médical.

pour les filles célibataires

En sus

- extrait de naissance ;
- copie de la CIN ;
- déclaration de revenu de l'année écoulée ;
- copie de jugement pour les filles divorcées ;
- acte de décès pour les filles veuves ;
- attestation de non affiliation à la CNSS ;
- attestation de non bénéfice de pension de la CNSS pour les filles affiliées à ladite caisse et âgée de 50 ans et plus.

Une enquête sociale est ajoutée au dossier.

Remarques :

-L'allocation de vieillesse est réversible au profit du conjoint survivant et des orphelins, selon les conditions et modalités applicables en matière des pensions à partir du 1^{er} novembre 1997 date d'application de la loi 97-74.

-La solde de réforme est réversible au profit du conjoint survivant et des orphelins, selon les conditions et modalités applicables en matière des pensions pour la période restante comprise entre la date de décès et la date fin de jouissance.

La rente est réversible au profit du conjoint survivant et des orphelins, selon les conditions et modalités applicables en matière des pensions.

ARRERAGES DUS AU DECES :

En cas de décès du retraité, la pension ,l'allocation de vieillesse, le solde de réforme et la rente sont payées jusqu'à la date de ce décès à tous les héritiers conformément à la législation de droit commun en matière de succession et, à partir du premier jour suivant celui du décès jusqu'à la fin du mois, au profit du conjoint survivant et des orphelins mineurs réunissant les conditions exigées .

5/ Les Services

Conformément aux dispositions des articles 31- 65 -66 de la loi n° 12 /85- du 5 mars 1985 les services pris en compte pour l'acquisition du droit à pension et la liquidation de celle-ci sont, pour le personnel civil et militaire, constitués des :

- **services effectifs au titre desquels ont été payées les cotisations** .Il s'agit des services effectués par l'agent dans un cadre légal qui prévoyait son affiliation et qui n'ont pas fait l'objet de remboursement.
- **services ayant fait l'objet de validation des services dans le cadre de :**
 - la loi n°59-18 du 18 /02/1959 ; qui prévoit la validation des périodes qui n'ont pas fait l'objet de cotisations ;et ce sur demande de l'agent ,à présenter dans un délai d'une année de la date d'affiliation ou de six mois avant la date de mise à la retraite.
Les cotisations sont calculées sur la base du salaire perçu à la date de titularisation ou de la demande.
Les périodes validées sont prises en compte pour le calcul de la pension, et ce à partir de la date de jouissance.
 - la loi n° 85-12 du 5/03/1985 ; qui prévoit la validation de toute période qui n'a pas été considérée dans le régime de retraite ; et ce sur demande de l'agent à présenter dans un délai ne dépassant pas une année après l'âge légal de mise à la retraite. Les cotisations sont calculées sur la base de la moyenne des salaires perçus à la date d'affiliation ou de la cessation d'activité et le salaire à la date de la demande.
 - Les cotisations sont supportées par l'affilié et le dernier employeur ; à l'exception de certaines situations où seul l'agent doit payer toutes les cotisations (la mise en disponibilité, l'exercice des professions libérales, l'activité publique ou privée à l'étranger à titre de salarié).
Les services validés ne sont pris en compte dans le calcul de la pension et à compter de la date de jouissance que si les contributions mises à la charge de l'employeur ont été totalement réglées.
Au cas où le paiement des celles-ci est effectué après la date de jouissance de la pension, les périodes sont prises en compte pour le calcul de pension avec un effet rétroactif à partir de la date de jouissance .
Les cotisations à la charge de l'affilié calculées dans ce cadre peuvent être prélevées mensuellement sur la pension.

- la loi 95-105 du 14/12/1995 ; qui ne prévoit que la validation des périodes effectives d'activité rémunérées assujetties au titre du régime de sécurité sociale et qui n'a pas fait l'objet de déclaration, ainsi que les périodes exercées à l'étranger dans le cadre de la coopération technique et les périodes de mise en disponibilité spéciale et ce sur une demande écrite de l'assuré social ou l'un de ses ayants-droit dans un délai maximum de 2 ans à partir de la date de la fin des périodes à valider ou d'une année après l'âge légal de mise à la retraite. Les cotisations calculées compte tenu du salaire à la date de la demande et de l'âge de l'agent sont totalement supportées par celui –ci. Les périodes validées sont prises en compte pour le calcul de pension après avoir été totalement réglées. L'effet de considération des périodes validées commence à partir de la date du dernier règlement.

➤ **des services ayant fait l'objet de régularisation :**

- dans le cadre de la loi n°85-12. En effet selon les dispositions de l'article 12 ; l'agent peut payer directement à la Caisse les contributions qui n'ont pas été retenues sur sa rémunération, et ce dans un délai ne dépassant pas (1) année après avoir atteint l'âge légal de retraite. Ce paiement est effectué sur la base de la moyenne entre ce qu'il percevait à la date de la suspension des retenues et ce qu'il percevait à la date de la demande de paiement. Les services régularisés dans ce cadre, sont pris en compte pour le calcul de la pension, et à partir de la date de jouissance, si les contributions mises à la charge de l'employeur ont été totalement réglées
- suite au détachement auprès d'un établissement non affilié à la CNRPS. Cette régularisation consiste à calculer le montant des cotisations que devrait supporter l'employeur et l'affilié comme si l'agent était en exercice dans son établissement d'origine, et demander le paiement du reliquat le cas échéant. Les services, ainsi régularisés sont pris en compte pour le calcul de la pension et à partir de la date de jouissance, si les contributions mises à la charge de l'employeur ont été totalement réglées.
- suite au détachement auprès de L'AGENCE TUNISIENNE DE COOPERATION THECHNIQUE.
- ✓ avant le 1^{er} octobre 1985, la régularisation est effectuée sur demande de l'agent à la fin de son détachement. Le montant des cotisations que devrait supporter l'employeur et l'affilié est calculé comme si l'agent était en exercice dans son établissement d'origine.

- ✓ entre 1985 et la date d'entrée en vigueur de la loi n°105/1995 ; les périodes sont validées selon les règles applicables par la loi n°85-12 ; ou régularisées selon le même principe que le détachement décrit ci-dessus (avant le 1^{er} octobre 1985) et ce si l'agent a présenté sa demande après la fin de son détachement.
- ✓ après la parution de la loi n°105/1995 ; les périodes sont validées selon les règles applicables par cette loi
- ✓ le décret n° 1755 du 23/9/1996 a institué le régime de la régularisation instantanée qui prévoit le paiement régulier des cotisations dues, dans un délai ne dépassant pas les trois mois et ce compte tenu de la loi n°8/1988. A défaut de paiement ; ces services peuvent être validés dans le cadre de la loi n°105/1995.

Ce décret a prévu aussi la possibilité de demander avant le 31/10/1996, la régularisation des périodes antérieures non cotisées (cette date a été prorogée au 31/12/1998 par le décret n°1387 du 06/07/1998).

- ✓ le décret n°1879 du 23 juillet 2007, a institué l'obligation du paiement régulier des cotisations dues et à défaut, de paiement, les services peuvent être validés dans le cadre de la loi n°105/1995.

Ainsi, les services effectués dans le cadre de la coopération technique sont considérés dans le calcul de la pension de retraite après la régularisation et le paiement de toutes les cotisations dues et prennent effet à compter de la date de jouissance de la pension.

➤ **des services ayant fait l'objet de transfert de cotisations de la part d'un autre organisme tunisien de retraite :**

- avant l'entrée en vigueur de la loi n°88-84 du 16/7/1988 ; les périodes cotisées et transférées sont systématiquement considérées dans le calcul de la pension de retraite ; tandis que les périodes non cotisées et transférées subissent les règles de la validation des services suivant la loi en vigueur à la date du transfert.
- entre l'année 1988 et la parution de la loi n°70 du 24/7/1990, le transfert des cotisations est annulé et remplacé par la coordination des régimes. de 1990 à la parution de la loi n°8 du 21/01/2003, les périodes transférées font l'objet d'une validation des services selon la réglementation applicable à la date de la demande ; et le paiement du reliquat entre les cotisations calculées et les cotisations transférées

est exigé (L'affilié a le choix entre la coordination des régimes et le transfert des cotisations).

- Depuis la parution de la loi n°8 du 21/01/2003 ; le transfert des cotisations n'est possible que pour les agents des entreprises publiques (14 E C en annexe) dont l'affiliation est transférée par décret de la caisse nationale de sécurité sociale à la CNRPS. La régularisation des périodes d'activités déclarées et transférées est subordonnée au versement par l'employeur et l'employé, de la différence entre les sommes dues et les sommes transférées, calculée en tenant compte des taux de cotisation, au titre de la retraite, prévus par la loi n° 85-12 et sur la base du dernier salaire perçu par l'agent à la date de la demande de transfert des cotisations.

➤ **des services relatifs à des périodes de mise en disponibilité spéciale :**

- Avant la parution de la loi n°16/2003 du 24/02/2003 ; les périodes de mise en disponibilité spéciale, peuvent être validés selon les règles applicables en matière de validation de services, et ce compte tenu de la date de la demande de l'agent. Les cotisations sont entièrement supportées par l'affilié. Les services validés dans ce cadre sont pris en compte lors de la liquidation de la pension selon les dispositions applicables en matière de validation de services.
- Après l'entrée en vigueur de la loi n°16/2003 du 24/02/2003 et du décret n°1543/2003 du 02/07/2003 ; l'employeur est tenu de continuer à verser toutes les contributions mises à sa charge comme si l'agent était en activité. Les cotisations de l'agent sont calculées sur la base du salaire à la date de règlement. L'agent peut également régulariser les périodes de mise en disponibilité spéciale antérieures à 2003, s'il présente une demande avant le 24/02/2005, et régler les cotisations dues au titre des régimes de retraite et de capital décès ; calculées sur la base du salaire à la date de la demande.

Ainsi, les services régularisés dans ce cadre sont considérés dans le calcul de la pension de retraite après la régularisation et le paiement de toutes les cotisations dues et prennent effet à compter de la date de jouissance de la pension.

➤ **des services relatifs à des périodes de mise en disponibilité d'office :**

- Avant la parution de la loi n°83 du 20/12/1997 ; les périodes de mise en disponibilité d'office peuvent faire l'objet d'une demande de validation de services, dont les cotisations sont totalement mises à la charge de l'affilié. Ainsi ; ces services sont considérés dans le calcul de la pension de retraite selon les dispositions applicables en matière de validation de services.
- Après l'entrée en vigueur de la loi n°83 du 20/12/1997 ; l'employeur est tenu de continuer à verser toutes les cotisations à la charge de l'agent et les

contributions mises à sa charge comme si l'agent était en activité. Les services régularisés dans ce cadre ; sont considérés dans le calcul de la pension de retraite après la constatation du payement de toutes les cotisations dues et prennent effet à compter de la date de jouissance de la pension.

- **Des périodes de congé pour la création d'une entreprise** (institué par la loi n°20 du 17/03/2003) après la constatation du payement de toutes les cotisations dues et prennent effet à compter de la date de jouissance de la pension

LES SEVICES VALIDES OU REGULARISES

LOI	NATURE DES SERVICE	REGIME	MODE DE CALCUL	AFFILIE	EMPLOYEUR
59-18	SERVICES NON COTISES AVANT L'AFFILIATION	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE	SALAIRE A LA DATE DE LA DEMANDE DE VALIDATION	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
	LES ANNEES D'ETUDE PAR DECRET	« «	« «	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
	PERIODE DE CONGE SANS SOLDE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
	PERIODE DE MISE EN DISPONIBITE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
LOI 85-12	TOUS LES SERVICES EXERCES DANS LE SECTEUR PUBLIC OU PRIVE NON COTISES	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date d'aff ou de cessation	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
	LES ANNEES D'ETUDE PAR DECRET	« «	« «	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
	PERIODES DE MISE EN DISPONIBITE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
	PERIODE DE CONGE SANS SOLDE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
	PROFESSION LIBERALE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
	SERVICES A L'ETRANGER ASSUJETTIS A UN REGIME DE SECURITE SOCIALE	« «	« «	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE

LOI 95-105	SEVICES EXERCES NON DECLARES	TAUX SELON TRANCHE D'AGE DE L'AFFILIE A LA DATE DDE	SALAIRE A LA DATE DE LA DEMANDE DE VALIDATION	CHARGE AFFILIE	EXONERE
	MISE EN DISPONIBILITE SPECIALE	« «	« «		
	DETACHEMENT EN COOPERATION TECHNIQUE	« «	« «		
		« «	« «		

DETACHEMENT AUPRES D'ORGANISME NON AFFILIE A LA CAISSE

	REGULARISATION NORMALE	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
--	------------------------	---	---	----------------	---------------------

DETACHEMENT EN COOPERATION TECHNIQUE

AVANT LOI 85-12	REGULARISATION NORMALE	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	CHARGE AFFILIE	EXONERE
--------------------	------------------------	---	---	----------------	---------

85-88		RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE CAPITAL DECES (3% ET A PARTIR DE 7/93 1%)	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date de cessation	CHARGE AFFILIE	EXONERE
		RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE CAPITAL DECES (3% ET A PARTIR DE 7/93 1%)	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date de cessation	CHARGE AFFILIE	EXONERE
		RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE CAPITAL DECES (3% ET A PARTIR DE 7/93 1%)	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date de cessation	INFERIEUR AU DOUBLE	
				CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR PAYE PAR LE BUDGET DE L'ETAT
				SUPERIEUR AU DOUBLE	
88-98	VALIDATION SELON LA LOI 85-12			CHARGE AFFILIE + CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
		TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD) POUR L'AFFILIE REGIME RETRAITE POUR L'EMPLOYEUR	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	INFERIEUR AU DOUBLE	
				CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR PAYE PAR LE BUDGET DE L'ETAT
				SUPERIEUR AU DOUBLE	
A PARTIR DE 1999	REGULARISATION NORMALE			CHARGE AFFILIE + CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE

MISE EN DISPONIBILITE SPECIALE

LOI 85-12	VALIDATION SELON LA LOI 85-12	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date d'aff ou de cessation	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
LOI 95-105	VALIDATION SELON LA LOI 95-105	TAUX SELON TRANCHE D'AGE DE L'AFFILIE A LA DATE DDE	SALAIRE A LA DATE DE LA DEMANDE DE VALIDATION	CHARGE AFFILIE	EXONERE
LOI 2003-16	PERIODE ANTERIEUR AU 01/03/2003	RETRAITE ET CAPITAL DECES	SALAIRE A LA DATE DE LA DEMANDE DE VALIDATION	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
	PERIODE A PARTIR DE 01/03/2003 REGULARISATION OBLIGATOIRE	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	CHARGE AFFILIE (EN CAS DE NON PAYT LE CACUL SE FAIT A LA BASE DU SALAIRE A LA DATE DU PAYEMENT	EMPLOYEUR CONTINU A PAYE COMME SI L'AGENT EST EN ACTIVITE

CREATION D'ENTREPRISE

LOI 2003-20	REGULARISATION OBLIGATOIRE	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	CHARGE AFFILIE (EN CAS DE NON PAYT LE CACUL SE FAIT A LA BASE DU SALAIRE A LA DATE DU PAYEMENT	EMPLOYEUR CONTINU A PAYE COMME SI L'AGENT EST EN ACTIVITE
-------------	-----------------------------------	---	---	---	---

MISE EN DISPONIBILITE D'OFFICE

LOI 83-112	VALIDATION SELON LOI EN VIGUEUR			CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR	EXONERE
LOI 97-83	REGULARISATION OBLIGATOIRE	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES COTISATIONS TX	EXONERE	CHARGE AFFILIE+CHARGE EMPLOYEUR

TRANSFERT

AVANT 24/07/1990	VALIDATION DES PERIODES VALIDEES GRATUITEMENT PERIODE COTISEES PRISES D'OFFICE DANS LE CALCUL DES ANNUITES POUR LA RETRAITE	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE	SELON LA LOI EN VIGUEUR	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
A PARTIR DE 24/7/1990	TOUTES LES PERIODES TRANSFERES FERONT L'objet de validation	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE	SELON LA LOI EN VIGUEUR	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
LOI 2003-8	ANNULATION DU TRANSFERT ENTRE LES CAISSES A L'EXCEPTION POUR LES AGENTS APPARTENANT AUX OE DONT L'AFFILIATIO A ÉTÉ TRANSFEREES A LA CAISSE PAR DECRET	RETRAITE SELON TAUX EN VIGUEUR A LA DATE DE LA DEMANDE DU TRANSFERT	SALAIRE A LA DATE DE LA DEMANDE DE TRANSFERT	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR

REMARQUE : POUR LES AGENTS DE LA SNIT LES PERIODES EXERCES AVANT LEUR AFFILIATION A LA CAISSE ET TRANSFERES DE LA CNSS SONT PRISES EN COMPTE DANS LA PENSION SANS REGULARISATION ET CEUX CONFORMEMENT A LA CONSULTATION DU 1^{ER} MINISTERE EN DATE DU 14/10/1994 A ONU

LOI 92-54	REGULARISATION NORMALE	REGIME RETRAITE	EN TENANT COMPTE POUR TOUTE LA PERIODE DES VARIATIONS DANS LA CARRIERE ET DES AUGMENTATIONS SALARIALES ET DES TX COTISATIONS	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
-----------	------------------------	-----------------	---	----------------	---------------------

ECOLE NORMALE SUPERIEUR

DECRET 72-257	REGULARISATION SELON LES REGLES DE LA LOI 85-12 POUR LES PERIODES D'ETUDE EN 2 ^{eme} ET 3 ^{eme} CYCLE DONT L'ELEVE PREND LA QUALITE DU ELEVE-PROFESSEUR ET SON PRE-SALAIRE EST SOUMIS AUX PRELEVEMENTS DES COTISATIONS	TOUS LES REGIMES (RETRAITE, CNAM ET CD)	moyenne de salaire a la date de la dde et a la date d'affILIATION	CHARGE AFFILIE	CHARGE EMPLOYEUR
------------------	---	---	---	----------------	---------------------

Remarque :

Les périodes exercées sous le régime de temps partiel ; sont considérées et calculées comme si l'intéressé avait travaillé à plein temps.

Les années de services militaires effectués dans le cadre de l'ONU « casque bleu » peuvent faire l'objet d'une validation dans le cadre n°85-12 est dans ce cas elles sont décomptées doublement dans la liquidation de la pension (décomptée en tant que des années de services cotisées et des périodes validées).

- des services militaires obligatoires ;
- les services effectifs accomplis dans les écoles militaires après l'âge de 18 ans après validation le cas échéant ;
- Préjudice de carrière ;
- les services effectifs accomplis dans l'armée française par les militaires transférés à l'armée Tunisienne et bénéficiaires d'une pension de retraite, d'une solde de réforme ou d'une indemnité allouée par l'état français ;
- la bonification accordée aux résistants intégrés dans l'armée en application de l'article 30 bis du décret du 10 janvier 1957 portant loi sur le recrutement et l'organisation de l'armée.

6/ La Bonification

La bonification consiste à ajouter aux années de services d'un agent mis à la retraite ou décédé, une période pour être prise en considération dans le calcul de la pension.

Il s'agit donc de services non effectivement accomplis, mais considérés comme tels pour compenser certains préjudices qui pouvaient affecter la carrière d'activité de l'agent, déroulée dans des conditions de travail un peu particulière ou interrompue pour des raisons dont il n'est pas responsable.

Les règles d'octroi et de décompte des périodes de bonification sont établies en fonction :

- des motifs de mise à la retraite ;
- des grades et catégories professionnelles ;
- des établissements ou directions correspondantes ;
- du nombre d'années de services effectifs ;
- de l'âge au moment de la mise à la retraite .

La bonification peut être attribuée à l'occasion de :

- ❖ La mise à la retraite pour limite d'âge de certaines catégories d'agents civils et militaires ;
- ❖ La mise à la retraite avant l'âge légal.

6-1/les bonifications accordées pour limite d'âge :

6-1-1/Bonification pour Cadre Actif :

La mise à la retraite pour limite d'âge, des agents appartenant aux cadres actifs (**voir annexe**) est fixée à 55 ans. La bonification qui leur est accordée à ce titre est, en application de l'article 32 de la loi n° 85 – 12 du 5 mars 1985, égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans à condition qu'elle ne dépasse pas :

- 5 années s'ils ont accompli au moins 35 ans de services publics dans le cadre actif ;
- 4 années s'ils ont accompli au moins 25 ans de services publics dans le cadre actif ;
- 3 années s'ils ont accompli au moins 20 ans de services publics dans le cadre actif ;
- 2 années s'ils ont accompli au moins 15 ans de services publics dans le cadre actif.

6-1-2/Bonification pour travail pénible et insalubre :

La mise à la retraite pour limite d'âge, des ouvriers accomplissant des travaux pénibles et insalubres et désignés par le décret n°85-1177 du 24-09-1985, est, comme pour le cas des cadres actifs fixée à 55 ans. La bonification qui leur est accordée à ce titre est, déterminée comme suit :

- 5 années s'ils ont accompli 35 ans de services au moins dans le même cadre ;
- 4 années s'ils ont accompli 25 ans de services au moins dans le même cadre ;
- 3 années s'ils ont accompli 20 ans de services au moins dans le même cadre ;
- 2 années s'ils ont accompli 15 ans de services au moins dans le même cadre ;

Les années de services effectués après l'âge de 55 ans sont déduites de la bonification.

6-1-3/Bonification aux militaires et agents de la douane :

Les Militaires et les agents de la douane peuvent acquérir le droit à la bonification dont la durée est égale à la période qui leur reste pour atteindre l'âge de 60 ans quand ils sont mis à la retraite pour limite d'âge et avoir rempli la condition d'ancienneté suivante selon leur grade :

- après 30 ans de services effectifs civils et militaires exercés dans le secteur public et privé pour les officiers ;
- après 25 ans de services effectifs civils et militaires exercés dans le secteur public et privé pour les sous-officiers et les officiers marins ;
- après 20 ans de services effectifs civils et militaires exercés dans le secteur public et privé pour les hommes de troupe, quartiers maîtres et matelots ;

Les agents de la douane mis à la retraite à compter du 1/12/1996 sont assimilés aux militaires; et ceux mis à la retraite avant cette date, sont considérés comme des cadres actifs.

6-2 /les bonifications accordées suite à la mise à la retraite avant limite d'âge.

6-2-1/ Bonification pour fonctions astreignantes :

Les agents exerçant les fonctions astreignantes prévues par le décret n° 85-1178 du 24/9/1985, sont mis à la retraite sur leur demande et ce après avoir accompli 35 ans de services exercés dans le secteur public ou privé ; et atteint l'âge de 55 ans au moins.

A ce titre, ils ont droit à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans s'ils ont accomplis 15 ans de services au moins dans le cadre des fonctions astreignantes.

6-2-2/ Bonification pour blessures contractées en service :

Les militaires, les agents de la douane, les agents des forces de sécurité intérieure victimes de blessures contractées en service, et les rendant définitivement incapables de continuer l'exercice de leurs fonctions, ont droit, une fois admis à la retraite par suite du motif sus indiqué, à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans.

6-2-3/ Bonification pour accomplissement d'opération de secours ou défense de la patrie :

Les agents atteints d'une invalidité d'au moins 80% contractée en service et résultant de blessures reçues au cours ou à l'occasion d'opération de défense ou de sécurité de la patrie ou de secours en cas de calamités naturelles ;ont droit, une fois admis à la retraite par suite du motif sus indiqué, à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans.

6-2-4/ Bonification pour suppression d'emploi :

Les agents mis à la retraite pour suppression d'emplois ont aussi droit à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans.

La loi n°2002-61 du 9 juillet 2002 a abrogé *cette forme de mise à la retraite et d'octroi de la bonification.*

6-2-5/ Bonification pour dégagement de cadre :

Ce motif de mise à la retraite prévu par l'ancien régime des pensions fixé par la loi n° 59 -18 du 5 février 1959, accordé aux pensionnés bénéficiaires, le droit à une bonification dont la durée est égale à la période restant à courir pour atteindre l'âge de 60ans.

6-2-6/ Bonification au titre de la retraite d'office :

Les agents civils mis à la retraite d'office dans le cadre de la loi 85/12 telle qu'elle a été modifiée par la loi 88-71 du 27 juin 1988 ; et après avoir accompli au moins 15 ans de services, ont droit à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans ;sans toutefois dépasser 20 % de la rémunération servant de base pour la liquidation de la pension.

Les agents civils mis à la retraite d'office dans le cadre de la loi n° 59 -18 du 5 février 1959 continuent de bénéficier d'une bonification couvrant la période restant à courir jusqu'à l'âge de 60 ans.

Les militaires, agents de la douane et les forces de sécurité intérieure, mis à la retraite d'office après avoir accompli au moins 15 ans de services, ont droit à une bonification égale à la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans.

6-2-7/ Bonification accordée au titre de la retraite anticipé volontaire -RAV- :

Prévue par la loi n° 88 -7 du 6 mars 1987, le système de la retraite anticipée volontaire procure aux bénéficiaires, en sus du droit à une pension à jouissance immédiate, l'avantage de bénéficier d'une bonification couvrant la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge de 60 ans et ce, sans pour autant dépasser 5 ans au maximum. Les intéressés ont droit à une bonification qui pourrait le cas, échéant, être cumulée avec la bonification prévue par la loi 85 -12 du 5 mars 1985.

6-2-8/ Bonification accordée au titre de la loi n° 2009-39 du 8 juillet 2009, portant mise à la retraite avant l'âge légal ;

Cette loi, permet aux bénéficiaires, la jouissance immédiate de la pension de retraite, et attribue l'avantage de bénéficier d'une bonification couvrant la période qui leur reste à accomplir pour atteindre l'âge légal de mise à la retraite et ce, sans pour autant dépasser 3 ans.

Cette bonification est considérée comme services effectifs pour la détermination de la bonification prévue par la loi 85 -12 du 5 mars 1985.

Il est à signaler que les pensions servies, dans ce cadre, sont supportées par l'employeur jusqu'à la limite d'âge de mise à la retraite ou le décès de l'agent.

6-2-9/ Bonification accordée dans le cadre de la CAREP

La bonification est accordée pour les agents actifs des sociétés suivantes :

SNT, SNTRI, SMLT dans les conditions suivantes :

- Sans condition d'âge ;
- Ancienneté dans le même cadre (cadre actif) 15 ans ;
- Ce protocole prend effet à partir du 18 mars 2002 pour les sociétés suivantes SNTRI ,SNT et le 07 octobre 2002 pour SMLT.

Cette bonification est accordée dans les mêmes conditions citée par l'article 32 de la loi 85-12.

6-2-10/ Bonification accordée pour préjudices de carrière

L'ouverture du droit et le décompte de la durée sont appréciés à une échelle externe à la CNRPS. Il s'agit des bonifications accordées par des commissions départementales, en application du décret du 10 janvier 1957 relatif à la réparation des préjudices de carrière. L'octroi de ces bonifications est matérialisé par une décision individuelle.

6-3 /les charges de la bonification

Reste toutefois à préciser qu'en vertu de l'article 34 de la loi susvisée n° 85 – 12 du 5 mars 1985, les contributions afférentes aux périodes de bonification sont mises à la charge de l'employeur sauf en ce qui concerne les bonifications accordées au titre de la réparation des préjudices de carrière.

En effet, pour cette dernière catégorie de bonification, le montant des contributions qui est calculé, lors de la liquidation de la pension, conformément aux mêmes règles appliquées à la validation des services effectifs, est mis à la charge de l'employeur et de l'employé.

7/ Détermination du taux de la pension

Conformément à l'article 35 de la loi 85-12, la liquidation de la pension de retraite dans le cadre du régime général est effectuée sur la base de la durée des services ; cette durée se subdivise en annuités. Toute période inférieure à une année est calculée sur la base du trimestre. Toute période égale ou supérieure à quarante cinq (45) jours est comptée pour un trimestre. Toute période inférieure à 45 jours n'est pas prise en considération.

Cette durée est convertie en un taux de pension déterminé conformément au barème ci-après :

- 2 % par année et 0,50 par trimestre pour les 10 premières annuités liquidables ;
- 3% par année et 0,75% par trimestre pour les 10 annuités liquidables qui suivent ;
- 2% par année et 0,50% par trimestre pour le reste des annuités liquidables.

Le taux maximum de la pension de retraite ne peut en aucun cas être supérieur à 90%, soit l'équivalent de 40 annuités liquidables.

- l'année est égale à 360 jours ;
- le mois est égal à 30 jours.

LES REGIMES SPECIAUX

La notion de régime spécial de retraite a été instaurée à partir de 1974 par l'extension de la législation relative au régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, avec des conditions particulières, à certaines hautes fonctions de l'Etat .Il s'agit des :

- membres du gouvernement ;
- députés ;
- gouverneurs.

Et à partir de l'année 2005 pour les membres de la chambre des conseillers.

1/REGIME DES MEMBRES DE GOUVERNEMENT

1-1/Cadre juridique :

Loi n° 83-31 du 17 mars 1983, fixant le régime de retraite des membres du gouvernement.

1-2/ Bénéficiaires

Les bénéficiaires de ce régime sont :

- Le premier ministre ;
- Les ministres d'Etat ;
- Les ministres ;
- Les secrétaires d'Etat.

1-3/Les services :

Sont pris en compte pour le calcul de la pension les services suivants :

- Les services effectifs au titre desquels ont été payées les cotisations dans le cadre de ce régime ;
- Les services ayant fait l'objet de régularisation pour les périodes exercés entre le 20 mars 1956 et le 17 mars 1983 ,et dont les cotisations à la charge de l'Etat ont été totalement réglées.

1-4/ Conditions :

Le droit à la pension dans ce régime s'acquiert sans condition d'âge après au moins deux années d'exercice en tant que membre de gouvernement (même discontinus).

1-5 /Droits octroyés :

La jouissance de la pension est immédiate après la cessation du bénéfice de la rémunération de membre de gouvernement.

La pension est suspendue en cas d'exercice d'une activité en tant que salarié dans le secteur public ou privé.

Cette jouissance est différée à l'âge de 50 ans si le bénéficiaire exerce une activité privée lucrative.

Le membre du gouvernement ayant accompli ses fonctions pendant une période de deux ans a droit à une pension de retraite dont le montant est égal à 35% de la rémunération d'activité servie au membre du gouvernement à la date de début de jouissance de la pension de retraite.

Pour toute période supplémentaire de 6 mois, le montant de la pension de retraite est augmenté d'un montant égal à 5% de la rémunération d'activité susvisée.

Les périodes inférieures à 6 mois ne sont pas prises en considération dans le calcul de la pension de retraite de membre du gouvernement.

La loi n 83-31 du 17 mars 1983 a autorisé le cumul des pensions au profit du membre du gouvernement. Néanmoins, le montant de la pension accordée ne peut excéder 90% de la rémunération la plus élevée.

1-6/ Procédure de gestion :

Le membre de gouvernement formule une demande de bénéfice d'une pension auprès du Premier Ministre. Si cette demande est acceptée, le Premier Ministre établit un arrêté d'attribution de pension de retraite comportant la période d'exercice en tant que membre de gouvernement et les éléments de la rémunération, et le transmet à la CNRPS.

1-6-1 Etude de dossier

A la réception du dossier de pension, la direction des pensions & accessoires (DPA), procède à la vérification :

- de l'existence de toutes les pièces ;
- de la cessation définitive d'activité publique ou privée ;
- du bénéfice ou non d'une autre pension de retraite.

De cette étude, trois types de dossier sont envisagés :

- dossier incomplet ;
- dossier complet –l'intéressé est titulaire d'une autre pension-
- dossier complet – l'intéressé n'est pas titulaire d'une autre pension.

1-6-1-1 Dossier Incomplet

Tous les dossiers accusant un manque de pièces ou d'informations est considéré incomplet et donne lieu à l'établissement d'une correspondance pour complément du dossier.

1-6-1-2 Dossier Complet

L'intéressé est titulaire d'une autre pension

A la réception de ce dossier, la DPA procède :

- à la numérisation du dossier de pension ;
- à la vérification des périodes ayant l'objet de cotisation (cotisée, régularisée ou validée) ;
- à la vérification de bénéfice d'une pension servie par la CNRPS ou par la CNSS.

Une fois les conditions d'octroi sont vérifiés, la DPA procède à la liquidation de la pension.

L'intéressé n'est pas titulaire d'une autre pension.

Pour ce deuxième cas la DPA procède à la liquidation de la pension après vérification des périodes effectuées.

2/ REGIME DES GOUVERNEURS

2-1/Cadre juridique :

Loi n° 88-16 du 17 mars 1988, fixant le régime de retraite des membres du gouvernement.

2-2/ Bénéficiaires

Les bénéficiaires de ce régime sont les gouverneurs

2-3/Les services :

Sont pris en compte pour le calcul de la pension les services suivants :

- Les services effectifs au titre desquels ont été payées les cotisations dans le cadre de ce régime ;
- Les services ayant fait l'objet de régularisation pour les périodes exercés entre le 21 juin 1956 et le 17 mars 1988, et dont les cotisations à la charge de l'Etat ont été totalement réglées.

Chaque gouverneur ayant accompli ses fonctions pendant une période inférieure à deux ans a droit –en vertu de la législation relative au régime- au remboursement des montants des retenues effectuées sur sa rémunération.

2-4/- conditions

Le droit à la pension dans ce régime s’acquiert sans condition d’âge après au moins deux années d’exercices successifs en tant que gouverneur.

2-5/Droits octroyés

La jouissance de la pension est immédiate après la cessation du bénéfice de la rémunération de gouverneur.

La pension est suspendue en cas d’exercice d’une activité en tant que salarié dans le secteur public ou privé.

Cette jouissance est différée à l’âge de 50 ans si le bénéficiaire exerce une activité privée lucrative.

Chaque année de service en qualité de gouverneur donne droit à **6 %** des éléments permanents de la rémunération du gouverneur en espèce. L’avantage en nature est évalué par référence à son équivalent en espèce conformément aux règlements administratifs.

Chaque période de trois mois de service en qualité de gouverneur donne droit à **1,5%** des éléments permanents de la rémunération de gouverneur visée ci-dessus.

Toute période inférieure à trois mois est négligée.

La loi n 88-16 du 17 mars 1988 a autorisé le cumul des pensions au profit des gouverneurs. Néanmoins, le montant de la pension accordée ne peut excéder 90% de la rémunération de gouverneur.

2-6/ Procédure de gestion :

La mise à la retraite est concrétisée par un arrêté de mise à la retraite établi par le Ministère de l’Intérieur accompagné du dossier de pension de l’intéressé.

Le dit dossier comprend :

- Un arrêté de mise à la retraite ;

- Un relevé de service.

A la réception du dossier, la DPA procède à son examen pour s'assurer de l'existence de toutes les pièces et du droit du gouverneur en question à la pension de retraite.

Le reste de la procédure est le même que celui d'un dossier d'une mise à la retraite dans le cadre du régime des membres de gouvernement.

3/ REGIME DES DEPUTES

3-1 CADRE JURIDIQUE

- décret loi n 22 du 2 novembre 1974. et la loi n 57 du 3 août 1977 ;
- La loi n° 85-16 du 8 mars 1985 ;
- La loi n° 88-101 du 16 août 1988 ;
- La loi n° 88-145 du 31 décembre 1988.

3-2/ Les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les députés qui ont optés pour l'adhésion à ce régime en cours d'accomplissement de la législature.

3-3/ Les services

Sont pris en compte pour le calcul de la pension les services suivants :

- Les législatures au titre desquelles ont été payées les cotisations dans le cadre de ce régime ;
- Les législatures ayant fait l'objet de régularisation pour les périodes exercées entre le 21 juin 1956 et le 8 mars 1985, et dont les cotisations à la charge de l'Etat ont été totalement réglées ;
- Chaque député ayant accompli ses fonctions pendant une période inférieure à deux ans a droit –en vertu de la législation relative au régime- au remboursement des montants des retenues effectuées sur sa rémunération.

3-4- conditions d'octroi :

Le droit d'un député à une pension telle que prévu par la loi ci-dessus indiquée est acquis après accomplissement d'une législature complète (5 ans sauf exception par loi), ou de deux ans au moins d'une législature, et le paiement par la chambre des députées des contributions sur la période restante de la législature à l'exception des veuves et orphelins qui sont exonérés du paiement de la contribution.

3-5 /Droits octroyés :

- ✓ La jouissance de la pension est immédiate à l'expiration de la législature.
- ✓ La pension est suspendue en cas d'exercice d'une activité en tant que salarié dans le secteur public ou privé.
- ✓ La jouissance de la pension est différée à l'âge de 50 ans si le bénéficiaire exerce une activité privée lucrative.
- ✓ La pension de député n'est pas cumulable avec une indemnité parlementaire.
- ✓ La pension de député est cumulable avec d'autres pensions découlant de différents régimes de retraite (régime général, régime des gouverneurs, régime des membres de gouvernement) .
- ✓ La pension de retraite prévue par la présente loi est liquidée comme suit :
 - Une législature30% des indemnités parlementaires permanentes
 - Deux législatures 60 % des indemnités parlementaires permanentes.
 - Trois législatures et plus...90 % des indemnités parlementaires permanentes
- ✓ La loi n 85-16 du 08 mars 1985 a autorisé le cumul des pensions au profit des députés. Néanmoins, le montant de la pension accordée ne peut excéder 90% de la rémunération la plus avantageuse.

3-6/ Procédure de gestion

Le dossier de pension de député comprend :

- Un arrêté de mise à la retraite d'un député ;
- Une attestation d'exercice durant une législature.

A la réception du dossier, la DPA procède à son examen pour s'assurer de l'existence de toutes les pièces et du droit du député en question à la pension de retraite.

Le reste de la procédure est le même que celui d'un dossier d'une mise à la retraite dans le cadre du régime des membres de gouvernement.

4/ EXTENSION DU REGIME DE RETRAITE DES DEPUTES AUX MEMBRES DE LA CHAMBRE DES CONSEILLERS

4-1 CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2005-54 du 18 juillet 2005, étendant les régimes spéciaux applicables aux membres de la chambre des députés, aux membres de la chambre des conseillers.

4-2 Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les conseillers qui ont optés pour l'adhésion à ce régime en cours d'accomplissement de la législature.

4-3 Les services

Sont pris en compte pour le calcul de la pension les services suivants:

- ✓ Les législatures au titre desquelles ont été payées les cotisations dans le cadre de ce régime;
- ✓ Chaque conseiller ayant accompli ses fonctions pendant une période inférieure à deux ans a droit au remboursement des montants des retenues effectuées sur sa rémunération.

4-4 Conditions

Le droit d'un conseiller à une pension telle que prévu par la loi ci-dessus indiquée est acquis après accomplissement d'une législature complète (6 ans sauf exception) ou de deux ans au moins d'une législature et le paiement des contributions à la charge de l'employeur sur la période restante de la législature à l'exception des veuves et orphelins qui sont exonérés du paiement de la contribution.

Droits octroyés :

- ✓ La jouissance de la pension est immédiate à l'expiration de la législature (6 ans);
- ✓ La pension est suspendue en cas d'exercice d'une activité en tant que salarié dans le secteur public ou privé ;
- ✓ La jouissance de la pension est différée à l'âge de 50 ans si le bénéficiaire exerce une **activité privée lucrative** ;
- ✓ La pension du membre de la chambre des conseillers n'est pas cumulable avec une indemnité parlementaire ;

- ✓ La pension du membre de la chambre des conseillers est cumulable avec d'autres pensions découlant de différents régimes de retraite (régime général, régime des gouverneurs, régime des membres de gouvernement).
- ✓ La pension de retraite du membre de la chambre des conseillers est liquidée comme suit:
 - Une législature30% des indemnités parlementaires permanentes
 - Deux législatures 60 % des indemnités parlementaires permanentes.
 - Trois législatures et plus...90 % des indemnités parlementaires permanentes
- ✓ Le cumul des pensions au profit du membre de la chambre des conseillers est autorisé. Néanmoins, le montant de la pension accordée ne peut excéder 90% de la rémunération la plus avantageuse.

4-6/ Procédure de gestion :

La même procédure que celle prévue pour le régime des députés.

LA COORDINATION DES REGIMES

Le système de la coordination des régimes de pensions est institué dans le but de permettre aux affiliés ayant accompli des services auprès de plusieurs organismes de retraite, de demander la liquidation de leur droit sur la base de l'ensemble de ces services sans avoir besoin de procéder au transfert de leurs cotisations auprès de l'organisme de retraite dont il relève en dernier lieu.

Le système de la coordination des régimes, au niveau national, a été institué par la loi n°84 de l'année 1988 du 16 juillet 1988 et a fait l'objet d'une refonte régie par la loi n°8 du 21 janvier 2003.

Par ailleurs, des conventions bilatérales de sécurité sociale avec d'autres pays, ont été conclues pour servir certaines prestations.

1/La coordination des régimes dans le cadre de la loi n°84 de l'année 1988 :

Ce système est fondé sur le principe de la totalisation des périodes de services auprès de l'ensemble des organismes tunisiens de retraite, au niveau de l'ouverture du droit de la pension, et de la proratisation, au niveau de la liquidation de celle-ci.

En effet on détermine une pension théorique liquidée sur la base de la totalité des périodes validées auprès de l'ensemble des Caisses de retraite et compte tenu des règles particulières de chaque régime de pension et on calcule ensuite la quote-part de la pension mise à la charge de chaque caisse.

1-1/règles de gestion

- ✓ l'organisme de retraite dont relève l'affilié en dernier lieu, assure la liquidation et le paiement de la pension ;
- ✓ Si la somme des deux quotes-parts est inférieure au minimum garanti de la pension ou de l'allocation de vieillesse le montant sera élevé au minimum garanti de la pension ou de l'allocation de vieillesse et c'est à la dernière caisse d'affiliation de contrôler et de supporter la différence.

- ✓ Les retenues opérées sur la quote-part de la pension se limitent au régime du capital- décès et à la régularisation de l'assiette de liquidation pour la caisse qui n'assure pas le paiement de la pension.
- ✓ Le cumul entre une pension de retraite servie dans le cadre du régime général et un revenu permanent sous forme de salaire ou traitement est interdit ; sauf aux bénéficiaires de pension de retraite qui sont propriétaires ou promoteurs de projets qui en assurent eux-mêmes la direction ,ainsi qu'aux dirigeants de l'entreprise qui ont la qualité d'associés.
- ✓ En cas de constatation de périodes de chevauchement ou de superposition, lors de la détermination des services celles-ci sont prise en compte selon l'ordre suivant :
 - Les périodes effectives de cotisation ;
 - Les périodes validées ;
 - les périodes assimilées à des périodes effectives ;
 - les périodes bonifiées.

Si deux périodes superposées relèvent de la même catégorie, seule est prise en compte la période correspondante à la rémunération la plus élevées.

1-2/procédure de gestion :

Les affiliés concernés sont tenus de remplir et de présenter à la dernière Caisse de retraite, le formulaire de liaison n° 1.

La dernière Caisse de Retraite, après étude du formulaire n° 1 précité, rempli et envoie aux autres Caisses concernées le formulaire de liaison n°2.Celles-ci notifient à la dernière Caisse de Retraite sur le formulaire de liaison n°3, les périodes retenues valables vis-à-vis de leurs régimes de pensions respectifs, pour l'ouverture du droit et la liquidation d'une pension. La dernière Caisse de Retraite informe, au moyen du formulaire de liaison n°4, les autres Caisses de la totalité des services retenus valables pour l'ouverture du droit et la liquidation de la pension.

Enfin, chacune des Caisses de Retraite concernées procède à la liquidation de la pension compte tenu des règles particulières propres à leur régime puis, notifie à la dernière Caisse de Retraite au moyen du formulaire de liaison n°5, les éléments relatifs à la quote-part de la pension mise à sa charge.

En dernière étape et sur la base de ces éléments, la dernière Caisse de Retraite assure le paiement de la totalité de la pension au profit de l'intéressé.

2/La coordination des régimes dans le cadre de la loi n°8 du 21 janvier 2003 :

Cette loi a totalement abrogé la loi de 1988, et institué 3 variantes de coordination de régimes définies par le décret n° 2003-1128 du 19 mai 2003:

- ✓ **La liquidation séparée des droits** : si les conditions d'octroi de pension sont remplies auprès de chaque caisse ; alors chaque caisse traite la pension selon ses propres règles.
- ✓ **La liquidation par coordination**, si la condition d'ancienneté n'est pas remplie auprès des deux caisses :

Dans ce cas, la liquidation des droits se fait selon les deux principes suivants :

- La totalisation des services au niveau de l'ouverture de droit ;
 - La proratisation au niveau de la liquidation.
- ✓ **La liquidation combinée** : si les conditions d'octroi de pension sont remplies uniquement auprès d'une seule caisse, la détermination de la quote-part se fait selon :
 - Le principe de la coordination pour la caisse ou les conditions d'octroi ne sont pas remplies ;
 - Le principe de la liquidation séparée pour la caisse ou les conditions d'octroi sont remplies.

S'il s'avère que la totalité des services accomplis auprès des différentes caisses n'ouvre le droit à une pension qu'auprès d'une seule caisse ; les services effectués dans le cadre de l'autre caisse sont considérés dans la caisse où le droit est reconnu, et la liquidation est effectuée conformément aux règles applicables par celle-ci .

2-1 Bénéficiaires

- Les personnes ayant été affiliées auprès de deux ou plusieurs régimes légaux d'assurances vieillesse, invalidité et décès ;
- Les affiliés qui disposent de dossiers en cours d'étude ou de liquidation à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ;
- Les ayants droit des bénéficiaires d'allocation de vieillesse (et la pension ?) décédés après la date d'entrée en vigueur de la loi de 2003 (**définir les règles de gestion**) et dont les droits ont été servis dans le cadre de loi n°84 de l'année 1988 ;

- Les affiliés dont les pensions ne sont pas définitivement liquidés.

2-2 Règles de gestion :

- ✓ L'organisme de retraite dont relève l'affilié en dernier lieu, assure la liquidation et le paiement de la pension ;
- ✓ -En cas de constatation de périodes de chevauchement ou de superposition, lors de la détermination des services, celles-ci sont prises en compte selon l'ordre suivant :
 - Les périodes effectives de cotisation ;
 - Les périodes validées ;
 - les périodes assimilées à des périodes effectives ;
 - les périodes bonifiées.
- ✓ Si les deux périodes de la même catégorie se superposent elles sont prises en compte par les différents régimes, chaque régime à part, à charge d'être déduite des périodes totales prise en compte.
- ✓ Si la somme des deux quotes-parts est inférieure au minimum garanti de la pension ou de l'allocation de vieillesse, le montant sera élevé au minimum garanti de la pension ou de l'allocation de vieillesse et c'est à la dernière caisse d'affiliation de contrôler et de supporter la différence.
- ✓ Les retenues opérées se limitent au régime du capital- décès et à la régularisation de l'assiette de liquidation pour la caisse qui n'assure pas le paiement de la pension ;
- ✓ L'impôt est calculé par la caisse qui assure le paiement, et ce sur la base du montant global à payer ;
- ✓ Les cotisations au titre du régime légal d'assurance maladie est calculé par la caisse qui assure le paiement de la pension, et ce sur la base du montant global à payer ;
- ✓ Le cumul entre une pension de retraite servie dans le cadre du régime général et un revenu permanent sous forme de salaire ou traitement est interdit ; sauf aux bénéficiaires de pension de retraite qui sont propriétaires ou promoteurs de projets qui en assurent eux-mêmes la direction ,ainsi qu'aux dirigeants de l'entreprise qui ont la qualité d'associés ;
- ✓ en cas de décès d'un affilié en activité ayant exercé dans le cadre de deux régimes de retraite différents, la liquidation des droits de son conjoint survivant et de ses enfants se fait séparément sans tenir compte de la double conditions d'âge et de stage.

- ✓ en cas de mise a la retraite d'un affilié pour invalidité physique et ayant exercé dans le cadre de deux régimes de retraite différents la liquidation de la pension se fait séparément sans tenir compte de la double condition d'âge et de stage. Dans ce cas la jouissance de la pension est immédiate.
- ✓ la mise a la retraite pour invalidité physique ou CAREP est justifiée uniquement auprès de la dernière caisse.
- ✓ le décès est justifié uniquement auprès de la dernière caisse.
- ✓ la condition d'âge et de stage est exigée pour la mise à la retraite dans le cadre de la CAREP ; dans ce cas la jouissance de la pension est immédiate.

2-3 procédure de gestion :

L'option à ce régime s'effectue sur demande de l'affilié ou de l'un de ses ayants droit à présenter à la dernière caisse d'affiliation accompagnés des documents nécessaires à la liquidation de leurs droits.

L'échange d'informations entre les deux caisses de sécurité sociale relatives aux droits à pension des intéressés s'effectue selon un formulaire de liaison établi à cet effet. La dernière caisse d'affiliation procède, auprès de l'autre caisse, au recouvrement de la totalité des montants versés pour le compte de cette dernière, et ce, suivant décompte annuel de ces dépenses établi à cet effet et transmis à l'autre caisse avant le 31 janvier de chaque année et en informer l'autorité de tutelle.

Les deux caisses de sécurité sociale doivent procéder à l'apurement de ces comptes avant le 31 mars de chaque année.

LA REMUNERATION SERVANT DE BASE POUR LA LIQUIDATION DE LA PENSION

Régime General :

En vertu de l'article 36 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, la pension est liquidée sur la base de la dernière rémunération perçue par l'agent mis à la retraite ou décédé en activité.

La rémunération dont il est question est, en application de l'article 10 de la loi précitée, constituée de l'ensemble des éléments permanents perçus par l'agent, tels qu'énumérés dans la liste fixée par les décrets n°85-980 du 11-08-85 et 85-1176 du 24-09 -1985 ainsi que l'ensemble des textes subséquents qui les ont modifiés ou complétés.

La liquidation de la pension peut également être effectuée sur la base des éléments permanents de la rémunération afférente à la situation la plus avantageuse que l'agent avait effectivement exercée pendant une période minimale de 2 ans (sur demande).

On distingue principalement deux systèmes de rémunération :

- Le système de rémunération des agents de la fonction publique et assimilés (Ministères, Communes, Conseil municipal, Conseil régional, Organisme consultatif ou corps élu, Chambres d'agriculture)
- Le système de rémunération des agents des entreprises publiques, (Etablissement public non administratif considéré comme entreprise publique, Etablissement public à caractère administratif, Entreprise publique, Etablissement public non administratif, Agro combinat ou Ferme Pilote Jouissant de l'autonomie financière et dépendant de L'O.T.D).

La rémunération d'un agent est déterminée à partir de sa situation administrative.

Celle-ci est définie pour :

1-les agents de la fonction publique par :

- le corps de métier ;
- le grade ;
- la catégorie professionnelle ;

- la catégorie (pour les ouvriers) ;
- le niveau ou l'échelon ;
- la fonction éventuellement.

2- les agents des entreprises publiques par :

- le collège ;
- la catégorie professionnelle ou la catégorie de classement ;
- le grade ;
- la classe ;
- l'échelle ;
- le niveau ;
- le régime horaire (40heures ou 48heures) ;
- l'échelon ;
- la fonction éventuellement.

La rémunération est généralement composée d'un salaire de base et d'un ensemble d'indemnités ou de primes:

- Le salaire de base est obtenu en combinant les paramètres spécifiques de la situation administrative de l'agent ;
- Les indemnités rattachées au grade ;
- Les indemnités rattachées à l'emploi fonctionnel.

Détermination du salaire de base :

Pour la fonction publique il existe trois grilles de salaires une pour les fonctionnaires, une pour les temporaires et une pour les ouvriers.

- -la détermination du salaire de base d'un fonctionnaire titulaire ou d'un fonctionnaire temporaire se fait en accédant à la grille de salaires correspondante avec les deux éléments : la catégorie professionnelle (A1,A2,A3,B,C,D)et le niveau (de 1 à 25) .
- -la détermination du salaire de base d'un ouvrier se fait en accédant à la grille de salaires correspondante avec les trois éléments : la catégorie professionnelle (Unité une, Unité deux, Unité trois), la catégorie (de 1 à 10) et le niveau (de 1 à 25) .

Pour les entreprises publiques la détermination de la grille de salaires et du montant du salaire de base d'un agent est tributaire de l'association de certains des éléments suivants : le collège, la catégorie professionnelle, la catégorie de

classement, le grade, la classe, l'échelle, le niveau, le régime horaire (40heures ou 48heures), et l'échelon.

Détermination des indemnités et/ou primes :

Selon l'établissement, le grade et éventuellement la fonction de l'agent on détermine la liste des indemnités qui pourrait lui être attribuées.

Chaque indemnité est attribuée en vérifiant les conditions et les critères suivants :

- ✓ les conditions d'attribution (conditions d'ouverture de droit à l'indemnité, l'exclusivité, indemnité fixe ou variable..) ;
- ✓ les critères de périodicité (mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle) ;
- ✓ les critères de détermination du montant (le montant de l'indemnité est déterminé par rapport au grade, à la catégorie,..., à la fonction).

FORMULE DE LIQUIDATION D'UNE PENSION DE RETRAITE

1/ Dans le cadre du régime général

La formule de liquidation d'une pension diffère selon le motif de mise à la retraite et éventuellement l'ancienneté.

En effet ; si les conditions d'octroi ouvrent le droit à une allocation de vieillesse ; celle-ci est déterminée selon la fonction : 1/2 du SMIG correspondant au régime de 2400 heures de travail par an.

Si les conditions d'octroi ouvrent le droit à une pension de retraite, celle-ci est déterminée comme suit :

$$\text{PR} = (\text{R} * \text{TR}) + \xi$$

Etant précisé que dans cette formule :

PR= représente la pension de retraite ;

R = représente la rémunération mensuelle servant de base pour la liquidation de la pension qui est constituée de l'ensemble des éléments permanents ainsi que les primes et indemnités soumises à contribution ;

TR = représente le taux de la pension qui ne peut en aucun cas dépasser 90% ;

ξ représente les indemnités familiales, l'indemnité de revenu unique et la rente d'invalidité (viagère ou compensatrice).

Au cas où le produit **(R * TR)** est inférieur ou égal au **Minimum Garanti (MG)** tel que fixé par l'article 39 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, ce produit n'est pas considéré comme une pension de retraite mais comme un minimum garanti de la pension fixé à 2/3 du SMIG correspondant au régime de 2400 heures de travail par an .

Ainsi, la formule suivante est toujours respectée pour le régime général :

Soit $X = R * TR$;

- ✓ Si $R * TR \leq MG$ alors $X = MG$
- ✓ Si $R * TR > MG$ et $R * TR \leq 90\% * R$ alors $X = TR * R$
- ✓ Si $R * TR > 90\% * R$ alors $X = 90\% * R$

2/ Dans le cadre des régimes spéciaux

La formule de liquidation d'une pension accordée dans le cadre de chaque régime spécial (membre de gouvernement, gouverneur, député et membre de la chambre des conseillers) est :

$$PRS = R * TRS$$

PRS = représente la pension de retraite pour un régime spécial ;

R = représente la rémunération mensuelle servant de base pour la liquidation de la pension pour le régime correspondant

TRS = représente le taux de la pension pour le régime correspondant

Les bénéficiaires d'une pension accordée dans le cadre du régime spécial ne peuvent prétendre aux indemnités familiales, l'indemnité de revenu unique et la rente d'invalidité (viagère ou compensatrice).

Les régimes spéciaux autorisent le cumul des pensions sans toutefois excéder 90% de la rémunération la plus élevée.

Le principe du cumul des pensions concerne le régime général, les régimes spéciaux et la coordination des régimes (CNSS et CNRPS).

LA RENTE D'INVALIDITE

La rente est octroyée dans le cadre du régime général, en sus de la pension de retraite, à l'agent atteint d'une invalidité physique imputable au service ou de préjudice résultant d'un accident du travail et de maladies professionnelles.

Différentes dispositions légales ont définies la rente :

- ✚ La loi n°59-18 du 5 février 1959 fixant le régime des pensions civiles et militaires de retraite ;
- ✚ -La loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- ✚ La loi n°95-56 du 28 juin 1995, portant régime particulier de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

1/La loi n°59-18 a instauré la mise à la retraite pour invalidité physique imputable au service et qui ouvre droit à une Rente Viagère d'Invalidité(RVI) a la charge de la cnrps cumulable avec la pension de retraite. Celle –ci est servie à l'agent mis à la retraite ou décédé en activité.

La formule de calcul de la rente viagère d'invalidité (RVI) se présente comme suit :

$$RVI = PR * TI$$

$$66 \% \leq TI \leq 100\%$$

$$MGP \leq (PR + RVI) \leq R$$

RVI = Rente Viagère d'Invalidité

TI= Taux d'Invalidité

PR = Pension de Retraite

R = Rémunération soumise à retenues pour pension

MGP = Minimum Garantie de la Pension

Le montant de la rente viagère d'invalidité et de la pension de retraite ne peut dépasser la limite de 100 % de la rémunération d'activité servie de base pour le calcul de la pension.

La Rente Viagère d'Invalidité(RVI) est servie à titre viager et elle est réversible au profit du conjoint survivant ainsi qu'aux orphelins mineurs bénéficiaires de la pension temporaire d'orphelins (PTO), dans les mêmes conditions et selon les mêmes taux que la pension de retraite.

La rente viagère d'invalidité(RVI) est péréquable avec les mêmes conditions cités ci-dessus.

2/ La loi n°94-28(secteur privé), applicable à partir de janvier 1995, a prévu l'attribution d'une rente compensatrice en cas d'atteinte d'une incapacité physique suite à un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

Cette rente est à la charge de la CNSS ,et depuis 2004 à la charge de la CNAM pour le secteur privé et aussi pour certains établissements publics affiliés à la CNRPS dont **la liste est en annexe**.

Lorsque l'affilié atteint l'âge légal de mise à la retraite ou décède, et si l'incapacité permanente de travail est supérieure à 66 %, la période pendant laquelle elle a bénéficié de la rente compensatrice est considérée comme si elle était une période d'activité pendant laquelle l'affilié a payé ses cotisations à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale.

La date de mise à la retraite est égale à la date de cessation d'activité.

La date de jouissance de la pension de retraite correspond à l'âge légal de mise à la retraite.

3/ La loi n°95-56(secteur public) applicable à partir de janvier 1996, a prévu l'attribution d'une rente compensatrice en cas d'atteinte d'une incapacité physique suite à un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ;et sont exclus des dispositions de cette loi les militaires et les agents des forces de sécurité intérieures et les établissements cités par la loi 94-28.

Cette rente est à la charge de l'employeur et payée par la CNRPS pour les agents de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements dont **la liste est en annexe**.

La formule de calcul de la rente compensatrice (RC) se présente comme suit :

$$RC = PR * TI$$

$$66 \% \leq TI \leq 100\%$$

$$MGP \leq (PR + RC) \leq R$$

RC = Rente compensatrice

TI= taux de l' incapacité physique

PR = Pension de retraite

R = Rémunération soumise à retenues pour pension

MGP = Minimum garantie de la pension

La victime jouit de cette rente compensatrice immédiatement après sa mise à la retraite pour invalidité.

Les indemnités compensatrices de l'incapacité permanente et du décès sont réajustées en fonction de l'évolution des salaires.

La pension de retraite est révisée lorsque la victime atteint l'âge légal de la retraite, compte tenu de la période pendant laquelle elle a bénéficié de la rente compensatrice, cette période est considérée comme si elle était une période d'activité pendant laquelle la victime a payé ses cotisations à la caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale.

La date de mise à la retraite et la date de jouissance correspondent à la date de cessation d'activité.

LES ACCESSOIRES DE PENSIONS

A / LES INDEMNITES FAMILIALES

Les indemnités familiales sont servies tous les mois par la CNRPS, en même temps que les pensions de retraite, et dans les mêmes conditions que pour les agents en activité.

1- CADRE JURIDIQUE :

- ✚ Décret du **2/02/1944** portant création de l'IF et de l'IRU au profit des agents en activité exerçant dans le secteur public ;
- ✚ Décret du **8/06/1944** instituant en Tunisie un régime d'allocation familiale
- ✚ Loi n° **81-46 du 29mai 1981** relative à la promotion et la protection des handicapés ;
- ✚ Loi n° 81-70 du 01/08/1981 étendant le bénéfice de l'indemnité de revenu unique au profit des retraités du secteur public à compter du premier mai 1981 ;
- ✚ Loi n° 85-12 du 5 mars 1985 et notamment l'article 40 portant attribution des indemnités familiales et de l'indemnité du revenu unique ;
- ✚ Décret n° 85-611 du 3 juin 1986 portant révision des taux mensuels des indemnités familiales relatives aux enfants des agents du secteur public ;
- ✚ Loi n° 88-3 du 6 mai 1988 modifiant et limitant le nombre des enfants bénéficiaires de l'indemnité familiale aux trois premiers enfants.

2- LES BENEFICAIRES :

Tout bénéficiaire de pension de retraite ou de pension de conjoint survivant ayant à sa charge des enfants peut prétendre au bénéfice des allocations familiales.

Sont exclus du bénéfice des indemnités familiales :

- ✓ les chefs de secteur ;
- ✓ les députés et les membres de la chambre des conseillers ;
- ✓ les membres de gouvernement ;
- ✓ les gouverneurs ;

- ✓ les bénéficiaires uniquement d'une solde de réforme.

3- CONDITIONS D'ATTRIBUTION :

A compter du **1^{er} janvier 1989** et en vertu de la **loi n° 88-39 du 06/05/1988**, le nombre des enfants ouvrant droit à l'indemnité familiale est fixé aux trois premiers. Le 4^{ème} enfant déjà bénéficiaire des indemnités familiales avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la **loi n° 88-39** sus-indiquée continue d'en bénéficier et ce en application du principe général de maintien des droits acquis.

Toutefois cette limitation ne concerne pas :

Les enfants handicapés : article 18 **de la loi n° 81-46 du 29-05-81** qui prévoit le bénéfice des indemnités familiales pour ces enfants quelque soit leur âge et leur rang.

En cas de décès survenu parmi les 3 premiers enfants bénéficiaires de l'indemnité familiale, le droit peut être étendu au 4^{ème} enfant.

L'âge limite des enfants ouvrant droit à cette indemnité est fixé à 16 ans.

Cependant cet âge est susceptible d'être reculé à :

- ✓ 18 ans pour les enfants poursuivant des cours d'apprentissage, et ce durant la période du contrat d'apprentissage dûment visé par l'Agence de l'emploi,
- ✓ 21 ans pour les enfants poursuivant des études secondaires, supérieures ou des cours de formation professionnelle dans les établissements publics.

Cette limite d'âge n'est pas exigée pour les enfants handicapés.

4- LES ENFANTS A CHARGE :

Sont considérés comme enfants à charge, les enfants à qui l'affilié assure d'une manière effective et permanente le logement, la nourriture et l'habillement, il s'agit en l'occurrence :

- ✓ des enfants légitimes : issus d'un mariage établi conformément au code du statut personnel ;
- ✓ des enfants reconnus : enfants naturels reconnus dans les conditions prévues par l'article 70 du code de statut personnel ;
- ✓ des enfants adoptés, tels que définis conformément aux dispositions des articles 8 et suivant la loi du 4 mars 1958, relative à l'adoption ;
- ✓ des enfants sous tutelle officieuse : désignés par un jugement.

5- JOUISSANCE :

Le droit à l'indemnité familiale prend effet à partir de la date de jouissance de la pension de retraite.

Pour les enfants nés après la mise à la retraite, le droit à cette indemnité commence le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'enfant est né.

Pour les enfants handicapés déclarés après la mise à la retraite, le paiement de cette indemnité commence à partir de la date d'effet de la carte d'handicapé.

En cas de présentation tardive des pièces servant des droits à l'IF (enfant à charge, nouveau né ou enfant handicapé) le retraité ne peut bénéficier de ces indemnités qu'au titre de deux ans précédant la date de dépôt de la demande.

6- PAIEMENT

L'indemnité familiale est cumulée avec le montant net de la pension de retraite et payée mensuellement avec cette dernière.

Toutefois, elle est payée directement :

- ✓ à la mère, au cas où celle-ci est divorcée et ayant obtenue la garde de ses enfants ;
- ✓ à la personne à qui la garde des enfants a été confiée.

RANG (des enfants bénéficiaires de l'IF)	TAUX (mensuel de l'IF)
Premier enfant	D. 7,320
Deuxième enfant	D. 6,507
Troisième enfant	D. 5,693
Au delà du troisième enfant	D. 4,880

7- CESSATION DE PAIEMENT

Le paiement de l'indemnité familiale est maintenu jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant cesse d'avoir droit à cette prestation. Cette cessation de droit intervient dans les cas suivants :

- ✓ limite d'âge légal -21 ans- pour les enfants scolarisés ;
- ✓ limite d'âge légal -16 ans- pour les enfants non scolarisés ;
- ✓ limite d'âge légal -18 ans- pour les enfants poursuivant des cours d'apprentissage ;
- ✓ interruption des études pour les enfants dont l'âge est supérieur à 16 ans;

- ✓ l'emploi de l'enfant handicapé ;
- ✓ décès d'un enfant bénéficiaire de l'IF.

8- CONSTITUTION DU DOSSIER

8-1 Enfant à la charge du pensionné :

L'intéressé est tenu de présenter à la CNRPS les pièces suivantes :

- ✓ des extraits de naissance des enfants ouvrant droits à l'indemnité familiale ;
- ✓ un certificat de présence pour chaque enfant scolarisé et dont l'âge est compris entre 16 et 21 ans ;
- ✓ une copie du contrat d'apprentissage pour chaque enfant poursuivant des cours de formation professionnelle et dont l'âge est compris entre 16 et 18 ans ;
- ✓ une copie de la carte d'handicapé pour chaque enfant présentant un handicap ;
- ✓ une déclaration sur l'honneur de non emploi pour l'enfant handicapé.

Les pièces relatives à l'IF peuvent être fournies avec le dossier de mise à la retraite.

8-2 Enfant à la charge d'une mère divorcée ou d'un tuteur légalement désigné :

En sus des pièces ci-dessus mentionnées, il est demandé :

- ✓ un acte de divorce ;
- ✓ un acte de tutelle ;
- ✓ une copie de la carte d'identité ;
- ✓ l'adresse personnelle et le mode de paiement choisi ;
- ✓ une attestation de non bénéfice de l'indemnité familiale pour les femmes exerçant une fonction.

B/ L'INDEMNITE DE REVENU UNIQUE

L'indemnité de revenu unique est versée au pensionné ayant à sa charge une famille comportant au moins un enfant mineur ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité familiale et disposant d'un seul revenu, elle peut de ce fait être servie à :

- ✓ un retraité disposant d'un seul revenu ;
- ✓ une femme retraitée et dont le conjoint est atteint par une incapacité physique ayant mis son mari dans l'impossibilité d'exercer une fonction (cette femme est dans ce cas, forcément employée et son mari ne perçoit ni un revenu d'activité ni une pension de retraite ou d'invalidité) ;

- ✓ un (e) veuf (ve) ayant obtenu la garde de ses enfants et disposant d'un seul revenu à savoir la pension de conjoint survivant.

1- CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'indemnité de revenu unique est servie aux retraités ayant rempli les conditions suivantes :

- ✓ Avoir constitué une famille : marié, veuf ou divorcé ;
- ✓ Avoir au moins un seul enfant à charge au titre duquel il perçoit l'indemnité familiale ;
- ✓ Avoir un seul revenu.

2- LIQUIDATION

L'indemnité de revenu unique est liquidée et servie dans les mêmes conditions et les mêmes modalités que l'indemnité familiale.

Nombre des enfants bénéficiaires de l'IF	Montant mensuel de l'IRU
un enfant	D. 3,125
Deux enfants	D. 6,250
trois enfants	D. 7,825

REMARQUE

Dans le cas de divorce l'IRU est partagé proportionnellement au nombre des enfants à charge.

3- PAIEMENT

L'indemnité de revenu unique est intégrée dans le montant de la pension de retraite, sauf si la mère est divorcée et qu'elle ait obtenu la garde de ses enfants ; dans ce dernier cas elle perçoit directement la prestation.

4- CESSATION DE PAIEMENT

Le paiement de l'indemnité de revenue unique est maintenu jusqu'à la fin du mois au cours duquel :

- ✓ l'enfant cesse d'avoir droit à l'indemnité familiale ;
- ✓ l'emploi du conjoint ;
- ✓ les conjoints ayant acquis le droit à une pension de retraite ;
- ✓ le droit à l'IF est totalement éteint.

5-CONSTITUTION DES DOSSIERS

Une déclaration sur l'honneur de non activité du conjoint renouvelable annuellement.

LE CAPITAL-DECES

Le capital décès est une prestation sociale servie au profit d'ayants droit suite au décès de l'assuré social.

1/ CADRE JURIDIQUE

- ✚ Décret n° 74-572 du 22 mai 1974 (pour les affiliés décédés avant le 01-07-1993) ;
- ✚ Décret n° 93-308 du 1^{er} février 1993 fixant le nouveau régime du capital décès et qui prend effet à partir du 1^{er} juillet 1993 ;
- ✚ Loi n°2010-39 du 26-07-2010, portant unification de l'âge de la majorité Civile ;
- ✚ Circulaire du premier ministre n°12 du 15-02-1993 portant sur la modalité d'adhésion aux nouveaux régimes de capital décès ;
- ✚ Circulaire du premier ministre n°25 du 30-04-1993 portant sur l'application des nouveaux régimes du capital décès ;
- ✚ Lettre n°21627 du 29-04-2008, émanant du ministère des affaires sociales et étendant l'affiliation au régime du capital décès aux bénéficiaires d'une allocation de vieillesse ;
- ✚ Lettre n°20437 du 23-02-2011, émanant du ministère des affaires sociales et fixant l'âge maximum pour l'octroi du capital décès.

2/ REGLES DE GESTION

- ✓ Le capital décès est servi aux ayants droit d'un affilié décédé ;
- ✓ Il est traité suite à la liquidation de la pension de réversion et/ou des pensions temporaires d'orphelins –PTO– ou traité seul au profit des ascendants en l'absence de conjoint survivant et des enfants ;
- ✓ Les agents publics avaient la possibilité d'opter pour l'une des deux branches suivantes :
 - Le régime général où la cotisation est calculée sur la base de tous les éléments de la rémunération, soumis à retenue pour pension;
 - Le régime facultatif transitoire où la cotisation est calculée uniquement sur le salaire de base.
- ✓ Pour les affiliés décédés avant le 01-07-1993, le capital décès est liquidé comme prévu par le décret n°74-572 du 22 mai 1974, sur la base de la dernière rémunération servant de base pour la liquidation de la pension de retraite ;

- ✓ Pour les affiliés décédés après le 01-07-1993, le capital décès est liquidé selon le régime adopté par l'affilié de son vivant ;
- ✓ Le capital décès est servi aux bénéficiaires après déduction de toutes les créances du défunt envers la caisse ;
- ✓ Pour les décédés cumulant plusieurs pensions de retraite dans le cadre de plusieurs régimes de retraite, le calcul du montant du capital décès est basé sur le principe de la totalisation des années de services et de la proratisation ;
- ✓ Sont prises en compte dans la majoration pour ancienneté les années de services cotisés ou régularisés ; ce qui exclu les services validés ,transférés ,effectués en qualité de militaire appelé ainsi que les années qui ont fait l'objet de bonification .

3/ SPECIFICITES DES REGIMES DE CAPITAL DECES

A-Régime transitoire :

Désignations	Affilié en activité	Affilié retraité
Taux des cotisations	1% du salaire de base	0.5% du produit brut de la pension
Assiette de liquidation du capital décès	Dernier salaire de base perçu	salaire de base pris en compte à la date de la mise à la retraite pour la liquidation de la pension

B-Régime général :

Désignations	Affilié en activité	Affilié retraité
Taux des cotisations	1% de la rémunération soumise à retenue pour pension	0.5% du produit brut de la pension
Assiette de liquidation du capital décès	Rémunération –R– soumise à retenue pour pension	Assiette de la pension

3-1 L'OPTION POUR LE REGIME TRANSITOIRE

L'option pour ce régime est effective pour les affiliés en activité qui ont présenté une demande avant le 31 mars 1993.

3-2 L'OPTION POUR LE REGIME GENERAL

Le régime général du capital décès couvre tous les affiliés admis à la retraite et ceux qui n'ont pas présenté de demandes d'option pour le régime transitoire dans les délais requis et les affiliés recrutés après le 01 juillet 1993.

3-3 RENONCIATION A L'OPTION POUR LE REGIME TRANSITOIRE

Les agents qui ont opté, pour la branche facultative transitoire, c.à.d. ceux qui ont demandé que la retenue au titre du capital-décès soit effectuée uniquement sur le salaire de base, peuvent renoncer à leur option en demandant d'adhérer à la branche générale, à condition de supporter la différence des contributions concernant la période située entre le 1er juillet 1993 et la date de la demande d'adhésion à la branche générale.

4/ LES AFFILIES AU REGIME DU CAPITAL DECES

Sont affiliés au régime du capital décès, les agents du secteur public ci-après désignés quelles que soient leur situation administrative, les modalités de paiement de leur rémunération, leur sexe et leur nationalités:

1. Les agents de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;
2. Les membres du gouvernement, les députés, les membres de la chambre des conseillers et les gouverneurs durant la période d'exercice de leur fonction et jusqu'à la cessation du paiement de leurs émoluments ;
3. Les agents des établissements publics à caractère industriel et commercial et les sociétés nationales dont la liste est fixée par le décret n°85-1025 du 29 août 1985 ainsi que tous les textes qui l'ont complété ;
4. Les personnels retraités titulaires d'une pension de retraite ou d'une allocation de vieillesse servie par la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale à l'exclusion des personnels titulaires d'une solde de réforme ou d'une pension au titre d'un régime subventionné.

5/ LES BENEFICIAIRES DU CAPITAL DECES

Ont droit au paiement du capital -décès quels que soient l'origine, le moment ou le lieu du décès:

1- Le conjoint non divorcé de l'affilié décédé ;

2- Les enfants à charge de l'affilié et quel qu'en soit le nombre au moment du décès. Sont considérés comme enfants à charge, tous les enfants légitimes de l'affilié décédé Issus d'un mariage établi conformément au code du statut personnel, les enfants reconnus dans les conditions prévues par le code du statut personnel, les enfants adoptés tels que définis conformément aux dispositions des articles 8 et suivant de la loi du 4 mars 1958 relative à la l'adoption.

Les enfants doivent être âgés de moins de seize ans.

Cet âge est susceptible d'être reculé à la majorité (18 ans) pour les enfants poursuivant des études dans un établissement public ou privé à la condition qu'ils n'occupent pas un emploi rémunéré(l'année scolaire étant considérée du 1^{er} octobre au 30septembre de l'année).

Il n'est pas tenu compte de l'âge pour les enfants qui, par suite d'infirmités ou de maladies incurables, sont dans l'impossibilité permanente et absolue de se livrer à un travail salarié.

3- Les ascendants à charge en cas d'absence de conjoint et des enfants ouvrant droit au capital décès. Sont considérés comme ascendants à charge les ascendants remplissant les conditions suivantes:

- être âgés de 55 ans au moins au moment du décès de l'affilié ;
- ne pas être couvert par un régime de sécurité sociale ;
- ne pas avoir de revenu permanent ou avoir un revenu non imposable.

La condition d'âge n'est pas exigée pour les ascendants infirmes ou atteints d'une maladie grave les rendant incapables de subvenir à leurs besoins.

6/ CONDITIONS DE JOUISSANCE

Peuvent prétendre au bénéfice du capital- décès, les ayants droit d'un agent se trouvant au moment de son décès en activité ou à la retraite.

L'article 4 du décret n° 93-308 du 01/02/1993 a élargi les conditions d'attribution du capital décès, en précisant que le bénéfice du dit régime demeure acquis lorsque l'affilié se trouve au moment de son décès, dans l'une des positions administratives suivantes :

- en activité ou maintenu en activité après l'âge légal de retraite ;
- en détachement ;
- en disponibilité autre que pour convenances personnelles ;
- sous drapeaux, sauf le cas de décès survenu en service comportant la concession d'une pension militaire ;
- en congé normal ou de maladie ou de longue durée ;
- suspendu de ses fonctions par mesure disciplinaire ;
- en congé sans solde ;
- retraité à jouissance différée prévue par des dispositions particulières (ex : certains cas de CAREP).

En conséquence, sont exclus du bénéfice du capital décès les ayants droit d'un affilié décédé en position de démission ou de révocation.

7/ MODALITES DE CALCUL DU CAPITAL DECES

En cas de décès d'un agent public, les ayants-droit bénéficient d'une indemnité égale au salaire annuel.

Le montant du capital-décès ainsi déterminé est majoré d'un douzième par année de service ou d'activité, sans que cette majoration puisse excéder la rémunération de 18 mois.

Toute période supérieure à 6 mois est comptée pour un an, toute fraction inférieure à 6 mois est négligée.

En outre, le montant de l'indemnité du capital- décès est augmenté de 10% par enfant à charge. La dite indemnité est doublée lorsque le décès de l'agent en activité est survenu accidentellement, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou d'un accident de la circulation.

En cas de décès à la retraite, le taux de capital décès à servir aux ayants droit dépend de la l'âge de l'affilié.

Dans tout les cas, le montant du capital –décès ne peut jamais être inférieur au salaire minimum annuel interprofessionnel garanti – SMIG-applicable à la date de décès, aussi bien pour les actifs que pour les retraités.

7-1/ DANS LE CADRE DU REGIME GENERAL DU CAPITAL DECES

Le montant du capital décès à servir aux ayants droit est fonction des éléments suivants :

- la rémunération annuelle ;
- la majoration d'ancienneté ;
- la majoration pour enfants à charge.

7-1-1/ LA REMUNERATION ANNUELLE « R »

Pour tout affilié, le capital décès est calculé sur la base de la rémunération brute annuelle arrêtée à la date du décès et servant de base pour la liquidation de la pension.

Pour les bénéficiaires des régimes spéciaux, la rémunération annuelle représente le montant annuel des émoluments ou de l'indemnité parlementaire à la date du décès et servant de base pour la liquidation de la pension.

N.B : Les indemnités octroyées au défunt après son décès au titre de la péréquation ne sont pas prises en compte pour le capital décès.

7-1-2/MAJORATION D'ANCIENNETE « MA »

A la rémunération annuelle du défunt, s'ajoute une majoration d'ancienneté.

Sont prises en compte dans la majoration pour ancienneté les années de services :

- Cotisés ;
- Effectués dans le cadre de détachement auprès d'un établissement affilié à la CNRPS ;
- Effectués et régularisés dans le cadre de détachement auprès d'un établissement non affilié à la CNRPS ;
- Régularisés pour les agents publics mis en position de détachement pour exercer dans le cadre de la coopération technique et ayants optés pour le maintien de leur affiliation au x régimes d'assurance maladie et de capital décès ;
- Régularisés dans le cadre des positions de mise en disponibilité.

La dite majoration est égale au douzième du montant annuel par année de services effectifs, sans qu'elle puisse excéder la rémunération de 18 mois.

La période supérieure ou égale à six mois est arrondie à un an, la fraction inférieure à six mois est négligée.

Le coefficient de pondération « MA » qui est le nombre d'années de services effectifs peut être.

- égal ou supérieur à zéro ;
- égal ou inférieur à 18.

7-1-3-/MAJORATION POUR ENFANTS A CHARGE « ME »

Le montant du capital-décès obtenu après la majoration d'ancienneté est de nouveau majoré de **10%** par enfant à charge et quel qu'en soit le nombre.

7-1-4/ CALCUL DU CAPITAL DECES

Formule générale : $CD = R + MA + ME$

A/Majoration d'ancienneté « MA »

Soit NA, le nombre d'années de services effectifs : $0 \leq NA \leq 18$

$$MA = \frac{R * NA}{12}$$

Les valeurs extrêmes (minimum et maximum) de MA sont :

$$0 \leq NA \leq \frac{18 R}{12} \leftrightarrow 0 \leq MA \leq 1,5 R$$

Le montant du capital décès « CD1 » avant majoration pour enfant est exprimée par la formule suivante :

$$CD1 = R + MA = R + \frac{RNA}{12} = \frac{R(12 + NA)}{12}$$

➤ **Cas d'un défunt qui a une période de services effectifs inférieure à 6 mois**
 $NA = 0 \rightarrow CD1 = R$

➤ **Cas d'un défunt qui a 18 ans ou plus de services effectifs**
 $NA = 18 \rightarrow CD1 = R + \frac{18 R}{12}$

$$CD1 = \frac{30R}{12} = \frac{5R}{2} = 2,5 R$$

Les valeurs extrêmes (minimum et maximum) de CD1 sont :

$$R \leq CD1 \leq 2.5 R$$

B/ Majoration pour enfant(s) à charge « ME »

n: Nombre d'enfants à charge

$$ME = CD1 * 0,1 n \rightarrow ME = \frac{R(12 + NA) * 0,1 n}{12}$$

➤ **Le défunt n'a pas laissé d'enfant à charge :**

$$ME=0$$

➤ **Le défunt a laissé (n) enfant(s) à charge :**

$$ME = CD1 * 0,1 n = \frac{R(12 + NA) * 0,1 n}{12}$$

C/ Formule Générale Développée

$$CD = R + MA + ME$$

$$CD = R + \frac{RNA}{12} + \frac{R(12 + NA) * 0,1 n}{12} \rightarrow CD = \frac{(12R + RNA) + (12 R + RNA) * 0,1 n}{12}$$

$$CD = \frac{(12R + RNA)(1 + 0,1 N)}{12}$$

$$CD = \frac{(12R + RNA)(1 + 0,1 n)}{12}$$

$$CD = \frac{R(12 + NA)(1 + 0,1n)}{12}$$

Valeur minimale de « CD »

Le défunt a travaillé une période inférieure à 6 mois et n'a pas laissé d'enfant à charge.

$$CD = R$$

Valeur maximale de « CD »

Le défunt a travaillé plus de 18 ans de services effectifs et a laissé (n) enfants à charge :

$$CD = \frac{12R + 18R}{12} + \frac{30R \cdot 0,1n}{12} \rightarrow CD = \frac{R(12+18)(1+0,1n)}{12}$$

$$CD = 5R(1 + 0,1n) = 2,5R(1 + 0,1n)$$

D/Capital décès à servir

Décès en activité

➤ Décès naturel : $CD = R + MA + ME = CDI + ME$

$$CD = \frac{R(12 + NA)(1 + 0,1n)}{12}$$

➤ Décès suite à un accident (de circulation ou de travail) :

$$CD = 2 (CDI + ME)$$

$$CD = \frac{2(12 + NA)(1 + 0,1n)}{12} \rightarrow CD = \frac{R(12 + NA)(1 + 0,1n)}{6}$$

Toutefois, il convient de préciser que conformément à l'article 6 du décret n° 93-308 du 01/02/1993, le taux (200 %) ne s'applique pas pour les retraités décédés suite à un accident.

Décès à la retraite :

La méthode de calcul de capital décès est la même pour le décès en activité que pour le décès à la retraite, cependant le taux à servir aux ayants droits d'un retraité varie selon l'âge du décédé :

Age du décédé	Taux
moins de 70 ans	50%
de 70 à 75 ans	40%
de 75 à 80 ans	30%

de 80 à 85 ans	20%
Plus de 85 ans	10%

7-2/DANS LE CADRE DU REGIME TRANSITOIRE DU CAPITAL DECES

Dans le cadre du régime transitoire, le montant du capital décès est calculé en fonction du salaire de base.

En effet, les trois éléments entrant dans le calcul de cette prestation sont les suivants :

- salaire de base ;
- la majoration d'ancienneté ;
- la majoration pour enfant à charge.

7-2-1/ SALAIRE DE BASE « SB »

Pour toutes les catégories d'affiliés actifs ayant optés pour ce régime, le traitement de base est pris en considération pour le calcul du capital décès, toutes les indemnités et les primes sont exclues.

Pour les pensionnés ayant optés pour ce régime, le salaire de base considéré pour la liquidation de la pension à la date de la mise à la retraite est pris en considération pour le calcul du capital décès.

7-2-2/MAJORATION D'ANCIENNETE « MA »

Au salaire de base annuel du défunt, s'ajoute la majoration d'ancienneté comme décrite précédemment.

7-2-3/ MAJORATION POUR ENFANT A CHARGE « ME »

Le taux du capital-décès obtenu après majoration d'ancienneté est de nouveau majoré de 10 % par enfant à charge.

7-2 -4/ CALCUL DU CAPITAL DECES « CD »

Les mêmes formules indiquées ci-haut sont appliquées pour le calcul du capital décès dans le cadre du régime transitoire.

7-3 CALCUL DU CAPITAL DECES EN CAS DE CUMUL DE PENSIONS PROVENANT DE REGIMES DE RETRAITE DIFFERENTS

Le calcul du capital décès est effectué en appliquant le principe de la totalisation des années de services et de la proratisation.

Soient :

Eléments de calcul	REGIME 1	REGIME 2	REGIME
Rémunération annuelle brute	R1	R2	R3
Majoration pour ancienneté	MA1	MA2	MA2
Nombre d'années de service	N1	N2	N3
Majoration pour enfants à charge	ME1	MEA2	ME3
Nombre d'enfants	n	n	n

OPP : Opposition à prélever, du montant du capital décès, au titre :

- ❖ des prêts logements, véhicule, et personnel;
- ❖ de la validation;
- ❖ d'une avance sur capital décès;
- ❖ de loyer, des charges locatives et de la vente des locaux...

7.3-1 Capital Décès Théorique (CDT)

Le capital décès théorique est calculé en supposant que toutes les années de services ont été effectuées dans le cadre d'un seul régime.

REGIME 1

$$CDT1 = R1 + MA1 + ME1 = R1 \frac{(12 + (N1 + N2 + N3)(1 + 0,1n))}{12}$$

REGIME 2

$$CDT2 = R2 + MA2 + ME2 = R2 \frac{(12 + (N1 + N2 + N3)(1 + 0,1n))}{12}$$

REGIME 3

$$CDT3 = R3 + MA3 + ME3 = R3 \frac{(12 + (N1 + N2 + N3)(1 + 0,1n))}{12}$$

7.3-2 Capital Décès Proratisé

$$CD1 = CDT1 \frac{N1}{N1+N2+N3} = R1 \frac{(12+(N1+N2+N3)(1+0,1n))}{12} \frac{N1}{N1+N2+N3}$$

$$CD2 = CDT2 \frac{N1}{N1+N2+N3} = R2 \frac{(12+(N1+N2+N3)(1+0,1n))}{12} \frac{N1}{N1+N2+N3}$$

$$CD3 = CDT3 \frac{N1}{N1+N2+N3} = R3 \frac{(12+(N1+N2+N3)(1+0,1n))}{12} \frac{N1}{N1+N2+N3}$$

Le capital décès calculé en prorata

$$CD=CD1+CD2+CD3 - OPP$$

7-4 CALCUL DU CAPITAL DECES EN CAS DE COORDINATION DE REGIMES

Le calcul du capital décès est effectué en appliquant le principe de la totalisation des années de services et de la proratisation. Ainsi, une part du capital décès est servie compte tenu de la rémunération et des années de services effectuées dans le secteur public lorsque la CNRPS est la dernière caisse d'affiliation. Le capital décès est recalculé en appliquant le principe de la totalisation des années de services et de la proratisation après la réception des données concernant la part à supporter par la CNSS.

8/ LES OPPOSITIONS SUR LE CAPITAL DECES

Le capital décès tel qu'il est déterminé peut faire l'objet de déductions au titre des retenues et des créances dues par le défunt à la CNRPS et ce avant le partage des parts revenants aux ayants droit.

Il s'agit notamment de :

- ✓ reliquat d'un prêt accordé par la caisse au défunt ;
- ✓ reliquat de règlement des cotisations dues au titre de la validation ou de régularisation de services ;
- ✓ arriéré de règlement de loyer ou de charges locatives ;
- ✓ reliquat des cotisations dues au titre des régimes de retraite ;

- ✓ pensions servies et encaissées à tort .

L'avance sur capital décès servie est déduite de la quote-part de la veuve.

9/ LE PARTAGE DU CAPITAL DECES ENTRE LES AYANTS DROIT

Le capital décès ainsi calculé est réparti entre les ayants droit du défunt dans les conditions ci-après précisées.

- **LE DEFUNT A LAISSE UN (DES) CONJOINT (S) ET DES ENFANTS A CHARGE**
 - un tiers du capital décès est servi au conjoint ;
 - deux tiers du capital décès sont servis aux enfants à charge.
- **LE DEFUNT A LAISSE UN (DES) CONJOINT (S) SANS ENFANTS**

Le capital décès est servi en totalité au conjoint non divorcé.

En cas d'existence de deux ou plusieurs conjoints, le capital décès est réparti entre elles à parts égales.
- **LE DEFUNT A LAISSE SEULEMENT DES ENFANTS A CHARGE**

La totalité du capital décès est attribuée aux enfants à charge à parts égales.
- **LE DEFUNT A LAISSE SEULEMENT DES ASCENDANTS**

A défaut des conjoints non divorcés et des enfants à charge pouvant prétendre à l'attribution du capital décès, et sous réserve des conditions initialement citées, cette prestation est répartie à parts égales entre les ascendants. Si l'un des ascendants ne remplit pas les conditions exigées, le capital décès est servi en totalité à l'autre ascendant.

10/ REVISION DU CAPITAL DECES

Le capital-décès peut faire l'objet d'une révision et éventuellement d'un complément, essentiellement suite à :

- ✓ La péréquation ou mise à jour tardive des tables relatives aux rémunérations servant à la liquidation des pensions ;
- ✓ La révision des services pour les agents ayant exercé pour une période inférieure à 18 ans ;
- ✓ L'ouverture de droit pour un enfant handicapé ;
- ✓ La déclaration tardive de l'accident ;

- ✓ La naissance d'un enfant posthume. Il convient de préciser qu'à titre dérogatoire, les enfants posthumes – dont la naissance est intervenue dans les 300 jours suivant la date de décès du défunt – ont également droit à une majoration complémentaire de 10 % calculée sur la base du montant de la rémunération annuelle, et compte tenu des douzièmes au titre des annuités de services ou d'activité. Néanmoins, ces derniers, s'ils ont droit à cette majoration complémentaire de 10 % sont écartés de la répartition.

11/ L'AVANCE SUR CAPITAL DECES

Une avance sur capital décès peut être servie sur présentation d'une demande au nom du conjoint accompagnée d'un extrait de décès de l'affilié.

Son montant est fixé à :

- ✓ 800D en cas de décès en activité ;
- ✓ 560D en cas de décès à la retraite ;

L'avance sur capital décès peut être servie avant la liquidation de la pension de réversion.

L'avance sur capital décès est servie au nom du conjoint par chèque bancaire.

12/ MODALITES DE PAIEMENT

Le quote-part de chacun des ayants droit fait l'objet d'un paiement distinct ainsi :

- ✓ Le quote-part du conjoint survivant, est virée directement à son profit dans son compte courant bancaire ou postal ;
- ✓ Le quote-part des enfants mineurs bénéficiaires fait l'objet d'un chèque global recommandé au nom du tuteur – légal ou judiciaire – et sur lequel on mentionne les noms de ces enfants. Ledit chèque est transmis au juge cantonal du lieu de la circonscription du domicile ;
- ✓ Le quote-part des ascendants est mandaté directement, et séparément au nom de ces derniers, ou virée dans leurs comptes courants bancaires ou postaux.

13/ CONSTITUTION DU DOSSIER

L'étude de droit et la liquidation du capital décès se font sur la base du dossier de la pension de réversion et/ou des pensions temporaires d'orphelins.

Des pièces complémentaires sont exigées en cas de décès suite à un accident ou le cas dont les ayants droit sont des ascendants.

13-1 LE DEFUNT A LAISSE UNIQUEMENT UN (DES) UN (DES) CONJOINT (S)

Les pièces constitutives du dossier de pension de réversion sont celles qui vont servir pour la liquidation du capital décès et qui sont les suivantes :

- acte de notoriété de décès ;
- extrait de naissance du conjoint mentionnant son état matrimonial ;
- copie de la C I N ;
- imprimé CNRPS, mentionnant l'adresse, le mode de paiement et indiquant si le conjoint bénéficie ou non d'une autre pension.

13-2 LE DEFUNT A LAISSE UN CONJOINT ET DES ORPHELINS

En sus du dossier de la pension de réversion du conjoint survivant les ayants droit doivent fournir les pièces suivantes :

- extrait de naissance pour chaque orphelin âgé de moins de 18 ans ;
- certificat de scolarité pour les enfants âgés entre 16 et 18 ans ;

13-3 LE DEFUNT A LAISSE UNIQUEMENT DES ENFANTS

En sus du dossier des orphelins, le dossier doit comporter les pièces suivantes :

- acte de tutelle pour les enfants âgés de moins de 18ans ;
- photocopie de la carte d'identité du tuteur ;
- adresse du tuteur.

13-4 LE DEFUNT A LAISSE UNIQUEMENT DES ASCENDANTS

A défaut de conjoint(s) et d'orphelins à charge, les ascendants sont admis à faire prévaloir leurs droits pour l'octroi d'un capital décès en présentant les pièces suivantes :

- acte de notoriété de décès ;
- extrait de naissance pour chaque ascendant ;
- attestations certifiant le non couverture des ascendants par un régime de sécurité sociale ;
- certificat médical pour les pères et mères âgés de moins de 55 ans à la date du décès et atteints d'une invalidité physique ou d'une maladie grave ou incurable les rendant incapables d'exercer une profession quelconque, et de subvenir à leurs besoins. Ce certificat est établi par un médecin de la santé publique, ou par un médecin assermenté ;
- Déclarations de revenus pour chaque ascendant.

En cas où le décédé est un affilié en activité, le dossier de capital décès doit comporter en sus des pièces ci-dessus indiquées un relevé de service.

13-5 DECES SUITE A UN ACCIDENT

➤ **Accident de circulation**

Lorsque le décès survient suite à un accident de circulation le conjoint doit produire le rapport circonstancié de l'accident, et un certificat médical précisant que le décès est imputable à l'accident et un engagement de non conciliation avec la compagnie d'assurance de tiers responsable.

➤ **Accident de travail**

Lorsque le décès survient suite à un accident de travail, l'organisme employeur doit produire également le rapport administratif établissant l'imputabilité du décès au service et la déclaration faite par les autorités compétentes à savoir la police et un certificat médical.

Tout le dossier doit être examiné par la commission de réforme relevant de la CNRPS.

Pour les agents relevant des EPIC, l'accident de travail est concrétisé par un jugement.

Pour les militaires et les agents actifs du Ministère de l'intérieur, l'accident de travail est justifié par un arrêté ministériel.

REGLES DES RETENUES ET OPPOSITIONS SUR PENSIONS

1/ INTRODUCTION

Le droit à pension constitue sur le plan purement juridique, un droit personnel, incessible et insaisissable.

Toutefois la pension et certaines prestations servies par la caisse sont assujetties à des retenues légales au titre des charges sociales et de l'impôt sur les revenus.

En outre, l'article 49 de la loi n° 85- 12 du 5 mars 1985 prévoit d'une manière explicite l'interdiction d'opérer une saisie ou opposition sur la pension de retraite ou de conjoint survivants sauf, à titre limitatif, dans les cas ci-après :

- ✓ Débets (dettes) envers l'Etat, les collectivités publiques locales et les Etablissements Publics ;
- ✓ Créances privilégiées prévues par le code de droits réels ;
- ✓ Obligations alimentaires prévues aux articles 38, 43, 45,46 et 45 du code de statut personnel.

2/ PRESTATIONS ASSUJETTIES AUX RETENUES ET OPPOSITIONS :

Les prestations assujetties aux diverses retenues et oppositions sus-indiquées sont :

- ✓ les pensions de retraite ;
- ✓ les pensions de conjoints survivants ;
- ✓ les pensions provisoires (exemple en cas de disparition du pensionne...) ;
- ✓ les soldes de réforme ;
- ✓ les pensions temporaires d'orphelins (en l'absence du conjoint survivant);
- ✓ les allocations de vieillesse.

3/ PRESTATIONS NON ASSUJETTIES AUX RETENUES ET OPPOSITIONS :

Les prestations non assujetties aux diverses retenues et oppositions sus-indiquées sont :

- ✓ la pension alimentaire (opposition sur la pension) ;

- ✓ la rente viagère ;
- ✓ la rente compensatrice ;
- ✓ les pensions temporaires d'orphelins PTO ($\leq 10\%$) ;
- ✓ les allocations familiales (IRU, IF) ;
- ✓ les frais funéraires.

4/ CLASSIFICATION DES OPPOSITIONS ET RETENUES A LA SOURCE :

Les diverses retenues et oppositions pouvant être pratiquées d'une manière légale sur les prestations sont classées par ordre logique de leur traitement, dans les trois groupes ci-après :

- ✓ les retenues pour charges sociales (RS) ;
- ✓ les retenues au titre de l'impôt ou dites IRPP;
- ✓ les oppositions engagées notamment pour le recouvrement :
 - des dettes envers l'Etat, les collectivités publiques locales et les établissements publics (R O 1) ;
 - des créances privilégiées (RO2) ;
 - des obligations alimentaires (RO3).

4.1 RETENUES POUR CHARGES SOCIALES :

Sont considérées comme retenues pour charges sociales et doivent être, par conséquent, appliquées directement sur le montant brut des prestations précitées :

- ✓ la retenue au titre de l'assurance maladie (Rs1) ;
- ✓ la retenue au titre du capital décès (Rs2) ;
- ✓ la retenue pour régularisation de la rémunération (Rs3) ;
- ✓ la retenue au titre des validations de services et régularisation de périodes (Rs4) ;

a) Assurance maladie (R s 1)

Cette retenue est fixée à un taux du montant brut de la pension.

$R s 1 = (PB \times \text{taux en vigueur de la cotisation au titre du régime de l'assurance maladie}) .$

b) Capital décès (Rs2)

Cette retenue est fixée à 0,50% du montant brut de la pension. Elle ne doit pas, cependant, être appliquée sur la pension de conjoint survivant, les PTO.

$Rs2 = (PB \times 0,5\%)$

c) Régularisation d'un élément de la rémunération prise en compte dans la pension (Rs3)

c-1 Régularisation d'un élément de la rémunération prise en compte dans la liquidation de la pension (Rs3-1)

Selon les dispositions de l'article 36 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985.- La pension est liquidée sur la base de la dernière rémunération perçue par l'agent mis à la retraite et ayant fait l'objet de retenues au titre des contributions, au profit de la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale pendant une période minimum de trois ans. En cas de non paiement des contributions relatives à la totalité de la période sus indiquée, la Caisse procédera, à l'occasion de la liquidation de la pension au décompte et au recouvrement des montants des contributions afférentes à la période restante et dont la charge incombe respectivement au bénéficiaire de la pension et à l'employeur, la période de perception de ce montant ne doit pas dépasser 36 mois.

Conformément à la lettre du Ministre des Affaires Sociales n°20546 du 5 février 1990, cette retenue doit être déterminée en tenant compte des retenues déjà versées c'est-à-dire sur la base de la différence entre la rémunération prise en compte dans la liquidation de la pension et la rémunération perçue immédiatement, avant la période en question.

Ainsi, lorsque la valeur de l'un des éléments pris en compte pour la liquidation de la pension n'a pas fait l'objet de cotisation au titre du régime de retraite pendant 36mois ; une régularisation est appliquée.

Cette régularisation consiste à calculer les cotisations dues au titre de la différence entre les montants servis de la même indemnité pour atteindre les 36 mois qui précèdent la date de la mise à la retraite ou de la date de la fin d'exercice de la situation la plus avantageuse.

Les cotisations dues, calculées selon les taux en vigueur sont mis à la charge du pensionné et de son employeur.

Chaque montant des cotisations dues par le pensionné au titre de la régularisation d'un élément de la rémunération, est recouvré pendant une période égale à celle considérée pour le calcul de cette régularisation.

A noter que la retenue mise à la charge de l'employeur est recouvrée immédiatement et en totalité, quant à celle mise à la charge du pensionné, elle est retenue sur la pension brute pendant une période maximum de 36 mois.

Les dispositions citées ci-dessus sont applicables aux pensions servis dans le cadre des régimes spéciaux.

c-2 Régularisation d'un élément de la rémunération prise en compte au titre de la péréquation des pensions (Rs3_2)

Selon les dispositions de l'article 37 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985 ; la péréquation de la pension est soumise à la régularisation lors de l'institution d'une indemnité permanente ou de toute augmentation de l'un des éléments permanents de la rémunération correspondante au grade ou à la fonction sur la base de laquelle a été liquidée la pension.

Cette régularisation consiste à calculer les cotisations dues au titre de cette majoration et selon les taux en vigueur pour une période de 36 mois à mettre à la charge du pensionné et de son employeur.

A noter que la retenue mise à la charge de l'employeur est recouvrée immédiatement et en totalité, quant à celle mise à la charge du pensionné, elle est retenue sur sa pension pendant une période de 36 mois.

L'article 86 de la Loi n°2001-123 du 28-12-2001 portant loi des finances pour l'année 2002 a modifié l'article 37 de la loi n° 85-12 , en ce qui concerne les cotisations dues à compter du 01-01-2002- au titre de la péréquation comme suit :

- La contribution du bénéficiaire de la pension au titre de la péréquation est due durant toute la période de service de la pension et ses accessoires.
Ainsi, les cotisations calculées au titre de la péréquation d'un élément de la rémunération et selon le taux en vigueur sont prélevées tant que la pension est servie ;
- La contribution de l'employeur au titre de la même péréquation est due sur une période de 36mois.

La loi n°2007-43 du 25 juin 2007 a brogé et remplacé l'article 37 de la loi n°85-12 ; et a fixé les cotisations dues à compter du 01-07-2007 au titre de la péréquation comme suit :

- La contribution de l'employeur au titre de la péréquation est due sur une période de 36mois ;

- La contribution du bénéficiaire de la pension au titre de la péréquation est due durant toute la période de service de la pension et ses accessoires.

La part de la contribution de l'employeur est supportée par le bénéficiaire de pension après 36 mois de la date d'effet de la même péréquation.

c-3 Régularisation de la rémunération en cas de cumul de régimes :

La législation a autorisé le cumul des pensions au profit des pensionnés. Néanmoins, le montant de la pension accordée ne peut excéder 90% de la rémunération la plus avantageuse.

Ainsi, la rémunération d'un pensionné est égale à la somme des quotes-parts de chaque régime de pension sans pour autant dépasser 90% de la rémunération la plus élevée.

Si le pensionné bénéficie d'une quote-part positive d'un régime, la rémunération de ce régime est soumise aux règles de la régularisation définies précédemment en ce qui concerne les cotisations dues par l'affilié. Pour les cotisations à la charge de l'employeur, tous les régimes sont soumis aux règles de la régularisation.

d) Validation de services (RS4)

d-1) Validation de services dans le cadre de la loi 85-12

L'article 21 de la loi n°85-12 du 5 mars 1985 prévoit que le montant correspondant aux contributions afférentes à la validation des services pourrait être retenu, à la demande des intéressés, sur la pension brute par voie échelonnée à concurrence de 20% au maximum.

d-2) Validation de services dans le cadre de la loi 95-105

L'article 7 de la Loi 95-105 du 14/12/1995 prévoit que le postulant ou ses ayants droit peuvent demander que le montant de la validation soit retenu par tranches mensuelles sur la pension ou la rémunération perçue à condition que l'échéancier consenti ne dépasse pas les 36 mensualités.

Dans tous les cas, la validation n'est prise en considération qu'à partir du jour où l'intéressé s'est acquitté de la totalité du montant de la validation à sa charge. La date d'effet de cette validation ne commencera à courir, le cas échéant, qu'à partir du paiement intégral du montant de la validation.

e) Régularisation de Périodes (Rs5)

La régularisation concerne les périodes de :

- détachement auprès d'un établissement non affilié à la CNRPS ;
- détachement auprès de L'AGENCE TUNISIENNE DE COOPERATION THECHNIQUE ;
- mise en disponibilité spéciale ;
- congé pour la création d'une entreprise.

Les sommes dues au titre de la régularisation peuvent être retenues de la pension brute à concurrence de 20% au maximum.

G) Récapitulation des charges sociales

A la lumière de qui précède, les retenues pour charges sociales pouvant être opérées au niveau des pensions brutes de retraite et de conjoints survivants sont récapitulées come suit. Le reliquat de la pension brute est considéré comme montant soumis à l'impôt et donc dénommé montant imposable (PBi) :

✓ Au niveau des pensions servies aux retraités :

$$\mathbf{PBi = PB - (Rs1 + Rs2 + Rs3 + Rs4 + Rs5)}$$

PB i = Pension brute imposable ;

PB = Pension brute ;

Rs1 = Retenue assurance maladie ;

Rs2 = Retenue Capital-décès ;

Rs3 = Retenue régularisation de l'assiette (Rs3_1 + Rs3_2) ;

Rs4 = Retenue validation ;

Rs5 = Régularisation de périodes.

✓ Au niveau des pensions servies aux conjoints survivants :

$$\mathbf{PBi = PB - (Rs1 + Rs3 + Rs4 + Rs5)}$$

PBi = Pension brute imposable ;

PB = Pension brute ;

Rs1 = Retenue assurance maladie ;

Rs3 = Retenue régularisation de l'assiette de liquidation ;

Rs4 = Retenue validation ;

Rs5 = Retenue assurance maladie .

4-2 RETENUE POUR CHARGES FISCALES

Une fois les retenues pour charges sociales opérées dans les conditions précitées et déduites de la pension brute, celle-ci est alors convertie en pension brute imposable puis soumise à la retenue à la source au titre de l'impôt sur les revenus des personnes physiques (IRPP).

4-2-1- Principe de la Retenue à la Source

L'article 52 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés soumet d'une manière explicite, les pensions à une retenue obligatoire à la source au titre de l'IRPP.

Cette retenue doit être opérée par l'employeur ou la Caisse de Sécurité Sociale débitrice de ces pensions à l'occasion de chaque paiement puis reversée à la Recette des Finances compétente au vu d'une déclaration fournie par l'Administration fiscale, dans les quinze derniers jours du mois suivant celui au cours duquel a été effectuée cette retenue, en ce qui concerne particulièrement les personnes physiques.

L'inobservation de ces obligations donne lieu à l'application des sanctions prévues à la section VIII du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés - les articles 73 à 84.

4-2-2- Imposition des pensions à paiement régulier

La retenue à la source au titre de l'IRPP, appliquée sur les pensions servies régulièrement a pour base :

- pour le pensionné, le montant brut de la pension (assiette *taux)
- pour le bénéficiaire de la pension de conjoint survivant, le montant brut de la pension multiplié par le taux de la réversion (assiette *taux*taux de réversion).
- pour l'enfant bénéficiaire de pension temporaire d'orphelins et en absence de conjoint survivant, le montant brut de la pension multiplié par le taux de la réversion (assiette *taux*taux de réversion du conjoint + la part de l'enfant)

Il est à signaler que les parts revenant de droit aux bénéficiaires de pensions temporaires d'orphelins dans la limite de 10% de la pension de l'agent ne sont pas soumises à l'impôt en présence de la mère.

De la pension brute sont déduits les retenues et abattements suivants :

a) Retenues :

Retenues pour pension

Les retenues obligatoires effectuées pour la constitution du droit à la pension ne sont pas soumises à l'impôt. Pour les pensionnés de la CNRPS, les dites retenues sont celles opérées au titre de la validation des services, de la régularisation de périodes d'activités et de la retenue effectuée au titre de la régularisation des indemnités et primes servant de base pour la liquidation des pensions.

Aux termes des lettres du Directeur Général du Contrôle des impôts d'une part et en application de l'article 26 du code l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, cette retenue, destinée à la couverture du régime obligatoire des pensions, est définie comme étant une retenue pour charge sociale et doit par conséquent, être appliquée sur le montant brut des prestations précités.

Retenues pour couverture des régimes obligatoires de sécurité sociale

Les retenues effectuées pour la couverture des régimes obligatoires de sécurité sociale ne sont pas également soumises à l'impôt. En ce qui concerne les pensionnés de la CNRPS, lesdites retenues sont uniquement celles opérées au titre :

- Du régime de l'assurance maladie ;
- Du régime de capital-décès.

b) Abattements :

Frais professionnels

Un abattement de 25 % est ensuite appliqué sur le reliquat du montant brut de la pension c'est-à-dire après déduction des retenues visées aux paragraphes précédents relatives à la constitution du droit à pension et à la couverture des régimes obligatoires de sécurité sociale.

Charges Familiales

Il est prévu en faveur des pensionnés ayant la qualité de chef de famille, un abattement dit pour charges familiales constitué :

- ✓ D'une déduction au titre de la qualité de chef de famille fixée annuellement à D. 150,000 ;

- ✓ D'une déduction supplémentaire au titre des quatre premiers enfants à charges s'élevant respectivement à :
 - 90,000 dinars par an au titre du premier enfant ;
 - 75,000 dinars par an au titre du deuxième enfant ;
 - 60,000 dinars par an au titre du troisième enfant ;
 - 45,000 dinars par an au titre du quatrième enfant.

Les enfants réels ou adoptés âgés de moins de 20 ans au premier janvier de l'année d'imposition, sont considérés comme étant à la charge du chef de famille et- ouvrent par conséquent droit à la déduction supplémentaire pour enfants à charge, à condition qu'ils ne disposent pas de revenus distincts de ceux servant de base à l'imposition de ce dernier.

Cette déduction est portée annuellement à D. 600,000 par enfant poursuivant des études supérieures et non bénéficiaire de bourse universitaire et âgé de moins de 25 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition et, à D. 1000,000 par enfant infirme quel que soient son âge et son rang. Cette disposition n'est appliquée qu'au niveau de la déclaration d'impôts, et à partir du 01/01/2013 on l'applique pour la retenue à la source des pensions servie par la caisse.

A cet effet, il est précisé qu'à l'égard de la législation fiscale, le pensionné ne peut avoir la qualité de chef de famille ouvrant droit à la déduction susvisée que dans le cas où il serait :

- Un époux ;
- Un divorcé ayant la garde des enfants ;
- Un veuf même sans enfants à charge ;
- Un adoptant d'enfants mineurs.

Pour les pensionnés de sexe féminin, la qualité de chef de famille ne peut leur être reconnue que dans les cas ci-après :

- Lorsque la pensionnée est veuve ou lorsqu'elle justifie que son mari ne dispose d'aucune source de revenu durant l'année précédente celle de l'imposition ;
- Lorsqu'elle est divorcée et elle a la garde de ses enfants ;
- Lorsque remariée, elle a la garde d'enfants issus de son précédent mariage.

Par conséquent, ne peuvent avoir la qualité de chef de famille au regard de la législation fiscale et ne bénéficient d'aucune forme de déduction pour charges familiales :

- Les célibataires ;
- Les divorcés(es) qui n'ont pas la garde des enfants ;
- Et les femmes durant le mariage et dont l'époux dispose de revenus.

Il est à signaler que les parents à charge ont droit à une déduction supplémentaire de 5% de la pension imposable avec un maximum annuel de D. 150,000 par parent à charge mais qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la retenue à la source au niveau de la pension.

4-2-3-les exonérations :

Parmi les éléments qui ne sont pas soumis à l'impôt :

- ✓ Les rentes viagères, compensatrices et allocations temporaires accordées aux victimes d'accident de travail ou aux ayants droit;
- ✓ Les rentes viagères servies, en représentation de dommages et intérêts en vertu d'un jugement pour la réparation d'un préjudice corporel;
- ✓ Les allocations, indemnités et prestations servies sous quelle que forme que ce soit, en application de la législation relative à l'assistance, à l'assurance, et à la sécurité sociale et notamment les indemnités familiales , l'indemnité de revenu unique et les parts revenant de droit aux bénéficiaires de pensions temporaires d'orphelins dans la limite de 10% de la pension de l'agent .

Calcul de base d'impôt :

Le montant brut de la pension diminué de l'ensemble des retenues et abattements susvisés est alors appliqué au barème comme suit :

Tranches de revenu	Taux de la tranche	Taux à la limite Sup. de la tranche
De 0,001D à 1.500,000 D	0%	0,00%
De 1.500,001D à 5.000,000D	15%	10,50%
De 5.000,001D à 10.000,000 D	20%	15,25
De 10.000,001D à 20.000,000D	25%	20,12
De 20.000,001D à 50.000,000 D	30%	26,05
Au-delà de 50.000,000 D	35%	

Pour tout résumer, l'imposition des pensions selon la législation fiscale s'effectue selon la démarche schématique ci-après :

$PB - CS = PN$;

$PN \times 12 = PA$;

$PA - PA \times 25\% = PAI$ (Abattement 25%, frais professionnels) ;

$PAI - DSF = PANI$

$PANI \times \text{taux d'imposition} = IA$

$IA / 12 = IM$

Avec

PB : Montant brut de la pension correspondant au produit de la liquidation ;

CS : Retenues pour charges sociales (validation, régularisation des indemnités, assurance maladie, capital-décès) ;

PN : Pension nette ;

PA : Pension annuelle ;

PAI : Pension annuelle imposable ;

DSF : Déduction pour situation familiale ;

PANI : Pension annuelle nette imposable ;

IA : Impôt annuel ;

IM : Impôt mensuel.

4-2-4 IMPOSITION DES RAPPELS DE PENSIONS :

Le code de l'impôt tel que prévu par la loi n°89-114 du 30-12-1989, instituant un impôt unique sur le revenu des personnes physiques, édicte aux méthodes pour le calcul des impôts à retenir sur les paies supplémentaires ou accidentelles – dont les rappels de pension selon que l'organisme débiteur de ces paies fait usage ou non de l'informatique dans le mandatement de ces paies.

Méthode prévue pour les organismes non informatisés :

Elle consiste tout d'abord à reconstituer le produit annuel imposable de la pension en ajoutant le rappel net imposable soit le rappel brut, diminué des charges sociales et de « l'abattement 25%, au produit annuel imposable de la pension, établi sur la base de la pension mensuelle servie au jour du traitement du rappel.

Après reconstitution du revenu annuel imposable dans les conditions susvisées, il est prélevé sur le produit net imposable du rappel une retenue d'impôt qui varie entre 10 et 20%.

A signaler que le taux d'impôt à appliquer au rappel varie selon les détails ci-après, en fonction du revenu annuel imposable reconstitué :

- de 0 à D. 2000, 000 = 10%

- de 2000, 001 à D. 5000, 000 = 15%
- au-delà de D. 5000, 000 = 20%

Méthode prévue pour les organismes informatisés :

La méthode de calcul et de prélèvement des impôts sur les rappels servis par les organismes informatisés est prévue par les dispositions du paragraphe 1 alinéa 2 de l'article 53 de la loi susvisée n°89-114 du 30 décembre 1989.

Elle consiste à déterminer la retenue d'impôt sur un rappel de pension à raison de la différence entre l'impôt annuel sur la base de la pension annuelle majorée du rappel et l'impôt obtenu sans tenir compte de ce rappel.

1^{er} EXEMPLE PRATIQUE :

Soit un retraité marié ayant quatre enfants à charge. Il perçoit une pension brute de 1000,000D mandatée pour la première fois au mois de Novembre 2013 et dont la jouissance est fixée au 1^{er} janvier 2013. La pension brute mensuelle due à l'intéressé est établie à 950, 000 D pour la période du 1/1/2013 au 30/06/2013 et à 1000, 000D à partir du 1/7/2013. La méthode adoptée jusque-là par la caisse pour la détermination de l'impôt sur le montant du rappel de cette pension, est la suivante :

- Pension annuelle imposable

Pension mensuelle	1000,000 D
Retenues pour charges sociales (4,5%) déductibles	45,000D
Abattement (- 25%)	238,750 D
Reste	716,250 D
Retenue pour charges de famille	35,000 D
Pension mensuelle imposable	681,250D
Pension annuelle imposable arrondie a un Dinar près	8175,000D

- Impôt compte tenu du rappel :

Impôt 1 (du 1/1/2013 au 30/6/2013)

Pension mensuelle brute	950, 000 D
Retenues pour charges sociales déductibles(4,5%)	42,750D
Abattement (25%)	226,812 D
Retenues pour charges de famille	35,000D
Pension mensuelle imposable	645,438D
Pension annuelle imposable	7745,256D
Pension annuelle imposable arrondie a un Dinar près	7746,000D
Impôt	1074,200 D
Impôt de 6 mois est de $1074,200 \times 6/12$	537,100 D

Impôt 2 (du 1/7/2013 au 30/10/2013)

Pension mensuelle	1000,000D
Retenues pour charges sociales (4,5%)	45,000 D
Abattement (- 25%)	238,750D
Reste	716,250D
Retenue pour charges de famille	35,000D
Pension mensuelle imposable	681,250D
Pension annuelle imposable arrondie au dinar près	8175,000D
Impôt Annuel	1160,000D
Impôt mensuel : $1160 \times 4/12$	386,666D

Ainsi le montant de l'impôt à prélever sur le rappel de la pension s'élève à

$$(537,100D + 386,666D) = \mathbf{923,766D}$$

2eme EXEMPLE PRATIQUE :

Soit un retraité marié avec quatre enfants à charge.

Il bénéficie d'une pension avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 2012 et dont le produit mensuel brut est égal à 1100,000D jusqu'au 30/6/2012 et à D. 1200,000 à compter du 1/7/2012. (L'impôt mensuel retenu sur cette pension est de 111,000D jusqu'au 30/6/2012 et de D.125, 316 à compter du 1/7/2012).

Sa pension a été révisée au mois de janvier 2013 et il doit bénéficier d'un rappel dont le montant mensuel est fixé uniformément à D. 50,000 pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30/12/2012.

L'impôt à retenir sur ce rappel devrait être calculé selon les détails suivants :

Impôt 1 (du 1/ 1/ 2012 au 30/ 6/ 2012)

Pension mensuelle brute (1100,000D+50,000D)	1150, 000D
Retenues pour charges sociales (4,5%)	51,750D
Abattement(25%)	274,562D
Retenues pour charges de famille	35,000D
Pension mensuelle imposable	788,687D
Pension annuelle imposable	9464,250D
Pension annuelle imposable arrondie au dinar	9465,000D
Impôt annuel	1418,000D
Impôt 1(impôt annuel moins ancien impôt) x 6 $(1418 - 1332) \times 6/12$	43,000D

Impôt 2 (du 1/ 7/ 2012 au 30/ 12/ 2012)

Pension mensuelle brute révisé par une majoration 1200 + 50	1250,000D
Retenues pour charge sociales (4,5%)	56,250 D
Abattement 25%	298,437 D
Retenues pour charge familiales	35,000 D
Pension annuelle imposable	10323,750 D
Pension annuelle imposable arrondie	10324,000 D
Impôt annuelle	1606,000 D
Impôt 2(impôt annuel moins ancien impôt) x 6	$(1606 - 1503,792) * 6 / 12$ = 51.104 D
Retenue d'impôt sur rappel (impôt 1 + impôt 2)	94.104 D

4-2-5 LES DEGREVEMENTS FISCAUX

A/ Les Comptes d'épargne en actions

Le Compte Epargne en Actions « C.E.A » est un compte ouvert auprès d'une banque ou d'un intermédiaire en bourse par une personne physique sur la base d'une convention réglementée liant les deux parties. Il est destiné à recevoir en dépôt des sommes d'argent en vue de l'acquisition d'actions cotées en bourse.

Le montant maximum annuel à déposer dans un Compte Epargne en Actions pour bénéficier des avantages fiscaux prévus s'élève à 20.000 dinars.

Les revenus placés en dépôt dans un compte d'épargne en actions sont exonérés d'IRPP au titre de l'année en cours dans la double limite :

- ✓ de 20.000 dinars de placement maximum.
- ✓ sans aboutir à un impôt inférieur au minimum exigible (60%IRPP sans CEA).

et à condition de :

- ✓ produire un certificat délivré par la banque ou l'intermédiaire en bourse,
- ✓ ne pas retirer les sommes déposées pendant une période de cinq ans à compter du 1er janvier qui suit l'année du dépôt (ce contrôle est à la charge du ministère des finances).

Réduction de la retenue à la source de l'IRPP dû sur la pension

A titre d'exemple prenons le cas d'un pensionné célibataire bénéficiant d'une pension imposable annuelle :

Pension imposable annuelle		18.000,000D
L'impôt annuel		3.525,000D
Retenue à la source mensuelle est de	$3.525 / 12 =$	293,750D

Au courant du mois de mars ce pensionné présente à la CNRPS une attestation d'ouverture d'un Compte Epargne en Actions délivrée par un intermédiaire en bourse indiquant que le montant déposé s'est élevé à 5.000 dinars. Il demande que l'on en tienne compte dans le calcul des retenues à la source à effectuer sur sa pension.

La pension se trouve ainsi ramenée à	$18.000 - 5.000 =$	13.000,000D
L'impôt annuel dû sur ce montant est de		2.275,000D
L'impôt minimum, est de	$3.525 \times 60\% =$	2.115,000D

L'impôt minimum étant inférieur à l'impôt calculé compte tenu de la déduction du montant du placement, c'est ce dernier qui sera retenu pour le calcul de la nouvelle retenue à la source soit 2.275 dinars.

Cette retenue devant débiter sur les pensions versées à compter du premier avril.

Nouvel impôt annuel (compte tenu du placement)	(A)		2.275,000D
Montant déjà retenu sur les trois mois	(B)	$293,750 \times 3 =$	881,250D
L'impôt restant dû sur les neuf mois		(A-B)	1.393,750D
Nouvelle retenue mensuelle		$1.393,750 / 9$	154,861D

Exemple du calcul de la retenue à la source et du gain fiscal

Un pensionné marié, ayant deux enfants et qui a une pension annuelle brute imposable de 15.000 dinars, soit un salaire brut mensuel de 1.250 dinars, effectue plusieurs versements au courant de l'année :

Calcul de l'impôt sur le revenu (IR) dû, compte non tenu de la déduction au titre des sommes déposées dans le CEA

Pension brute mensuelle	1250,000 D
Charges Sociales	56,250 D
- 25% frais professionnels	298,437 D
Abattements pour situation et charges de famille	
Chef de famille :	12,500 D
Deux enfants à charge	13,750 D
Revenu mensuel net imposable	869,063 D
Revenu Annuel net imposable	10429 ,000D
IR dû	1632,250 D
Retenue à la source par mois	$1632,250/12= 136,020$ D

2) Début janvier, le pensionné ouvre un CEA et effectue un versement de 2.000D.

Montant déductible	$2.000 < \text{à la limite maximale de } 20.000 \text{ D}$
Pension nette imposable	$10429 \text{ D} - 2.000 \text{ D} = 8429,000\text{D}$
Impôt sur le revenu dû	$1.210,800\text{D}$
IR dû > au minimum légal de	$1632,250 \times 60\% = 979,350 \text{ D}$
Retenue à la source à partir du salaire de fin janvier :	$1.210,8 / 12 = 100,900 \text{ D}$

3) Début mai, le pensionné effectue un deuxième versement de 2.500 D.

Montant déductible : $2.000 + 2.500 = 4.500 \text{ D} < \text{à la limite maximale de } 20.000 \text{ D}$

Revenu net imposable : $10429 \text{ D} - 4.500 \text{ D} = 5929 \text{ dinars}$

Impôt sur le revenu suite à la déduction du montant investi: 710,800 dinars

Impôt sur le revenu dû 710,8 D < au minimum légal de l'IR (979,350 D)

«l'impôt sur le revenu doit être égal au minimum légal de l'IR : 979,350 dinars»

Retenue à la source à partir du salaire de fin mai :

$[979,350 - 4 * (136,020)] / 8 = \mathbf{54,408 \text{ D}}$

Gain fiscal de l'année : $1632,250 - 979,350 = 652,900 \text{ dinars}$ pour un placement de 4.500 dinars.

B/ Le Contrat d'assurance vie

La législation fiscale a prévu des dispositions de faveur visant l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance-vie et l'assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux.

Ainsi, sont admises en déduction du revenu global net imposable les primes payées durant l'année encours au titre des contrats d'assurance-vie individuels ou collectifs qui comportent l'une des garanties suivantes:

- ✓ garantie d'un capital à l'assuré en cas de vie d'une durée effective au moins égale à dix ans ;
- ✓ garantie d'une rente viagère à l'assuré avec jouissance effective différée d'au moins dix ans ;
- ✓ garantie d'un capital en cas de décès au profit du conjoint, ascendants ou descendants ;
- ✓ Les primes sont admises en déduction dans la limite de 800 dinars par an, majoré de :
 - 400D au titre du conjoint;
 - 200D au titre de chacun des enfants à charge.

b-1/ APPORT DE LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2008

L'article 23 de la loi de finances pour l'année 2008 a relevé le plafond des primes d'assurance-vie déductibles à **1200 dinars** par an pour l'assuré majoré de :

- ✓ 600 dinars au titre du conjoint;
- ✓ 300 dinars au titre de chacun des enfants à charge au sens des Paragraphes II et III de l'article 40 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, soient les quatre premiers enfants à charge dont l'âge ne dépasse pas 20 ans au premier janvier de l'année d'imposition ou dont l'âge ne dépasse pas 25 ans au premier janvier de l'année d'imposition et qui poursuivent des études supérieures sans bénéfice de bourse et également les enfants infirmes quelque soit leur rang et leur âge.

Le montant de la déduction au titre d'assurance vie ne doit en aucun cas dépasser 3000 Dinars.

Exemple 1 :

Soit un pensionné marié et ayant 4 enfants à charge, le premier âgé de 23 ans, poursuivant des études supérieures sans bénéfice de bourse universitaire, et les 3 autres enfants sont âgés de moins de 20 ans, qui a réalisé au titre du mois de janvier une pension brute mensuelle de 1250D. Supposons que l'intéressé ait souscrit un contrat d'assurance-vie répondant aux exigences de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, et ait versé au titre dudit contrat au cours de la même année 3.500D.

Dans ce cas, l'impôt exigible sur le revenu serait déterminé comme suit :

revenu mensuel brut	1250,000 D
charges sociales	56,250 D
Frais professionnels (-25%)	298,437D
- déductions pour situation et charges de famille : * chef de famille : 12,5D * enfants à charge : 600D + 75D + 60D + 45D = 780D Montant mensuel : 65D	930,000D
Brut Annuel Imposable	9813,756 D ~ 9814,000D
déductions au titre des primes d'assurance-vie 3000D(plafond de la déduction) * 1.200D pour l'assuré * 600D au titre du conjoint * 1.200D au titre des enfants à charge (300D au titre de chacun des 4 enfants à charge)	3 000D
revenu net imposable	9814 D – 3000=6814D
impôt annuel sur le revenu dû	887,800D
impôt mensuel	73,983D

Exemple 2 :

Pour le même exemple supposons que ce pensionné ait un Compte épargne en action et effectue à ce titre un versement de 5.000D.

Pour le calcul de l'impôt on soustrait l'assurance vie en premier lieu

Puis on applique les règles d'imposition en prenant en considération le montant versé au titre de CEA.

revenu net imposable avec Assurance Vie	9814 D – 3000 =6814D
revenu net imposable avec CEA	6814 – 5000 = 1814,000D
impôt annuel sur 1814 D	47,100 D

60% de l'impôt annuel compte tenu de la CEA	887,800D * 60% = 532,680D
Comme 47,100D est inférieur à 532,680D alors IRPP	532,680 D
Impôt mensuel : 532,68 / 12	44,390 D

Par ailleurs, Il y a lieu de rappeler que les primes d'assurance-vie payées dans le cadre des contrats collectifs ou individuels répondant aux conditions prévues ci-dessus sont déductibles au niveau de l'assiette de la retenue à la source opérée par les employeurs ou par les caisses sociales.

A ce niveau, il y a lieu de préciser que :

- ✓ les employeurs et les dites caisses sociales sont tenus de délivrer un certificat annuel de retenue à la source comportant notamment les montants versés par le salarié ou le retraité dans le cadre des contrats d'assurance-vie et qui ont été pris en compte lors du calcul de ces retenues;
- ✓ les bénéficiaires de la déduction restent tenus, dans tous les cas, de déposer leur déclaration annuelle de revenu;
- ✓ Le relèvement du plafond des primes d'assurance déductibles s'applique aux primes d'assurance payées à partir du 1er janvier 2007.

Ainsi, pour le calcul de l'impôt on soustrait l'assurance vie en premier lieu ,puis on applique les règles d'imposition en prenant en considération le montant versé au titre du CEA.

4-2-6 /La redevance au profit de la caisse générale de compensation

La loi n°2012-27 du 29 décembre 2012 portant loi de finances pour l'année 2013, a institué une redevance sur les revenus des personnes physiques au profit de la caisse générale de compensation.

Selon les dispositions de l'article 63:

- ✓ La redevance s'applique à toute personne physique résidente ou non résidente réalisant des revenus entrant dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- ✓ la redevance est due au taux de 1% sur le revenu annuel net, dépassant 20.000dinars avec un maximum de 2.000dinars par an ;
- ✓ la redevance est recouvrée comme en matière d'impôt sur le revenu ;
- ✓ la redevance fait l'objet d'une retenue à la source pour les traitements, les salaires et les pensions dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que la retenue à la source au titre des traitements, salaires et pensions ;

- ✓ La redevance est due au profit de la caisse générale de compensation et n'est déductible ni de l'impôt sur le revenu ni de l'assiette imposable ;
- ✓ la retenue à la source au titre de la redevance s'applique sur les traitements, les salaires et les pensions servis à partir du 1er janvier 2013.

a) Assiette et taux de la redevance

La redevance est liquidée au taux de 1% du revenu annuel net et qui dépasse 20.000 dinars avec un maximum de 2.000 dinars par an.

Pour le cas des revenus imposables, le revenu net est déterminé après toutes les déductions prévues par la législation en vigueur tel que les déductions pour situation et charges de famille, les déductions au titre des avantages fiscaux pour réinvestissements ou les déductions au titre des dépôts dans des comptes épargne en actions ou des comptes épargne investissement, des primes d'assurances vie et aussi après déduction de l'impôt sur le revenu exigible sur le revenu net imposable même s'il s'agit du minimum d'impôt.

Aussi et pour les salariés et les pensionnés la redevance doit faire l'objet de retenue à la source au même titre que l'impôt sur le revenu, et payée selon les mêmes procédures et dans les mêmes délais fixés pour le paiement de l'impôt sur le revenu. La retenue s'effectue dans ce cas sur le traitement, le salaire ou la pension après déduction du montant de l'impôt annuel. La redevance ainsi prélevée à la source doit être payée dans les mêmes délais prévus pour la retenue à la source au titre de l'impôt sur le revenu.

b) Exemple 1 :

Supposons qu'une personne physique mariée ayant deux enfants à charge âgés de moins de 18 ans ait réalisé au titre d'une année un revenu dans la catégorie de traitements et salaires nets après déduction des cotisations sociales obligatoires de 50.000 D et des revenus fonciers de 70.000 D.

Dans ce cas, le revenu annuel net imposable à la redevance est déterminé comme suit:

Salaire net:	$50.000 \text{ D} - (50.000 \text{ D} \times 10\%) = 45.000 \text{ D}$
Revenus fonciers nets	$70.000 \text{ D} - (70.000 \text{ D} \times 30\%) = 49.000 \text{ D}$
Revenu global net:	$45.000 \text{ D} + 49.000 \text{ D} = 94.000 \text{ D}$
Déduction pour situation et charges de famille	$150 \text{ D} + 90 \text{ D} + 75 \text{ D} = 315 \text{ D}$
Revenu imposable	93.685 D
Impôt exigible selon le barème d'impôt	Jusqu'à 50.000 D = 13.025 D $43.685 \text{ D} \times 35\% = 15.289,750 \text{ D}$

Impôt annuel dû	28.314,750 D
Revenu global net soumis à la redevance	93.685 D - 28.314.750 D 65.370.250 D
Redevance exigible	$65.370.250 \times 1\% = 653,702 \text{ D} < 2000 \text{ D}$
Elle reste due	332,545 D
Déduction de la redevance :	
Redevance exigible	$653,702 \text{ D} - 332,545 \text{ D} = 321,157 \text{ D}$

Exemple 2 :

Supposons qu'un pensionné marié ayant un enfant à charge ait une pension brute mensuelle de 3500 DINARS.

Brut Pension	3500,000D
Charges Sociales :	
- PS	140,000D
- CD	17,500D
Retenues (Regul 17,Regul 18, Oppos15)	30,000D
Brut Imposable (1)	$3000 - (140+17,5+30) = 3312,500\text{D}$
Abattement pour frais professionnelle de 25%	$(2835 \times 25\% = 828,125)$
Déduction pour Situation Familiale	$(12,5+7,5 = 20,000\text{D})$
Brut Imposable (2)	$3312,5 - (828,125+20) = 2464,375\text{D}$
Brut Imposable (Annuel Arrondi au DINARS prés)	$2464,375 \times 12 = 29573,000\text{D}$
Impôt exigible selon le barème d'impôt	6896,900D
Pension globale Nette soumise a la redevance	$29573 - 6896,9 = 22676,100\text{D}$ soit >20000
Redevance exigible au titre de la CC	$22676,100 \times 1\% = 226,761$

Exemple 3 :

Le même pensionne a investi un montant de 3000D au titre de l'assurance vie pour la même année d'exercice 2012-2013.

Brut annuel imposable (2) – Le montant du contrat d'assurance vie	$29573 - 3000 = 26573,000\text{D}$
Impôt exigible selon Le barème d'impôt	5996,900D

Pension globale nette soumise a la redevance	$26573 - 5996,900 = 20576,100 > 20000,000$
Redevance exigible annuelle au titre de CC	$20576,100 * 1\% = 205,761D$

Exemple 4 :

Le même pensionné a investi un montant de 2000D au titre du compte épargne en action pour la même année d'exercice 2012-2013.

- Brut annuel imposable (2) Le montant du contrat d'assurance vie le montant investi au titre de la CEA : $29573 - (3000 + 2000) = 24573D$
- Impôt Exigible selon le barème d'impôt : Soit 5396,9 (soit supérieur a 3598,14 représentant 60% de l'impôt exigible, selon les modalités de la CEA).
- Pension Globale nette soumise a la redevance : $24573D - 5396,9 = 19176,1D$, inférieur a 2000D (exonérée d'impôt dans les conditions de 1% a la caisse de compensation).

4-2-7/ IMPOSITION DES PENSIONS CUMULEES

Le calcul de l'impôt au titre de deux ou plusieurs pensions cumulées doit avoir pour base le montant total brut déduction faite des retenues et abattements visés précédemment et relatifs à la procédure d'imposition des pensions servies par la CNRPS.

Cette même règle s'applique pour le cas des pensions servies dans le cadre du système des coordinations des régimes.

4-2-8/ IMPOSITION DES PENSIONS DE REVERSION

La pension du conjoint survivant est soumise à l'IRPP dans les mêmes conditions que la pension de retraite.

La pension du conjoint survivant fait l'objet de partage après l'application des règles d'imposition en cas de multiplicité de conjoints.

En cas de cumul d'une pension de retraite et d'une pension de conjoint survivant, la somme est soumise et dans les mêmes conditions aux règles de calcul de l'IRPP.

En cas d'absence de conjoint survivant et en présence d'enfants bénéficiaires de la PTO, la pension de conjoint survivant est soumise et dans les mêmes conditions aux règles de calcul de l'IRPP avant le partage entre les enfants bénéficiaires.

4-2-9/ LES EXONERATIONS DE L'IMPOSITION :

Aux termes de l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et suite à la consultation faite auprès de la Direction générale des impôts (cf. lettre n° 168 du 28 février 1991) demeurent non soumises à l'impôt :

- ✓ les rentes viagères d'invalidité ;
- ✓ les rentes compensatrices ;
- ✓ les indemnités familiales ;
- ✓ les indemnités de revenu unique ;
- ✓ les pensions temporaires d'orphelins dans la limite de 10% de la pension de retraite.

Par conséquent, toutes ces prestations sont servies aux bénéficiaires, pour leurs valeurs brutes effectives.

4-3 LES OPPOSITIONS SUR PENSIONS (Ro)

Selon l'article 49 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, les pensions de retraites et de survivants (y compris donc la PTO) peuvent faire l'objet d'une saisie arrêt- partielle au titre des :

- ✓ dettes envers l'Etat, les collectivités Publiques Locales et les Etablissements publics ;
- ✓ créances privilégiées prévues à l'article 199 du code des droits réels ;
- ✓ dettes relatives aux cas prévus aux articles 38,43,45,46 et 48 du code du statut personnel.

Il en est de même pour la rente viagère d'invalidité qui est susceptible de subir des saisies-arêts au titre des dettes et créances précitées, en application de l'article 39 de la loi n°59-18 du 5 février 1959.

Etant à cet effet, précisé qu'aux termes de l'article 76 de la loi n°85-12 du 5 mars 1985, fixant le régime des pensions civiles et militaires de retraite dans le secteur public, les dispositions de la loi n° 59- 18 du 5 février 1959, relatives à l'invalidité, demeurent non abrogées.

Enfin, en ce qui concerne les soldes de réformes et les allocations des vieillesse la loi ne prévoit pas en termes explicites si elles devaient être soumises ou non à oppositions au titre des dettes et créances précitées.

Néanmoins, ce silence ne peut pas justifier l'idée de les exclure du champ d'application de l'opposition si celle-ci est décidée par un jugement rendu exécutoire ou par l'Etat de ce fait, elles doivent être assujetties à l'opposition au même titre que les diverses autres natures de pensions.

a) Dettes envers l'Etat, les collectivités publiques locales et les établissements publics :

Il s'agit plus particulièrement des dettes reconnues envers :

- ✓ l'Etat en l'occurrence la trésorerie générale et les recettes des finances ;
- ✓ les collectivités publiques locales telles que les Communes et les conseils de gouvernement ;
- ✓ les établissements publics tels que les hôpitaux, la CNRPS

En ce qui concerne la CNRPS, les dettes et les créances peuvent être recouvrées sur la pension des redevables par voie d'opposition sont constituées notamment par :

- ✓ les arrérages du loyer ;
- ✓ les prêts consentis dans le cadre des régimes généraux de crédits ;
- ✓ les sommes indûment perçues par les pensionnés ;
- ✓ la participation aux frais de soins à l'étranger ;
- ✓ les prêts consentis dans le cadre du fond social.

Le montant de ces dettes peut être recouvré par voie d'opposition :

- ✓ soit à concurrence de 20% au maximum de la pension nette c'est-à-dire celle obtenue après la déduction des retenues pour charges sociales « R » et la retenue au titre de l'impôt « I » ;
- ✓ soit à concurrence de moins de 20% auquel cas le montant à retenir sera déterminé par les services utilisateurs en valeur absolue.

Il est à cet effet précisé que l'ensemble des prestations assujetties aux oppositions telles que définies précédemment sont susceptibles d'être soumises dans la limite des quotités saisissables et compte tenu des règles de priorité qui seront définies ultérieurement.

**b) les créances privilégiées prévues par l'article 199 du code des droits réels
« S2 »**

Ce sont par ordre de priorité :

- ✓ Les frais funéraires ;

- ✓ Les créances de médecins, pharmaciens, gardes malades, pour leurs soins et fournitures au cours des 6 derniers mois ;
- ✓ Les frais de justice faits dans l'intérêt commun de tous les créanciers, pour la conservation et la réalisation du gage commun ;
- ✓ Les salaires dues aux gens de service, ouvriers et à tous les autres salariés, les sommes dues pour fournitures de subsistance faites au débiteur et à sa famille, la pension alimentaire due par le débiteur, le tout pour les 6 derniers mois.

Ces créances pourraient être recouvrées par voie d'opposition :

- ✓ Soit à concurrence de 20% au maximum de la pension nette c'est à dire celle obtenue après la déduction des retenues pour charges sociales « R » et de la retenue au titre de l'impôt « I ».
- ✓ Soit à concurrence de moins de 20% auquel cas le montant à retenir sera déterminé par les utilisateurs en valeur absolue.

Il est à cet effet précisé que l'ensemble des prestations assujetties aux oppositions telles que définies précédemment sont susceptibles d'être soumises dans la limite des quotités saisissables et compte tenu des règles de priorité qui seront définies ultérieurement.

c) dettes relatives aux cas prévus par le code du statut personnel

Les obligations alimentaires « S3 »

Telles que définies par les articles 38, 43, 45, 46, et 48 du code de statut personnel, les obligations alimentaires comportent les sommes dues par le pensionné envers :

- ✓ L'épouse durant la consommation du mariage et en cas de divorce ;
- ✓ Les parents et les ascendants.

Pour être reconnues en tant que telles vis-à-vis de la CNRPS et appliquées sur les prestations des pensionnés concernés, les obligations alimentaires doivent nécessairement faire l'objet d'un jugement prononcé par les instances judiciaires compétentes et rendu exécutoire.

Par définition la quotité saisissable au titre des obligations alimentaires « principales » ne doit pas dépasser le tiers du montant de la pension nette c'est-à-dire celle obtenue après la déduction des retenues pour charges sociales « R » et de la retenue au titre de l'impôt « I ».

Quant à la quotité saisissable au titre des arrérages échus des obligations alimentaires, elle ne doit pas dépasser le cinquième du montant de la pension nette précité du fait que les arrérages de ces obligations sont définis comme étant une créance privilégiée au sens de l'article 199 du code des droits réels.

Toutefois, au cas où le jugement produit fait obligation d'opérer une saisie arrêt pour un montant supérieur à ces plafonds (le tiers et le cinquième), la CNRPS est autorisée à exécuter d'une manière littérale les clauses du jugement et à laisser le soin au pensionné concerné de réclamer auprès des instances judiciaires compétentes le respect des dispositions de l'article 49 de la loi n°85-12 du 5 mars 1985.

Les obligations alimentaires ayant fait l'objet d'opposition sont mandatées au profit des bénéficiaires.

Par ailleurs ; la CNRPS a toujours appliqué des oppositions sur les pensions pour le recouvrement des créances bénéficiant du privilège de trésor.

En effet, les loyers ainsi que les crédits consentis à l'affilié tant par la CNRPS que par l'Etat ou les établissements publics sont susceptibles d'être recouvrés sur les pensions de retraite et de survivants indépendamment des autres créances prévues à l'article 49 de la loi 85/12.

Ces créances étant bénéficiaires des privilèges de trésor, leur recouvrement demeure possible sur les pensions au même titre que les salaires et traitement d'activité.

d/Cumul de plusieurs retenues et oppositions

Les pensions peuvent le cas échéant être soumises à la fois à plus d'une opposition. La quotité saisissable sur ces prestations ne pouvant cependant dépasser les limites de 1/5 et 1/3 susvisés, la question se pose quant à la priorité de recouvrement de l'une des créances présentées.

Or si la loi n°85-12 du 5 mars 1985, fixant le régime des pensions civiles et militaires de retraite dans le secteur public, est muette à ce sujet, celle n°59-18 du 5 février 1959, abrogée depuis le 1^{er} octobre 1985, définit en son article 39 d'une manière explicite les règles pratiques de priorité en cas de coexistence de plusieurs créanciers.

Aussi et par souci d'objectivité, est-il nécessaire de se baser sur le silence de la loi de 85 pour reconduire littéralement, les règles de priorité énoncées à l'article 39 de la loi n°59-18 du 5 février 1959, afin de surmonter cette difficulté d'ordre pratique.

Ainsi compte tenu de ces règles, l'ordre de priorité de prélèvement de ces oppositions pourrait s'établir, en cas de cumul de plusieurs oppositions, comme suit :

1. L'obligation alimentaire principale occupe le 1^{er} rang et s'opère soit à concurrence du tiers de la pension nette c'est-à-dire celle obtenue après la déduction des retenues pour charges sociales et de la retenue au titre de l'impôt, soit à concurrence du montant prescrit par le jugement ;
2. Les dettes envers l'Etat, les collectivités publiques locales et des établissements publics ainsi que les créances privilégiées occupent également

le premier rang dans la mesure où elles peuvent être recouvrées à concurrence de la cinquième de la pension nette diminuée des retenues pour charges sociales et de la retenue au titre de l'impôt, soit cumulativement avec l'obligation alimentaire ;

3. En ce qui concerne les dettes et créances visées au paragraphe précédent, l'ordre de priorité, en cas de cumul se présente comme suit :
 - débits envers l'Etat ;
 - débits envers les recettes de finances ;
 - débits envers les collectivités publiques locales ;
 - dette envers les collectivités publiques locales ;
 - dette envers la CNRPS.
 - créances de médecins, pharmaciens et gardes malades ;
 - frais de justice ;
 - salaires dus aux gens de services.

REVISION ET PEREQUATION DES PENSIONS

INTRODUCTION

Effectuée en vertu des dispositions de l'article 54 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, la révision de la pension consiste à reliquider la pension en vue soit, d'en redresser les erreurs qui auraient pu être commises lors de la liquidation de la pension soit tout simplement, pour intégrer de nouveaux éléments présentés en temps utile par la pensionné, dans la liquidation de sa pension (validation de services, régularisation, changement de situation administrative, changement au niveau de l'ancienneté, avancement...).

Elle peut être également opérer pour faire diminuer le montant de la pension, en supprimer certains éléments de base de la liquidation ou même supprimer totalement le droit à la pension si la concession en a été faites dans des conditions contraires aux prescriptions de la loi.

Enfin, la révision peut être effectuée même au niveau de l'assiette du pensionné, de l'ancienneté, de la partie civile.

REVISION DE PENSION

a) Modification

La modification intervient à l'occasion d'un changement au niveau de l'un des éléments désigne ci-après :

- Situation Familiale ;
- Mandataire ;
- mise à jour de contrat d'assurance vie ou compte épargne en action.

b) Révision

Au vrai sens du terme, la révision de la pension intéresse particulièrement la partie administrative, l'assiette de liquidation, les bonifications, la rente d'invalidité, les pensions à déduire, les oppositions et toute autre entité devant nécessairement en cas de changement, provoquer le recalcul de la pension.

Ainsi, la révision de la partie administrative intervient en cas :

- ✓ de changement de grade ou de la fonction du pensionné suite à un avancement, un reclassement ou une promotion fonctionnelle octroyés tardivement ; cet avantage se traduit éventuellement, par une modification de l'assiette de

liquidation notamment pour le cas des indemnités variables ou celles liées à une affectation ;

- ✓ de changement au niveau des années de services notamment suite à une omission, validation de services, régularisation de période ou octroi de bonification.

La révision de l'assiette de liquidation intervient en cas :

- ✓ changement de la partie administrative entraînant systématiquement l'octroi d'indemnités variables ou liées à l'affectation ;
- ✓ présentation de nouvelles indemnités liées au grade ou à la fonction déjà retenus pour la liquidation de la pension et dont le montant est soit variable, soit n'a pas fait l'objet de régularisation.

PEREQUATION DES PENSIONS

Prévu par l'article 37 de la loi n° 85- 12 du 5 mars 1985, la péréquation des pensions consiste à faire bénéficier les pensionnés des mêmes avantages de rémunération accordés à leurs homologues en activité. Elle se traduit donc par une reliquidation de la pension pour faire intégrer dans celle-ci les valeurs nouvelles des indemnités et primes revalorisées ou nouvellement instituées au profit des agents en activité.

En cas où l'indemnité en question revêt un caractère fixe, la révision de l'assiette de liquidation pour l'ensemble des pensionnés titulaires du grade ou de la fonction considérés, est effectuée d'une manière automatique.

Dans le cas inverse, c'est-à-dire, lorsque le montant de l'indemnité revêt un caractère variable cette mise à jour ne peut pas être effectuée d'une manière automatique et il appartient de ce fait à la CNRPS d'exiger des pensionnés concernés de produire le justificatif de bénéfice de la nouvelle valeur de cette indemnité (fiches individuelles de péréquation).

SUSPENSION DES PENSIONS

La suspension d'une pension peut être **provisoire** ou **définitive**.

LA SUSPENSION PROVISOIRE

La suspension provisoire concerne les pensions susceptibles d'être rétablies et peut survenir lorsque :

- ✓ Le bénéficiaire d'une pension de retraite reprend l'exercice d'une activité salariale rémunérée ;
- ✓ Le bénéficiaire d'une pension est considéré comme défaillant de la production de documents demandés dans le cadre d'une campagne de contrôle ;
- ✓ Le conjoint survivant se remarie avant d'être âgé de moins de 55 ans ;

La base de calcul de la pension continue de subir l'effet de la péréquation durant la période de suspension.

LA SUSPENSION DEFINITIVE

La suspension d'une pension est définitive, lorsque les droits de jouissance sont éteints ou inexistants, notamment suite :

- ✓ Au décès du bénéficiaire d'une pension ;
- ✓ L'attribution d'une pension à tort ;
- ✓ Au cumul illégal de pensions ;
- ✓ L'atteinte de la date limite de jouissance de la solde de réforme.

LES PENSIONS DE L'EX-CREGT

1/ Bénéficiaire

Les Pensionnés mis à la retraite avant juillet 1998 relevant des établissements STEG, SNT, SNTRI, SMLT, SONEDE, CREGT et dont la pension était gérée par la Caisse de Retraite Electricité Gaz et Transport (CREGT).

2/ Condition D'octroi

Tout agent ayant accompli 15 ans de services effectifs à droit à une pension.

3/ Services

- Services temporaires validés ;
- Période de stage ;
- Services effectifs commissionnés ;
- Période transférée ;
- Services militaires obligatoires et période de mobilisation.

3/ Motif de mise a la retraite

- Limite d'âge : 55 ans pour les services actifs et 60 ans pour les services sédentaires ;
- Mis à la réforme ;
- Mère de 3 enfants ;
- Sur demande pour les agents âgés de 50 ans ;
- Décès en activité.
- Agents révoqués ou démissionnaires

4/ Jouissance

La jouissance est différée pour les mise a la retraite pour motif révocation ou démission (55 ans pour les services actifs et 60 ans pour les services sédentaires) et immédiate pour les autres motifs

5/ Bonification

Les services effectifs commissionnés sont majorés de 20%.

6/ Taux de Rendement

Le total des services et la bonification représentent le nombre d'années à prendre en considération.

Toutefois :

- la période < 3 mois est ignorée ;
- la période comprise entre 3 et 8 mois est considérée comme un semestre (6mois) ;
- la période de 9 à 11 mois est considérée comme une année.

Le rendement de l'annuité est de 2% avec un plafond s'élevant à 80%.

7/ Majoration Pour Enfant

Cette majoration est accordée aux agents ayant accomplis au minimum 25 ans de services et ayant au moins 3 enfants âgés de plus de 16 ans à la date de mise à la retraite ou de décès.

Le taux de la majoration pour enfants est de :

- 10% pour les 3 premiers enfants ;
- 5% pour chaque enfant à partir du 4^{ème} ;
- Le 5^{ème} enfant né après le 31/12/1965 n'a pas droit à la majoration ;
- Pas droit au cumul entre majoration pour enfants et IF ou PTO.

Le pourcentage de la pension + le pourcentage de la majoration pour enfants ne doit pas dépasser 100% (plafond).

La majoration pour enfant n'est soumise à l'impôt.

8/ Minimum garanti ou minimum vital

La pension pour les pensionnes de l'ex-CREGT ne peut en aucun cas être inférieure à : 80% du salaire de grille, catégorie 1, échelon 1 classe de productivité A (Barème 98), revalorisé par les dispositions réglementaires fixant le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les secteurs non agricoles.

9/ Allocation Familiales

La CREGT assure le service des allocations familiales pour les agents dont la situation civile ouvre droit à cet avantage dans les conditions tel que défini au niveau du chapitre des allocations familiale toute fois ces indemnités ne peuvent être cumules avec la majoration pour enfant

10/ Réversion

Les veuves des agents ont droit à une pension de réversion égale à 75% de la pension obtenue par le mari ou que celui-ci aurait obtenue le jour de son décès nonobstant la condition de 15 année de service.

Lorsqu'une veuve est la mère d'au moins trois enfants ouvrant droit à la majoration pour enfant. Elle bénéficie de 75% de la dite majoration.

Pendant la période de jouissance de la pension temporaire d'orphelin, la pension de veuve est réduite de 5% au titre du 3eme enfant et de 10% au titre de chacun des enfants suivants, sans que le taux ne soit inférieurs à 50% de la pension obtenue par le mari ou aurait obtenue le jour de son décès.

11/ Pension Temporaire D'orphelin

Les orphelin âgés de moins de 21 ans et qui sont à la fois ni mariés, ni salariés ont droit à une pension temporaire d'orphelins qui est égale à 10% de la pension pour chaque enfant si le nombre des orphelins est égal à 2 s'il est supérieur ou égale à 3 le taux de la pension temporaire d'orphelins ne doit pas dépasser 25% de la pension.

Cette règle est appliquée avant 98. Toute mise à jour ou nouvelle création de réversion pour la population des retraites de l'ex CREGT les règles et les conditions appliquées sont conformes aux dispositions qui réglementent la réversion au niveau des pensionnés de la CNRPS

12/ Capital Décès

13/ Retenues et Oppositions sur Pensions

La pension est soumise aux retenues et oppositions dans les mêmes conditions tel que définie au chapitre règles des retenues et oppositions sur pensions sauf pour la majoration pour enfants qui n'est pas soumise à l'impôt.

$$PB = PPBM + MEBM$$

Charge social:

$$CD: PB * 0,5\%$$

$$AM: PB * 4 \%$$

Brut Imposable :

$$BI = PPBM - PPBM * 0,5 \% - PPBM * 4\%$$

PB : Pension Brut

PPB : Pension Principale Brut Mensuelle

MEBM : Majoration Pour Enfant Brut Mensuelle (non imposable)

LES REGLES DE GESTION DE LA LIQUIDATION DE PENSION DANS LE CADRE DE LA Loi 59/18

La loi 59/ 18 du 5/02/1959, fixant le régime des pensions civils et militaires de retraite est applicable à partir du 1^{er} Avril 1959 et concerne les agents affiliés admis à la retraite avant le 01/10/1985 date d'application de la loi 85-12.

1/Les agents affiliés au régime des pensions de retraite

- ✓ Les fonctionnaires de l'Etat et des Etablissements publics et offices affiliés à la caisse ;
- ✓ les personnels fonctionnaires des communes ;
- ✓ Les agents temporaires ;
- ✓ Les magistrats ;
- ✓ Les militaires ;
- ✓ Les personnels de la police et de la garde nationale ;
- ✓ Les ouvriers temporaires et occasionnels ;
- ✓ Les gouverneurs ;
- ✓ Les députés ;
- ✓ Les chefs de secteurs ;
- ✓ Les agents contractuels.

2/ Cotisations au titre du régime des pensions

Le taux de la cotisation au titre du régime de retraite s'élève à 7 % pour l'affilié et à 10% à la charge de l'employeur.

3/ les modalités de mise à la retraite

- **La pension d'ancienneté** pour cette modalité le droit est acquis lorsque la double condition de 60 ans d'âge et 30ans de services effectifs civils ou militaires est remplie.

Sont dispensés de la condition d'âge les agents :

- ✓ admis à la retraite d'office ;
- ✓ révoqués sans suspension des droits à la pension ;
- ✓ licenciés pour suppression d'emplois;
- ✓ admis à la retraite pour incapacité physique ;
- ✓ admis à la retraite pour insuffisance professionnelle.

➤ **La pension proportionnelle, dont le droit est acquis :**

- ✓ Sans conditions d'âge ni de durée de services aux agents mis à la retraite pour incapacité physique imputable et non imputable aux services ;
- ✓ Sans conditions de durée de services :
 - aux agents mis à la retraite pour limite d'âge ;
 - licenciés pour suppression d'emploi et ayant plus de 15ans de services ;
 - aux femmes mères de 3 enfants âgés de moins de 16 ans ;
- ✓ Sans conditions d'âge aux agents licenciés pour insuffisance professionnelle ;
- ✓ Sur demande ou d'office aux agents de plus de 50 ans et plus de 20 ans de services.

➤ **L'invalidité**

La loi 59-18 a prévu des dispositions concernant l'invalidité :

- ✓ **L'article 26**, stipule pour l'Invalidité résultant de l'exercice des fonctions que l'agent qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'infirmité résultant de blessures ou de maladie contractées ou aggravées soit en service soit en accomplissant un acte de dévouement dans un intérêt public peut être mis à la retraite sur sa demande ou à l'expiration de ses droits à congé de maladie. Il a droit, dans ce cas à une rente viagère d'invalidité cumulable avec la pension.
- ✓ **L'article 27**, prévoit pour l'Invalidité ne résultant pas de l'exercice des fonctions que l'agent qui a été mis dans l'impossibilité définitive et absolue de continuer ses fonctions par suite d'une invalidité ne résultant pas de blessures ou de maladie contractées ou aggravées en service peut être mis à la retraite sur sa demande ou à l'expiration de ses droits à congé de maladie. Il a droit, dans ce cas à la pension proportionnelle.

Pour les militaires, les conditions de bénéfice d'une pension d'ancienneté ou d'une solde de réforme sont similaires à celles prévues par la loi 85-12.

4/Les services considérés dans le calcul de la pension de retraite

- ✓ services accomplis après l'âge de 18 ans ;
- ✓ services probatoires de stage ;
- ✓ services auxiliaires, temporaires, d'aide ou contractuels ayant fait l'objet d'une demande de validation dans un délai ne dépassant pas une année après la date d'affiliation et dont les cotisations ont été totalement réglées ;
- ✓ services militaires ;
- ✓ services accomplis en qualité d'ouvrier.

5/ Les bonifications

Les services sont majorés d'une bonification pour les agents exerçant des emplois considérés comme actifs et bénéficiant de la réduction d'âge pour l'admission à la retraite.

6/ les modalités de calcul de la pension

La pension est liquidée sur la base des derniers émoluments soumis à retenues depuis 6 mois au moins et à concurrence de 2 % par annuité liquidable sans dépasser 40 annuités.

Le montant de la pension ne peut excéder 60 % de la rémunération-indiciaire globale et ne peut être inférieur au rendement d'une pension basée sur 30 annuités d'un traitement afférent à l'indice 100.

7/ Les allocations familiales

A la pension d'ancienneté ou proportionnelle s'ajoutent, le cas échéant, les indemnités pour charge de famille. Ces indemnités sont fixées à un taux représentant 60% du taux de l'indemnité familiale prévue en faveur des fonctionnaires en activité et dans les mêmes conditions et modalités d'attribution.

8/ Pensions des veuves et orphelins

Les veuves des affiliés au régime de retraite ont droit à une pension égale à 50% de la pension obtenue par le mari ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée le cas échéant de 50% de la rente d'invalidité.

Le droit à la pension de veuve est acquis si :

- Le mari a obtenu ou pouvait obtenir soit une pension d'ancienneté soit une pension proportionnelle ;
- Le mariage ait été contracté **deux ans au moins** avant la cessation de l'activité du mari sauf si un ou plusieurs enfants sont issus de ce mariage.

Chaque orphelin a droit jusqu'à sa majorité (20ans) à une pension égale à 10% de la pension brute obtenue par le père ou qu'il aurait obtenue le jour de son décès et augmentée le cas échéant de 10% de la rente d'invalidité.

Le total des émoluments attribués à la mère et aux orphelins ne peut excéder le montant de la **pension nette du père**.

En cas d'absence de droit à la pension de veuve, sa part est répartie sur les orphelins.

Le remariage de la veuve entraîne la suspension de la pension pendant la durée du mariage .La pension est rétablie à la suite d'un nouveau veuvage ou de la dissolution du remariage.

9/ la suspension des droits à la pension

La loi 59/ 18 a prévu la suspension des droits à la pension et à la rente viagère essentiellement suite à :

- La révocation de l'agent avec suspension des droits à la pension ;
- La condamnation à la dégradation ou à la destitution prononcée par application du code de justice militaire;
- La perte de la qualité de Tunisien ;
- La déchéance du droit de garde de la puissance paternelle pour les veuves.
Cette suspension peut être partielle si l'agent a une femme et des enfants mineurs Dans ce cas la pension est fixée à 50%.

La déchéance du droit à la pension et à la rente d'invalidité est définitive dans les cas suivants :

- La condamnation pour détournement de deniers publics ;
- Reconnu coupable de malversations relatives à son service ;